



Degrés de proximité, niveaux de connaissance et perceptions de l'agriculture locale par les habitantes et les habitants de la MRC de Maria-Chapdelaine (Québec, Canada)

par Flora Narac

**Mémoire présenté à l'Université du Québec à Chicoutimi en vue de l'obtention du grade de
Maîtrise ès arts (M.A.) en études et interventions régionales**

Québec, Canada

© Flora Narac, 2025

RÉSUMÉ

Ce mémoire étudie le lien entre la population et l'agriculture au sein de la MRC de Maria-Chapdelaine, située dans la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Plus précisément, nous nous intéressons à la proximité physique et sociale de la population avec la filière agricole locale, à leur niveau de connaissance sur celle-ci et à leurs perceptions, à la fois du métier d'agriculteur et des activités agricoles. Nous avons mené une recherche qualitative descriptive avec une approche phénoménologique, afin d'accéder aux expériences et aux vécus des personnes habitant le territoire. Cela incluait 15 entrevues individuelles semi-dirigées menées auprès de résidents et résidentes de la MRC. Le concept de système alimentaire territorialisé et la théorie de la multifonctionnalité de l'agriculture, telle que présentée par Wilson (2007), ont orienté les modalités de réalisation de l'étude et d'interprétation des données. Ainsi, nos résultats laissent penser que, malgré la proximité physique avec les activités agricoles permise par le cadre offert par une MRC rurale et éloignée, la proximité sociale est plutôt faible, du moins elle se serait considérablement affaiblie lors des dernières décennies. Plusieurs éléments limitent les occasions de rencontre entre les personnes participant à l'étude et le milieu agricole. La diminution du nombre d'agriculteurs et d'agricultrices, le rythme de vie des personnes participantes et agricultrices et la moindre qualité et quantité des occasions proposées sur le territoire sont les principaux éléments. Nos résultats indiquent que le niveau de connaissance des habitants et des habitantes aurait diminué en raison d'une faible exposition aux processus de production, un manque de curiosité intellectuelle et un faible taux de littéracie qui caractérise les MRC les plus éloignées et les milieux agricoles. Le bouche-à-oreille semblerait être le moyen d'information le plus efficace, mais il serait réservé à une minorité de personnes, dans le contexte d'une diminution de la proximité sociale. Ensuite, les personnes participantes font clairement un lien entre la proximité (physique et sociale), le niveau de connaissance et les perceptions du métier et des activités agricoles. Ces trois éléments interagissent souvent de façon positive, mais aussi quelquefois de façon négative. En effet, la proximité physique est à l'origine d'enjeux liés à la conciliation des activités sur le territoire. La proximité sociale et l'augmentation du niveau de connaissance permettent aux personnes participantes de constater la difficulté du métier d'agriculteur ou d'agricultrice. Selon les participants et les participantes, ce constat est à l'origine du désintérêt des jeunes pour les métiers proposés par la filière agricole. Comme conséquence, plusieurs évoquent la présence d'une main-d'œuvre étrangère temporaire et les enjeux liés. Finalement, les personnes participantes attribuent une importance économique à l'agriculture sur le territoire, mais estiment que la filière a encore des efforts à faire en termes de respect de l'environnement. Certaines fonctions telles que les fonctions sociale, culturelle et l'occupation du territoire seraient à renforcer. Ainsi, nos résultats montrent que de nombreux défis doivent être relevés pour rapprocher la population de l'agriculture locale, ce qui est indispensable pour l'élaboration de politiques publiques cohérentes et ainsi la durabilité de la filière agricole et la vitalité des milieux ruraux.

Mots clés : systèmes alimentaires territorialisés, multifonctionnalité de l'agriculture, proximité, niveau de connaissance, perceptions de l'agriculture

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	ii
TABLE DES MATIÈRES	iii
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS	viii
REMERCIEMENTS	ix
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE	4
1.1 ÉVOLUTIONS DES MODÈLES AGRICOLES DEPUIS LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE JUSQU'À AUJOURD'HUI	4
1.1.1 GRANDES ORIENTATIONS POLITIQUES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE DES ANNÉES 1950 AUX ANNÉES 1980	4
1.1.2 ÉVOLUTION INDUITE DES MODÈLES AGRICOLES	7
1.1.3 ÉVOLUTION DES MODÈLES AGRICOLES DES ANNÉES 1990 JUSQU'À AUJOURD'HUI	8
1.1.4 ÉVOLUTION DE LA PLACE DES AGRICULTEURS ET DES AGRICULTRICES DANS LA SOCIÉTÉ	11
1.2 MÉCONNAISSANCE ET PERCEPTIONS ERRONÉES DE L'AGRICULTURE	12
1.3 PERTINENCE DE LA RECHERCHE	14
1.3.1 PERTINENCE SOCIALE ET EFFICACITÉ DU SYSTÈME ALIMENTAIRE	15
1.3.2 PERTINENCE SCIENTIFIQUE	17
1.4 QUESTIONS DE RECHERCHE, OBJECTIF GÉNÉRAL ET OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	18
CHAPITRE 2 PERCEPTIONS DE L'AGRICULTURE ET DU MÉTIER D'AGRICULTEUR OU D'AGRICULTRICE PAR LA POPULATION	19
2.1 PERCEPTIONS GLOBALES DE L'AGRICULTURE	20
2.2 PERCEPTIONS DU MÉTIER D'AGRICULTEUR OU D'AGRICULTRICE	21
2.3 PERCEPTIONS DE L'IMPACT DE L'AGRICULTURE SUR L'ÉCONOMIE	24
2.4 PERCEPTIONS DE L'IMPACT DE L'AGRICULTURE SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL	25
2.5 PERCEPTIONS DE L'IMPACT DE L'AGRICULTURE SUR L'ENVIRONNEMENT	25
2.6 PERCEPTIONS DE L'IMPACT DE L'AGRICULTURE SUR LE BIEN-ÊTRE ANIMAL	28
2.7 PERCEPTIONS DES NUISANCES LIÉES À L'AGRICULTURE	29
2.8 PERCEPTIONS DE LA RESTRUCTURATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ...	30
2.9 PERCEPTIONS DE L'AVENIR DES ACTIVITÉS AGRICOLES ET DU TERRITOIRE AGRICOLE	31
2.10 LIMITES DES ÉTUDES	32
CHAPITRE 3 CADRE THÉORIQUE	33
3.1 SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIALISÉS	33
3.2 MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE	36
3.2.1 ÉMERGENCE DE LA MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE	36
3.2.2 DIFFÉRENTES APPROCHES DE LA MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE	37
3.2.3 MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE SELON WILSON	41

CHAPITRE 4 MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE	45
4.1 DESIGN MÉTHODOLOGIQUE	45
4.2 POPULATION À L'ÉTUDE ET STRATÉGIES D'ÉCHANTILLONNAGE	47
4.3 STRATÉGIES DE COLLECTE DES DONNÉES	49
4.3.1 FICHE SIGNALÉTIQUE	49
4.3.2 ENTREVUES INDIVIDUELLES SEMI-DIRIGÉES	50
4.4 DÉROULEMENT DE LA COLLECTE DES DONNÉES	52
4.4.1 PRISE DE CONTACT AVEC LES PERSONNES PARTICIPANTES	52
4.4.2 CONSIDÉRATIONS TECHNIQUES, ENVIRONNEMENTALES ET TEMPORELLES ..	52
4.4.3 DÉROULEMENT DES ENTREVUES	53
4.5 ANALYSE DES DONNÉES	54
4.6 ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE	55
CHAPITRE 5 RÉSULTATS	57
5.1 MRC DE MARIA-CHAPDELAINE, UNE MRC RURALE ET ÉLOIGNÉE	57
5.2 CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES DES PARTICIPANTS ET DES PARTICIPANTES	60
5.3 DEGRÉ DE PROXIMITÉ AVEC LES AGRICULTEURS ET LES AGRICULTRICES DE LA MRC DE MARIA-CHAPDELAINE	61
5.3.1 PROXIMITÉ PHYSIQUE	62
5.3.2 PROXIMITÉ SOCIALE	63
5.3.3 OCCASIONS DE RENCONTRE	64
5.3.4 PRATIQUE DU JARDINAGE	67
5.4 NIVEAU DE CONNAISSANCE SUR LE SECTEUR AGRICOLE DE LA MRC DE MARIA- CHAPDELAINE	69
5.4.1 NIVEAU DE CONNAISSANCE AUTOESTIMÉ	69
5.4.2 NIVEAU DE CONNAISSANCE ESTIMÉ DE LA POPULATION LOCALE	71
5.4.3 MOYENS D'INFORMATION	73
5.5 PERCEPTIONS DU MÉTIER D'AGRICULTEUR OU D'AGRICULTRICE AU SEIN DE LA MRC DE MARIA-CHAPDELAINE	76
5.5.1 APPRÉCIATION PERSONNELLE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR OU D'AGRICULTRICE	76
5.5.2 APPRÉCIATION ESTIMÉE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR OU D'AGRICULTRICE ..	80
5.6 PERCEPTIONS DES FONCTIONS DE L'AGRICULTURE SUR LE TERRITOIRE	83
5.6.1 FONCTION DE PRODUCTION ALIMENTAIRE	83
5.6.2 FONCTION ÉCONOMIQUE	87
5.6.3 FONCTION ENVIRONNEMENTALE	90
5.6.4 FONCTION SOCIALE	94
5.6.5 FONCTION CULTURELLE	100
CHAPITRE 6 DISCUSSION	103
CONCLUSION	118
BIBLIOGRAPHIE	125
CERTIFICATION ÉTHIQUE	131
ANNEXE 1 FICHE SIGNALÉTIQUE	132

ANNEXE 2 GUIDE D'ENTREVUE	134
ANNEXE 3 FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT	136

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : THÈMES ET SOUS-THÈMES DE LA RECHERCHE	51
TABLEAU 2 : PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE DES PERSONNES PARTICIPANT AUX ENTREVUES INDIVIDUELLES SEMI-DIRIGÉES	60

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : ÉTOILE À CINQ BRANCHES SCHÉMATISANT LA MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE	40
FIGURE 2 : MODÈLE PRODUCTIVISTE / NON PRODUCTIVISTE DES PAYS DÉVELOPPÉS ...	42
FIGURE 3 : ÉCHELLES SPATIALES DE LA MULTIFONCTIONNALITÉ	43
FIGURE 4 : PORTRAIT DU TERRITOIRE AGRICOLE DE LA MRC DE MARIA-CHAPDELAINE..	59

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CPTAQ	Commission de protection du territoire agricole du Québec
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
LPTA	Loi sur la protection du territoire agricole
LPTAA	Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries, et de l'Alimentation (Québec)
MFA	Multifonctionnalité de l'agriculture
MRC	Municipalité régionale de comté
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGM	Organisme génétiquement modifié
PAC	Politique agricole commune
PDAA	Plan de développement des activités agricoles
PDZA	Plan de développement de la zone agricole
PECA	Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes
SAT	Système alimentaire territorialisé
UPA	Union des producteurs agricoles
UQAC	Université du Québec à Chicoutimi

REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier ma directrice de recherche, Mme Sabrina Tremblay, pour son accompagnement sans faille tout au long des différentes étapes de la réalisation de la recherche et de la rédaction de ce mémoire. Son professionnalisme m'a permis d'effectuer ma maîtrise dans les meilleures conditions possibles.

Je tiens aussi à remercier mon codirecteur de recherche M. Olivier Riffon, qui m'accompagne avec bienveillance dans mes études universitaires depuis mon arrivée au Québec en 2021. Je ne me serais pas inscrite à la maîtrise sans ses encouragements.

Merci à François Potvin qui m'a permis de découvrir le territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine lorsqu'il y occupait le poste de conseiller en développement agricole. Son implication et sa générosité ont grandement permis la récolte des données. Merci à Sophie Grégoire-Tremblay et aux membres de l'équipe de la MRC pour leur accueil et leur accompagnement.

Merci à mes collègues et amies de LAGORA pour leurs précieux conseils et partages d'expérience.

Merci à ma famille, à Clémence, à mes amies Léonie, Isabel et Léa pour leur appui indéfectible.

Finalement, je souhaite exprimer ma gratitude envers le programme MITACS et le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) pour leur appui financier.

INTRODUCTION

L'apparition de l'agriculture, correspondant à la révolution néolithique, a profondément bouleversé l'humanité. Les sociétés de chasseurs-cueilleurs nomades ont tranquillement évolué vers des sociétés d'agriculteurs et d'agricultrices sédentaires. Cette révolution dans la manière de s'alimenter a eu des conséquences sur toutes les dimensions des sociétés ; socio-économique, démographique, mais aussi environnementale (de Saulieu et al., 2020). En effet, l'utilisation du sol pour la culture et l'élevage modifie le paysage et les relations qui le traversent (Harris et Fuller, 2014 ; Rieutort, 2009). Il est alors pertinent de considérer l'agriculture comme une appropriation du territoire, un concept qui lie l'espace, ses dynamiques relationnelles et les activités qui en découlent (Moine et Sorita, 2015). Aujourd'hui, les terres cultivées constituent 11 % de l'ensemble des terres de la planète, mais produisent 95 % de l'alimentation mondiale. Ainsi, pour beaucoup de scientifiques, il y a peu de problématiques plus importantes qu'un approvisionnement en nourriture adapté, un bon usage de l'alimentation et une bonne compréhension de l'industrie qui produit les denrées alimentaires (Howard, 1999).

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'agriculture a beaucoup évolué dans les pays industrialisés, autant dans sa structure que dans ses techniques de production (Francoeur, 2018). Bien que l'agriculture possède un rôle central dans les différentes civilisations (Howard, 1999), ces récentes évolutions ont profondément modifié le lien entre agriculture et sociétés. Cela est observable au niveau de la multifonctionnalité de l'agriculture (Wilson, 2009). De façon très synthétique, la multifonctionnalité réfère à toutes les fonctions de l'agriculture, en plus de la production agroalimentaire et de fibre (OCDE, 2001). Les recherches et publications québécoises semblent distinguer cinq fonctions principales : les fonctions productive, économique, environnementale, sociale et culturelle. Dans les zones rurales, les fonctions de l'agriculture se sont globalement réduites à celle de la production suite aux différentes politiques agricoles mises en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le rôle de la filière dans le développement durable des régions rurales est moindre aujourd'hui (Francoeur, 2018). Avec l'urbanisation, la population s'éloigne de plus en

plus des lieux de production. Selon Statistique Canada (2015, 2022a), 84 % de la population canadienne vivait en milieu rural en 1851, contre 17,8 % (moins d'une personne sur cinq) en 2021. Dans l'ensemble des pays ayant vécu l'industrialisation de l'agriculture, la grande majorité de la population n'est plus exposée aux processus de production de la nourriture (Cummins et al., 2015). Ainsi, une distance, tant géographique que sociale, sépare aujourd'hui l'agriculture du reste de la société. De cette distance est née une incompréhension entre les personnes agricultrices et la population. Pour illustrer cela, mentionnons un sondage mené en 2022 en France qui révèle que 90 % des répondants ont une bonne opinion du métier d'agriculteur, tandis que seulement 60 % des agriculteurs et des agricultrices pensent que la population possède une bonne opinion de leur métier (Ipsos, 2022).

Ainsi, pour ce mémoire réalisé dans le cadre de la maîtrise en études et interventions régionales, il a été décidé d'aborder le lien entre agriculture locale et population et les perceptions que celle-ci possède à l'égard des différents aspects de l'agriculture. En accord avec la volonté récente de mieux reconnaître les particularités locales des milieux ruraux, incarnée notamment par l'essor du concept de système alimentaire territorialisé (SAT) et la reterritorialisation de la multifonctionnalité de l'agriculture (MFA) (Wilson, 2009), l'étude est réalisée à une échelle supralocale correspondant aux municipalités régionales de comté (MRC). Plus précisément, le choix s'est porté sur la MRC de Maria-Chapdelaine, située dans la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean. En effet, le sujet et la méthodologie de ce mémoire sont liés à une autre recherche plus large portant sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine (no de financement MITACS : IT33861). Ce projet est issu de la volonté de la MRC de mieux connaître les rôles sociaux de l'agriculture sur son territoire. Il a été mené grâce à une collaboration entre une équipe de chercheurs et chercheuses de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) et la MRC. En récoltant les premières données, nous avons observé que les personnes agricultrices, tout comme les autres acteurs et actrices du territoire, attribuent une grande responsabilité aux consommateurs et aux consommatrices dans l'évolution des modèles agricoles. Les personnes agricultrices émettent également plusieurs hypothèses sur la façon dont leur métier est perçu, sans pour autant pouvoir les

vérifier. Finalement, ces acteurs et actrices expriment des avis divergents sur la proximité de la population avec la filière agricole. C'est face au constat de l'importance du rôle des consommateurs et de consommatrices et du manque de connaissance concernant leur lien à l'agriculture que la chercheuse a décidé d'orienter son mémoire vers les perspectives de la population.

Ce mémoire s'articule en six chapitres. Le premier porte sur la problématique de recherche. Il permet de présenter le contexte de la recherche, sa pertinence et ses objectifs. Le deuxième chapitre fait l'état des connaissances sur les perceptions de la société par rapport à l'agriculture. Le chapitre suivant est consacré au cadre théorique, il aborde le concept de SAT et la théorie de la MFA. La méthodologie de cette recherche qualitative est détaillée dans le chapitre 4. Ensuite, les résultats sont présentés dans le chapitre 5 et analysés dans le chapitre 6. Pour terminer, la conclusion permet de rappeler les faits saillants et d'exposer les limites et perspectives offertes par cette recherche.

CHAPITRE 1 PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

Ce premier chapitre aborde la problématique de recherche, une étape indispensable qui permet de cerner le problème que l'on souhaite explorer (Bourgeois, 2016). Le chapitre est divisé en quatre parties qui abordent successivement : le contexte de la recherche au travers de l'évolution des modèles agricoles depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui (partie 1), la méconnaissance et les perceptions erronées de l'agriculture (partie 2), la pertinence sociale et scientifique de la recherche (partie 3) et enfin les questions de recherche et objectifs correspondants (partie 4).

1.1 ÉVOLUTIONS DES MODÈLES AGRICOLES DEPUIS LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE JUSQU'À AUJOURD'HUI

La première partie de ce chapitre présente le contexte dans lequel la recherche s'inscrit. Elle porte sur l'évolution de l'agriculture depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. Plus précisément, cette partie nous permet de distinguer deux périodes : des années 1950 aux années 1980, puis de 1980 jusqu'à aujourd'hui. En plus du cas du Québec, province dans laquelle la recherche s'inscrit, nous nous appuyons principalement sur le cas de la France et celui des États-Unis pour étoffer cette contextualisation. En effet, ces deux pays présentent une proximité culturelle et géographique (pour les États-Unis) avec le Québec et leurs modèles agricoles font l'objet de nombreux écrits scientifiques.

1.1.1 GRANDES ORIENTATIONS POLITIQUES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE DES ANNÉES 1950 AUX ANNÉES 1980

Dans la majorité des pays industrialisés, l'agriculture connaît une évolution similaire à la fin de la Seconde Guerre mondiale (Francoeur et Abergel, 2020). En Europe, différentes mesures sont mises en place après la Seconde Guerre mondiale pour reconstruire le système agricole. Ces

mesures visent à améliorer le niveau de vie en milieu rural et à augmenter la production agricole. Les organisations professionnelles agricoles réclament une parité entre les revenus des personnes agricultrices et les revenus des autres actifs. Dans les années 1960, la première Politique agricole commune (PAC) voit le jour et se donne également pour objectif d'augmenter la productivité agricole à l'échelle européenne. Quelques années plus tard, un plan de réforme encourage environ cinq millions d'agricultrices et d'agriculteurs européens à abandonner leur ferme. En redistribuant ces terres abandonnées, les personnes productrices restantes doivent pouvoir augmenter leur production et se rapprocher de l'objectif de parité en dégagant un revenu comparable à celui des autres travailleurs. Cependant cette augmentation de la production génère des surplus et, par conséquent, une baisse des prix agricoles. À l'inverse de l'objectif de parité, les disparités s'accroissent entre les revenus des personnes agricultrices et celui des autres travailleurs et travailleuses. Ainsi, en France, on estime qu'entre 1967 et 1985, environ deux millions de personnes ont quitté l'agriculture (Francoeur, 2018).

Au Québec, la Seconde Guerre mondiale crée une situation de marché favorable pour l'agriculture. Les productions agricoles deviennent rentables et permettent à l'ensemble de la paysannerie¹ d'élever son niveau de vie. Cependant, à la fin de la guerre, les conditions changent, la demande n'est plus aussi forte et les prix des productions agricoles s'effondrent, ne permettant pas une parité de revenus entre les familles paysannes et les travailleurs industriels. En 1951, la commission Héon est formée pour moderniser l'agriculture (Francoeur, 2018). L'objectif affiché est de nourrir la population urbaine tout en permettant aux personnes agricultrices de prospérer en atteignant une parité, à la fois économique, sociale et politique (Francoeur et Abergel, 2020 ; Francoeur, 2018). Le gouvernement souhaite aussi que la mise en marché des productions agricoles soit mieux administrée. Pour atteindre ces différents objectifs, le rapport Héon exige des « petits » producteurs, représentant 100 000 exploitations à l'époque, qu'ils s'adaptent ou bien disparaissent. En effet, ceux-ci désordonneraient le marché par la commercialisation de produits en petites quantités, et à la qualité non vérifiée. Ainsi, les petits producteurs et productrices empêcheraient la

¹ Terme qui désigne ici l'ensemble des agriculteurs et des agricultrices.

modernisation du secteur et porteraient atteinte au développement de la province. Pour permettre l'évolution de la filière agricole, l'enseignement agricole est intensifié. Le savoir-faire paysan est dévalué au profit d'une connaissance extérieure provenant des techniciens et des techniciennes (Francoeur, 2018). En outre, les productions agricoles font l'objet d'inspections et de classifications. Un Office des marchés agricoles est créé et des « quotas » sont mis en place (Francoeur et Abergel, 2020). Les productrices et producteurs spécialisés se regroupent et s'associent à un syndicat (Francoeur, 2018). L'ensemble des mesures mises en place permettent d'augmenter la productivité, générant des surplus agricoles, et entravant l'atteinte d'une parité entre secteur agricole et secteur industriel. Le gouvernement espère alors atteindre cette parité par un transfert de la population agricole, qui ne correspond plus aux nouvelles normes, vers les autres domaines de l'industrie. En 1975, au fédéral comme au provincial, des lois sont mises en place pour stabiliser les prix des productions et assurer un revenu minimum aux agriculteurs et aux agricultrices. Ces lois participent à la sélection des meilleurs producteurs et au transfert de la main-d'œuvre (Francoeur et Abergel, 2020). Finalement, la délimitation du domaine agricole contribue également à la professionnalisation du secteur agricole (Francoeur et Abergel, 2020). À la fin des années 1970, l'adoption de la Loi sur la protection du territoire agricole (LPTA) soutient la disparition des petits producteurs. En effet, elle restreint l'acquisition de terres aux producteurs et productrices ayant l'agriculture pour activité principale et désigne une superficie minimale pour la pratique de l'agriculture (Francoeur et Abergel, 2020 ; Francoeur, 2018). Elle empêche également la création de petites unités par le morcellement de plus grandes, qui sont parfois devenues des friches à cause de conditions défavorables. En outre, environ 90 % des espaces ruraux autrefois supports d'une diversité d'activités sont désormais réduits à la seule fonction de produire. Ce système favorise les grandes entreprises agricoles industrielles aux dépens des petites exploitations. L'ensemble de ces contraintes a un impact négatif sur l'économie de nombreuses régions (Francoeur, 2018).

1.1.2 ÉVOLUTION INDUITE DES MODÈLES AGRICOLES

Comme conséquence de ces nouvelles politiques, les modèles agricoles de la majorité des pays industrialisés connaissent un profond changement. L'agriculture n'a plus pour objectif de permettre aux paysans et paysannes d'assurer leur propre subsistance, elle devient un service public. L'agriculture applique le système de division sociale du travail et s'intègre progressivement au marché capitaliste (Francoeur, 2018). D'une activité domestique, d'un mode de vie, elle évolue vers une activité de production qui doit permettre de dégager du profit (Wachenheim et Lesch, 2002). Si l'agriculture pratiquée avant la Seconde Guerre mondiale permettait une protection écologique, familiale, et économique, l'agriculture intensive occulte dans une grande mesure les deux premières vocations, au profit de la vocation économique uniquement (Handfield, 2010). La volonté de faire des économies d'échelle entraîne l'augmentation des surfaces cultivées, la spécialisation des productions et l'industrialisation (Torre et Filippi, 2005). Au Québec, la taille moyenne des fermes passe de 51 à 114 hectares entre 1951 et 2011 (Ruiz, 2019). On observe également une diminution du nombre d'exploitations agricoles (Parent, 2001). La province québécoise comptait 134 000 fermes en 1951, contre seulement 30 000 en 2011, soit une perte de 78 % (Ruiz, 2019). Ainsi, la production agricole se concentre sur des exploitations qui sont de plus en plus productives, mais aussi de plus en plus fragiles (Parent, 2001). En effet, ces processus entraînent d'importants investissements, par exemple dans l'achat d'une machinerie adaptée aux grandes superficies (Torre et Filippi, 2005). Finalement, malgré la recherche de rentabilité, les écarts de revenus au sein de la profession se creusent et la majorité des personnes agricultrices dégagent des revenus faibles par rapport à la quantité de travail fourni (Francoeur et Abergel, 2020 ; Howard, 1999). La situation de la majorité des agriculteurs et des agricultrices reste peu enviable (Francoeur et Abergel, 2020). Aujourd'hui, le secteur de l'agriculture est caractérisé par une compétition intense, des exigences élevées de la part des personnes consommatrices et des changements rapides au niveau des productions, des technologies et des techniques commerciales (Howard, 1999). Les productrices et les producteurs sont désormais des chefs d'entreprise et doivent posséder de plus en plus de compétences (techniques, administratives). Cela rend le métier moins accessible (Francoeur, 2018).

Ensuite, l'agriculture s'intègre dans un système plus global en approvisionnant les industries agroalimentaires et textiles (Francoeur, 2018). Les personnes productrices perdent leur indépendance et sont soumises à des exigences provenant des autres acteurs de la filière qui sont déconnectés du territoire, du lieu de production (Torre et Filippi, 2005). Le développement de l'industrie agroalimentaire intervenant en amont et en aval de la production agricole crée une rupture entre l'agriculture et l'alimentation (Parent, 2001). La grande distribution prend de l'importance et la distribution des denrées est davantage tournée vers les marchés extérieurs que vers les marchés locaux (Torre et Filippi, 2005 ; Parent, 2001).

L'agriculture devient de plus en plus spécialisée, technologique, complexe et efficace pour nourrir une grande population avec une quantité limitée de ressources. Ainsi, les objectifs fixés dans les années 1950 sont atteints, la production agricole est si efficace qu'elle permet de nourrir l'ensemble de la population nationale et même d'exporter comme c'est le cas aux États-Unis (Howard, 1999). Le modèle agricole productiviste a permis de considérablement diminuer les dépenses alimentaires de la population. Au Canada, les dépenses alimentaires représentaient 27 % des dépenses des ménages en 1950, contre moins de 15 % en 1998 (Parent, 2001). Plus précisément, la part du budget des ménages québécois consacrée à l'alimentation est passée de 17 % en 1986 à 13 % en 2001 (Handfield, 2010). De la même manière, aux États-Unis, l'alimentation ne représente plus que 10 % du salaire de la population en moyenne en 1999 (Howard, 1999). Ainsi, l'agriculture intensive a permis une augmentation considérable du niveau de vie des consommateurs et des consommatrices (Howard, 1999). Finalement, si ce modèle agricole a vu le jour grâce à un large consensus social, son développement n'est pas sans conséquence pour les générations futures.

1.1.3 ÉVOLUTION DES MODÈLES AGRICOLES DES ANNÉES 1990 JUSQU'À AUJOURD'HUI

Depuis les années 1990, le modèle agricole dominant est critiqué par de nombreux acteurs et actrices telles que les personnes consommatrices, les nouveaux habitants des zones rurales, les

personnes élues de ces municipalités, et certains agriculteurs et agricultrices qui se soucient du développement durable (Parent, 2001). À l'échelle internationale, des mouvements citoyens et des conventions en faveur de l'environnement dénoncent également les limites de ce modèle (Handfield, 2010).

Pendant la seconde moitié du 20^e siècle, le lien entre agriculture et société se dégrade de plus en plus. L'activité agricole participe de moins en moins au développement rural (Francoeur, 2018). Selon Jean (1997), le développement de l'agriculture se ferait même au détriment du développement des collectivités rurales, contribuant à la marginalisation des espaces ruraux. Ainsi, le développement agricole est désormais lié au sous-développement des régions (Parent, 2001). Par exemple, Ruiz (2019) explique qu'après la Seconde Guerre mondiale, les régions périphériques voient apparaître de nombreuses friches agricoles en raison des conditions agroclimatiques, de la distance aux marchés et aux grands centres urbains. Or, l'application de la Loi sur la protection du territoire agricole, puis de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA) empêche l'usage non agricole de ces terres et ainsi restreint le développement des communautés rurales. Dans les régions centrales, l'agriculture se spécialise, mais elle est confrontée à la périurbanisation et à différents enjeux environnementaux (Ruiz, 2019). Dans ce sens, Parent (2001) souligne trois grandes ruptures entre le monde rural et l'agriculture. La première correspond au sous-développement des espaces ruraux éloignés au profit des milieux où se concentrent des exploitations agricoles ultraperformantes. La deuxième est la rupture entre les ressources naturelles et l'agriculture, par un modèle d'exploitation non durable. La troisième est la rupture entre l'agriculture et l'alimentation avec l'éloignement des productions des marchés locaux et des personnes consommatrices. Par conséquent, à partir des années 1990, de nombreux acteurs sociaux s'emparent de la question de l'avenir de la ruralité. Ce dernier ne doit plus être uniquement lié à la santé des domaines agricole, forestier ou encore aux pêcheries. De nouvelles politiques rurales émergent, avec pour objectif le renforcement des capacités locales (Francoeur, 2018). Aujourd'hui, l'agriculture possède toujours un rôle important dans les espaces ruraux, mais son influence diminue

face à l'augmentation des emplois industriels et tertiaires, au développement des activités résidentielles et touristiques (Torre et Filippi, 2005).

En outre, à partir des années 1990 et 2000, l'agriculture évolue. Les régions rurales et périurbaines accueillent de nouveaux résidents et certains s'initient à l'agriculture paysanne. L'espace rural se diversifie et l'agriculture à temps partiel se développe. Cette pluriactivité est également permise par les technologies de l'information et de la communication qui sont accessibles à domicile (Francoeur, 2018). Des habitantes et des habitants combinent l'agriculture à l'exercice d'une profession libérale, pour d'autres, l'agriculture est un objectif de reconversion professionnelle (Francoeur et Abergel, 2020). Ainsi, Mundler et Ruiz (2020) décrivent la diversité des modèles agricoles québécois modernes. Cette diversité se traduit au niveau de la qualité des produits (des produits artisanaux aux plus standardisés), des marchés visés (des marchés locaux aux marchés planétaires), de l'intensité du capital ou du travail, de l'intensité de l'occupation du territoire, etc. Les données issues du Recensement de l'agriculture de 2021 révèlent une augmentation du nombre d'exploitations agricoles au Québec (1,6 %) pour la première fois depuis 1941 (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2023 ; Ruiz 2019). Cette augmentation est davantage marquée dans les régions centrales de la province. D'ailleurs, entre 2016 et 2022, la variation du nombre d'entreprises agricoles au Saguenay-Lac-Saint-Jean est nulle (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2023). Le recensement de 2021 révèle également une diminution de la superficie moyenne cultivée par les entreprises agricoles québécoises, d'environ 5 % entre 2016 et 2021 (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2023). Sur cette même période, le nombre de fermes déclarant effectuer de la vente directe a augmenté de 12 % au Québec. À l'échelle du Canada, l'augmentation est seulement de 6 % (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2024b). Ce nouveau contexte permet la reconnaissance des différentes fonctions de l'agriculture, en plus de la fonction de production d'aliments et de fibres (Francoeur et Abergel, 2020 ; Francoeur, 2018). Finalement, Mundler et Ruiz (2020) précisent que, plus qu'une diversification, on observe une polarisation des modèles. Le nombre de fermes avec un chiffre d'affaires moyen diminue, celles avec un petit chiffre d'affaires se maintiennent, et les fermes

avec un important chiffre d'affaires augmentent. Donc si l'agriculture québécoise se diversifie, l'intensité des différences entre ces différents modèles agricoles semble aussi s'accroître (Mundler et Ruiz, 2020).

1.1.4 ÉVOLUTION DE LA PLACE DES AGRICULTEURS ET DES AGRICULTRICES DANS LA SOCIÉTÉ

Malgré un intérêt récent pour de nouveaux modèles agricoles, les différentes réformes politiques menées depuis les années 1950 pour professionnaliser, standardiser et intensifier l'agriculture ont eu de lourdes répercussions sur la place des personnes agricultrices dans les espaces ruraux et la société en général (Torre et Filippi, 2005). Pendant plusieurs siècles, agriculture et monde rural se sont confondus. Encore aujourd'hui, les activités agricoles laissent une empreinte forte sur le paysage rural, mais ce milieu ne peut plus se définir uniquement par la fonction agricole. En 1931, le premier dénombrement de la population agricole nous apprend que 27 % de la population québécoise vit sur une ferme. En 2006, il ne s'agit plus que de 1,2 % de la population québécoise (Statistique Canada, 2014). Aux États-Unis, en 1900, 41 % de la population était employée dans l'agriculture, contre 1,5 % en 2013 (Cummins et al., 2015 ; Smith et al., 2009). Pour la première fois dans l'histoire, la grande majorité de la population s'est retirée de l'agriculture depuis plus d'une génération. Les enfants n'ont plus de grands-parents ou d'autres proches liés à la production agricole (Howard, 1999). En outre, l'accès à une éducation agricole au sein du système scolaire est de plus en plus compliqué. En 2001, aux États-Unis, plus de 35 écoles secondaires ont fermé leurs programmes en agriculture à cause d'un manque d'enseignants qualifiés (Smith et al., 2009). Par conséquent, dans l'ensemble des pays ayant vécu l'industrialisation de l'agriculture, la grande majorité de la population n'est pas exposée aux processus de production (Cummins et al., 2015).

Pour conclure, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement québécois souhaite que l'agriculture puisse nourrir l'ensemble de la population et faire vivre les agriculteurs et les agricultrices en devenant un métier à part entière (Francoeur et Abergel, 2020 ; Francoeur, 2018). Pour atteindre ces objectifs, l'agriculture s'industrialise. On observe ainsi une rupture avec

l'agriculture vivrière pratiquée avant la guerre (Handfield, 2010). Depuis les années 1990, les différents acteurs et actrices du territoire constatent les limites liées à l'industrialisation de l'agriculture (Handfield, 2010 ; Parent, 2001). Le rôle de l'agriculture dans le développement des milieux ruraux s'affaiblit, devenant même délétère dans certains cas (Francoeur, 2018 ; Parent, 2001 ; Jean, 1997). Le nombre de personnes agricultrices diminue et la population, qui migre vers les grandes villes, est de plus en plus éloignée des procédés de production (Cummins et al., 2015 ; Statistique Canada, 2014 ; Smith et al., 2009 ; Howard, 1999). Or, cet éloignement a des conséquences sur le niveau de connaissance et les perceptions que la population a de l'agriculture.

1.2 MÉCONNAISSANCE ET PERCEPTIONS ERRONÉES DE L'AGRICULTURE

Les contacts limités de la population avec l'agriculture ont notamment pour conséquence un manque de connaissances de base en agriculture. Par exemple aux États-Unis, les chercheurs et les chercheuses s'accordent sur le fait que la population générale possède très peu de connaissances sur l'agriculture et l'agro-industrie (Smith et al., 2009). Cette méconnaissance concerne tous les âges, mais s'accroît chez les jeunes générations (Smith et al., 2009 ; Howard, 1999). Ainsi, la plupart des États-Uniens et des États-Uniennes possèdent peu de connaissances sur la production d'aliments et de fibres, mais aussi sur les retombées sociales et économiques pour le pays, les liens avec la santé humaine et la qualité de l'environnement (Howard, 1999). Par exemple, la population ne parvient pas à distinguer les différents types de productions et leurs apports économiques respectifs (Smith et al., 2009). Finalement, la population a de moins en moins conscience de l'importance de la filière pour la société (Howard, 1999). Plus récemment, un sondage souligne que les Québécois et les Québécoises possèdent un niveau de connaissance faible par rapport au secteur agricole. Le rôle des différents acteurs de ce secteur mériterait d'être mieux connu (Segma Recherche, 2024).

En outre, la population est généralement consciente de sa méconnaissance. Un sondage réalisé par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries, et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) en

2017 révèle que la grande majorité des Québécois et des Québécoises (80 %) estime avoir peu de connaissances sur le secteur agricole (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2017). Un autre sondage réalisé en 2021 auprès des Français et des Françaises révèle que ceux-ci pensent mal connaître les techniques de production végétale et les conditions d'élevage des animaux. Cette méconnaissance a ensuite été confirmée grâce à une série de questions portant à la fois sur les modes de production et sur le rôle dans le développement économique et territorial (BVA, 2021).

Le manque de connaissance génère souvent de la curiosité autour de la provenance et des méthodes de production de l'alimentation. Par exemple aux États-Unis, l'élevage est un des secteurs pour lequel l'intérêt des consommateurs et des consommatrices s'est fortement accentué. La population peut se renseigner grâce à différents moyens tels que l'agrotourisme, qui offre une expérience au plus proche du terrain, ou par la lecture d'articles rédigés par les gouvernements, les universités, les industries (Cummins et al., 2015). L'information est devenue de plus en plus accessible ces dernières années, notamment grâce à internet. Il a d'ailleurs été montré que les jeunes adultes ont davantage confiance dans des sources telles que les influenceurs et les influenceuses sur les réseaux sociaux, les personnalités de télévision, plutôt que dans les scientifiques et les personnes productrices. Cependant, tous les médias ne véhiculent pas des informations exactes. La désinformation est un phénomène qui prend de plus en plus d'importance dans la société en général et qui affecte aussi l'agro-industrie. Cela a notamment pour conséquence de semer le doute chez les personnes consommatrices à propos de la production de leur nourriture (Hoerbert, 2020).

Cet éloignement global de la population vis-à-vis de l'agriculture et la désinformation qui circule via les différents médias ont pour conséquence de créer chez les personnes consommatrices une image de l'agriculture éloignée de la réalité. Ainsi, il existe un écart de plus en plus grand entre la perception que la population a de la structure et des pratiques agricoles modernes, et la réalité (Wachenheim et Rathge, 2000). Les sociétés ont développé et perpétuent de nombreux stéréotypes autour de l'agriculture et des personnes agricultrices. Une étude menée auprès de collégiennes et

collégiens états-uniens (middle school) scolarisés dans des milieux urbains et ruraux montre que ceux-ci imaginent les personnes agricultrices comme de vieux messieurs, portant des salopettes usées, un brin de paille à la bouche (Smith et al., 2009). Le grand public a rarement conscience des aspects scientifique, marketing, managérial, financier de l'agriculture (Howard, 1999). De l'autre côté de l'océan, un sondage réalisé en 2021 montre que les Français et les Françaises méconnaissent l'existence de bonnes pratiques (par exemple les zones tampons²), la forte occupation du territoire par l'agriculture, les avancées technologiques permettant une agriculture de précision, la contribution de l'agriculture à l'activité économique, le modèle dominant de petites fermes laitières en polyculture élevage, ou encore l'intérêt des robots de traite pour le bien-être animal (BVA, 2021). Finalement, la population pense que l'ensemble du secteur agricole consiste uniquement en la production végétale et animale, négligeant la large palette de métiers que regroupe ce secteur (Howard, 1999). Pour conclure, nous comprenons que l'éloignement de la population par rapport aux activités agricoles constitue un enjeu, car cela entraîne une méconnaissance de ces dernières. Cette méconnaissance contribue au développement de stéréotypes et à une perception inexacte de l'agriculture et des personnes agricultrices.

1.3 PERTINENCE DE LA RECHERCHE

La recherche est pertinente si elle répond aux préoccupations actuelles des praticiens, praticiennes et décideurs sociaux (Fortin et Gagnon, 2022 ; Gauthiers, 1992). Cela correspond à la pertinence sociale, présentée dans une première partie. Puis la deuxième partie est consacrée à la pertinence scientifique de la recherche, soit sa contribution à l'avancement des connaissances (Fortin et Gagnon, 2022).

² Selon l'Office français de la biodiversité (s. d.), le terme zone tampon désigne un espace interstitiel du paysage rural qui remplit une fonction d'interception et d'atténuation des transferts de contaminants d'origine agricole vers les milieux aquatiques.

1.3.1 PERTINENCE SOCIALE ET EFFICACITÉ DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

Le manque de connaissance et la perception erronée de l'agriculture qui en découle ont différentes conséquences. Les citoyennes et les citoyens font des choix peu éclairés au niveau de leur consommation personnelle, mais aussi au niveau politique. Ils votent pour des candidates et des candidats politiques eux-mêmes peu informés sur le secteur agricole, qui sont ensuite responsables de l'élaboration de politiques publiques (Smith et al., 2009). En outre, les lois sont élaborées pour traduire les valeurs et les objectifs des citoyens et des citoyennes (Wachenheim et Rathge, 2000). Dans le message d'introduction du Plan d'agriculture durable 2020-2030, le ministre québécois de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation explique que la mise en place de ce plan doit permettre de répondre aux « préoccupations sociales en matière de pesticides » (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2020). Par conséquent, une perception erronée de l'agriculture au sein de la population entraîne l'élaboration de politiques publiques qui ne sont pas adaptées et dont l'application a des conséquences néfastes pour la filière (Wachenheim et Lesch, 2002 ; Wachenheim et Rathge, 2000). Cela concerne autant la structure de la filière que les pratiques déployées en agriculture (Wachenheim et Rathge, 2000). Les politiques agricoles déterminent aussi la qualité de vie des personnes agricultrices (Howard, 1999). Aux États-Unis, la majorité des décisions qui ont affecté la production sont liées au manque de connaissances de la part des 98 % de la population qui ne vivent pas sur une ferme. Par exemple, la perception des consommateurs et des consommatrices concernant les pratiques en élevage a beaucoup influencé la production agricole ces dernières années. Les méthodes d'élevage utilisées majoritairement, qui permettent une production efficace et des produits alimentaires bon marché, ont fait l'objet de nombreuses controverses (Cummins et al., 2015). Dans un rapport de recherche remis à la MRC de Maria-Chapdelaine (Narac et al., sous presse), on comprend que les agricultrices et les agriculteurs du territoire, ayant conscience de l'importance de l'opinion de la population pour l'avenir de leur filière, se questionnent beaucoup sur celle-ci, et imaginent souvent le pire. Pour certains d'entre eux, cela semble entretenir une sorte de rancœur envers les consommateurs et les consommatrices. Ainsi, il paraît important de connaître les perceptions de la population à l'égard de l'agriculture locale pour mieux l'informer, lui permettre d'effectuer des choix éclairés au quotidien, mais aussi favoriser

l'acceptabilité sociale des projets agricoles. D'ailleurs, la valorisation du rôle social et économique de l'agriculture et de l'agroalimentaire constitue une orientation du plan d'action établi dans le Plan de développement des activités agricoles (PDAA) de la MRC de Maria-Chapdelaine (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020). Finalement, ces efforts pourront contribuer à la mise en place de politiques publiques assurant la pérennité du secteur (Wachenheim et Rathge, 2000). À l'échelle des territoires québécois, la pérennité du secteur agricole passe notamment par une plus grande autonomie alimentaire. Le gouvernement québécois s'est emparé de cet enjeu suite à la pandémie de COVID-19 (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020). Plus récemment, une nouvelle crise, celle des tarifs douaniers imposés par le gouvernement de Donald Trump aux États-Unis, semble éprouver les modèles agricoles québécois et renforcer l'enjeu de la sécurité alimentaire (UPA, 2025).

La perception de l'agriculture par la population a aussi un rôle important pour la relève agricole et l'ensemble des métiers de l'agro-industrie. En effet, comme évoqué précédemment, les jeunes possèdent de nombreux préjugés sur les carrières agricoles. Les étudiantes et les étudiants perçoivent les professions agricoles comme étant sous-payées, peu stables, avec peu de prestige et principalement destinées aux hommes. Ils imaginent du travail pénible, ennuyeux, qui sollicite davantage les muscles que le cerveau. En outre, les jeunes pensent souvent qu'un faible niveau académique suffit pour réussir en agriculture, et que ce métier est destiné aux enfants d'agriculteurs et d'agricultrices. Finalement, les étudiantes et les étudiants n'ont pas conscience de toute la palette de compétences, autres que les techniques de production, qu'il est nécessaire de développer pour devenir agriculteur ou agricultrice. Ils ne connaissent pas l'ensemble des opportunités professionnelles qu'offre la filière agricole (Howard, 1999). Les stéréotypes développés sur le secteur agricole peuvent décourager les étudiants et les étudiantes à s'engager dans un cursus scolaire lié à l'agriculture et à poursuivre une carrière dans ce domaine (Smith et al., 2009). Depuis les années 1990, des études ont permis de montrer que le nombre de personnes diplômées dans le secteur des sciences agricoles et agroalimentaires diminue fortement aux États-Unis. Ainsi, des opportunités professionnelles ne sont pas saisies et de nombreux postes restent vacants. Cela a un impact important sur la filière, par exemple sur la quantité et les aptitudes des agronomes qui seront en

activité dans les prochaines années. Nul doute que cette mauvaise image de l'agriculture a un rôle majeur dans les enjeux de relève agricole et de manque de main-d'œuvre que connaissent beaucoup de territoires ruraux (Howard, 1999). Au Québec, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est particulièrement concernée. Avec sa population décroissante et vieillissante, la MRC de Maria-Chapdelaine illustre parfaitement cet enjeu. Les difficultés liées à l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre pénalisent ses différents secteurs socio-économiques, et notamment le secteur agricole. Différentes initiatives sont déployées à l'échelle de la MRC, à l'image de la stratégie AgriRelève (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020). Ainsi, pour assurer la pérennité du secteur agricole, il semble nécessaire d'agir sur l'attractivité et la relève agricole en fonction des spécificités des territoires. Dans cette optique, la perception que la population possède à l'égard du secteur agricole doit être étudiée à l'échelle territoriale d'intérêt. Cela permettra ensuite la mise en place de stratégies adaptées et efficaces.

1.3.2 PERTINENCE SCIENTIFIQUE

Il existe peu de données scientifiques sur la perception de la population par rapport à l'agriculture. En outre, une majeure partie des travaux publiés sur ce sujet ont pour territoire d'étude une ou plusieurs régions des États-Unis, et datent d'une vingtaine d'années. Au Québec, quelques sondages sont disponibles, mais peu de travaux scientifiques. Ce manque de connaissances caractérise l'échelle provinciale, ainsi que les échelles régionales et locales. Or, dans le contexte actuel d'intérêt pour le développement territorial et d'émergence du concept de SAT, il semble pertinent d'étudier la vision de la population à l'échelle d'une MRC. En effet, les activités agricoles (types de production, pratiques agricoles, nombre d'exploitations, etc.) diffèrent d'un territoire à l'autre, tout comme les réalités socio-économiques vécues par la population (niveau d'éducation, salaire moyen, pourcentage d'emplois liés aux activités agricoles, etc.). Dans cette perspective, la perception de l'agriculture par les habitants et les habitantes de la MRC de Maria-Chapdelaine est tout à fait unique et ne correspond pas exactement à celle de personnes habitant une autre MRC du Québec.

Par la suite, s'intéresser à la perception de la population permet de faire évoluer les politiques publiques agricoles à partir d'une perspective plus sociale. En effet, de manière générale, celles-ci sont élaborées à partir de données technico-économiques. Or, dans le contexte actuel qui impose une transition socio-environnementale, la dimension sociale du développement, notamment agricole, ne doit plus être négligée.

1.4 QUESTIONS DE RECHERCHE, OBJECTIF GÉNÉRAL ET OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Dans le cadre de ce travail de recherche, nous nous posons les questions suivantes ; quel est le degré de proximité de la population avec l'agriculture locale, quel est son niveau de connaissance et quelles sont ses perceptions de ce secteur ? En outre, les régions rurales du Québec s'inscrivent dans des contextes économiques, sociaux, environnementaux bien différents. Le développement est de plus en plus envisagé à l'échelle des territoires, comme en témoigne l'apparition de la notion de système alimentaire territorialisé. Il semble alors pertinent d'inscrire cette question de recherche dans un contexte territorial précis, celui de la MRC de Maria-Chapdelaine, située dans la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean. L'objectif principal du travail réalisé dans le cadre de ce mémoire est donc de mieux comprendre les liens entre les personnes habitant la MRC de Maria-Chapdelaine et l'agriculture locale. Plus spécifiquement, il s'agit de mieux connaître :

- 1) le degré de proximité de la population avec le secteur agricole de la MRC de Maria-Chapdelaine ;
- 2) le niveau de connaissance de la population sur l'agriculture de la MRC de Maria-Chapdelaine ;
- 3) les perceptions de la population à l'égard du métier d'agriculteur ou d'agricultrice et de la filière agricole au sein de la MRC de Maria-Chapdelaine.

Le travail présenté dans ce mémoire vise à satisfaire ces trois points qui constituent les objectifs spécifiques de l'étude.

CHAPITRE 2

PERCEPTIONS DE L'AGRICULTURE ET DU MÉTIER D'AGRICULTEUR OU D'AGRICULTRICE PAR LA POPULATION

Ce chapitre tente de faire l'état des connaissances sur les perceptions de l'agriculture et des personnes agricultrices par la population (Fortin et Gagnon, 2022). Les éléments présentés proviennent de travaux réalisés en France, aux États-Unis et au Canada. Les résultats d'études scientifiques sont mis en perspective avec ceux provenant de sondages. Bien qu'ils apportent un éclairage particulier, ces derniers doivent être considérés avec circonspection, car ils ne résultent pas d'une démarche scientifique. Les différentes publications évoquant la question des perceptions de la population par rapport aux activités agricoles investissent souvent différents thèmes tels que la restructuration des exploitations (des fermes familiales aux fermes industrielles), la contribution de l'agriculture aux économies locales et les enjeux environnementaux (Wachenheim et Rathge, 2000). Ainsi, les parties composant ce chapitre sont articulées selon ces différents thèmes.

La littérature scientifique se met d'accord sur le fait que la distance sociale et physique d'une personne avec l'agriculture a un rôle important sur sa perception de celle-ci (Wachenheim et Rathge, 2000). En effet, cette distance, plus ou moins importante, est à mettre en lien avec le niveau de connaissance. Une étude réalisée sur des étudiantes et des étudiants de l'Illinois en dernière année de secondaire révèle que ceux habitant en zone rurale possèdent plus de connaissances que ceux vivant en zone urbaine. Par exemple, ils sont mieux renseignés sur le type de production qui caractérise leur région (Smith et al., 2009). En outre, l'expérience et les caractéristiques socio-économiques des individus influencent aussi fortement leur perception (Wachenheim et Rathge, 2000).

Ainsi, la plupart des travaux scientifiques ont étudié les perceptions que la population possède de l'agriculture en fonction de variables correspondant à la proximité, à la fois physique et sociale. En ce qui concerne la proximité sociale, les études distinguent les participantes et les participants travaillant sur une ferme, ceux possédant des proches qui travaillent sur une exploitation, ou bien

aucun de ces deux cas. Pour la proximité physique, les études discriminent les participantes et les participants qui vivent en milieu urbain, en milieu rural, et ceux qui vivent sur une ferme. Les résultats de ces études montrent bien que la perception varie selon les différentes modalités de proximité physique et sociale. Nous observons souvent une gradation, les perceptions des personnes vivant sur une ferme et celles des personnes citadines étant les plus éloignées l'une de l'autre, les perceptions des ruraux se trouvant entre les deux (Wachenheim et Rathge, 2000).

Par conséquent, au sein de chaque partie composant ce chapitre, les résultats généraux et ceux intégrant la variable proximité seront présentés. Finalement, la dernière partie de ce chapitre permet d'établir les limites des études existantes (Fortin et Gagnon, 2022).

2.1 PERCEPTIONS GLOBALES DE L'AGRICULTURE

PERCEPTIONS GÉNÉRALES

Grâce aux différents travaux scientifiques, nous observons que, de manière générale, la population envisage l'agriculture de façon positive. En effet, selon une étude menée auprès de personnes vivant dans des États du centre et du nord des États-Unis, la population a une perception positive de l'agriculture (Wachenheim et Rathge, 2000). En outre, une étude menée dans cinq États américains différents (Indiana, Illinois, Michigan, Ohio et Wisconsin) publiée en 2015 révèle que la majorité des personnes participantes pensent que l'agriculture est une activité importante pour leur État. Elles indiquent être plutôt favorables à une augmentation des activités d'élevage dans leur comté (Cummins et al., 2015). De la même manière, une étude menée dans l'État de New York révèle que les étudiants et les étudiantes du secondaire ayant participé à l'enquête reconnaissent l'importance de l'agriculture pour l'économie, pour la société de manière générale et son futur (Smith et al., 2009). Finalement, une étude menée dans trois lycées du Mississippi a permis de montrer que le corps professoral et le corps étudiant possèdent une vision positive de l'agro-industrie et pensent que la population devrait l'apprécier davantage (Howard, 1999).

En outre, la réalisation de sondages nous apprend que la population française et québécoise a confiance dans la qualité des productions agricoles respectivement nationales et provinciales (Ipsos, 2022 ; SOM, 2011). Le sondage réalisé auprès des Québécoises et des Québécois révèle que ceux-ci ont d'ailleurs davantage confiance dans les aliments produits au niveau de la province plutôt que dans les aliments importés (SOM, 2011).

PERCEPTIONS SELON LA PROXIMITÉ PHYSIQUE ET SOCIALE DE LA POPULATION

Nous observons que les personnes ayant une proximité physique ou sociale avec l'agriculture ont une vision davantage positive de la filière agricole. En effet, une étude réalisée auprès d'étudiantes et d'étudiants américains montre que ceux vivant sur des fermes (proximité physique) ont une vision plus positive de l'agriculture, car selon eux, l'agriculture est lucrative, la plupart des fermes sont des fermes familiales et les personnes agricultrices ne correspondent pas aux stéréotypes qu'on leur prête (Smith et al., 2009). Une autre étude réalisée dans des lycées du Mississippi aux États-Unis révèle que les personnes étudiantes et enseignantes qui ont réalisé des travaux dans le domaine de l'agriculture, ou qui ont des proches liés à cette industrie présentent un intérêt plus marqué pour l'industrie (Howard, 1999). Une étude réalisée au Missouri permet de mettre en évidence une légère corrélation positive entre le niveau de connaissance des personnes étudiantes et une vision positive de l'agriculture (Smith et al., 2009). Finalement, il paraît important de rappeler que les discours critiques sur l'agriculture ne sont pas tous issus d'un manque de connaissance. Les contestations à l'égard du modèle agricole productiviste sont appuyées par une partie des acteurs territoriaux, dont des personnes agricultrices, et par une littérature académique abondante. Il est important de garder cet élément à l'esprit lors de la lecture de ce chapitre.

2.2 PERCEPTIONS DU MÉTIER D'AGRICULTEUR OU D'AGRICULTRICE

Nous avons fait le choix de distinguer les perceptions du métier d'agriculteur ou d'agricultrice par rapport aux perceptions de la filière agricole. En effet, les perceptions diffèrent selon ces deux catégories.

PERCEPTIONS GÉNÉRALES

Tout d'abord, le métier d'agriculteur ou d'agricultrice semble être un métier peu attirant pour la population. Selon une étude réalisée auprès de 606 habitants et habitantes des différentes MRC de la région administrative Chaudière-Appalaches, les deux tiers des personnes interrogées pensent que les personnes agricultrices travaillent fort (Impact Recherche, 2006). Une étude menée auprès d'étudiantes et d'étudiants du secondaire dans l'État de New York révèle que ceux-ci pensent que le métier d'agriculteur est difficile et qu'il est peu rémunéré (Smith et al., 2009). Une autre étude publiée en 1991 montre que les personnes participantes perçoivent le métier d'agriculteur ou d'agricultrice comme étant un métier ennuyeux, laborieux, et mobilisant davantage les muscles que le cerveau (Howard, 1999). Ainsi, un diplôme du secondaire serait suffisant pour travailler dans l'agriculture et un diplôme collégial superflu (Smith et al., 2009). Cette vision archaïque des personnes agricultrices nous rappelle les stéréotypes présentés précédemment. Mais celle-ci a évolué ces dernières années. En 2006, la majorité des habitants et des habitantes de la Chaudière-Appalaches considèrent les agricultrices et les agriculteurs comme des gens d'affaires et des gestionnaires (Impact Recherche, 2006). De plus en plus, les personnes agricultrices sont perçues comme des professionnelles qui savent entreprendre et qui mettent en place des modes de production responsables (BVA, 2021). Malgré cela, les Françaises et les Français continuent de penser que le métier d'agriculteur ou d'agricultrice est difficile et peu recommandable (Ipsos, 2022 ; Ipsos, 2018). En effet, ils ont conscience des difficultés du métier concernant l'importante charge de travail et le contexte économique actuel défavorable. Les personnes agricultrices sont des personnes courageuses et peu de Français et Françaises s'estiment capables d'exercer ce métier. Ainsi, seul un Français sur quatre encouragerait ses enfants à exercer le métier (Ipsos, 2024).

Si le métier est peu recommandable, la population apprécie tout de même la figure de l'agriculteur ou de l'agricultrice. L'enquête réalisée auprès des personnes habitant la Chaudière-Appalaches révèle que près d'un quart des participants considèrent les agriculteurs et les agricultrices comme des personnes généreuses (Impact Recherche, 2006). Dans un sondage mené en 2022 auprès des Françaises et des Français, 90 % des répondants ont une bonne opinion du

métier, tandis que seulement 60 % des agriculteurs et des agricultrices pensent que c'est le cas (Ipsos, 2022). En 2024, les consommatrices et les consommateurs français expriment de nouveau leur attachement à la profession et dépeignent une image très positive de celle-ci. Ils reconnaissent le caractère indispensable du métier d'agriculteur ou d'agricultrice (Ipsos, 2024). Plus précisément, la majorité des Français et des Françaises soulignent le rôle essentiel que les personnes agricultrices ont occupé lors de la pandémie (BVA, 2021). Une majorité de personnes habitant la Chaudière-Appalaches sont d'ailleurs ouvertes à l'arrivée de personnes immigrantes pour encourager le développement des secteurs agricole et agroalimentaire (Impact Recherche, 2006). Pour résumer, nous observons que la population est partagée entre la conscience des difficultés qui caractérisent le métier, et l'attachement qu'elle éprouve pour celui-ci (Ipsos, 2022). Finalement, ajoutons que bien que les Françaises et les Français se disent solidaires des personnes agricultrices dans un contexte d'inflation et de baisse du pouvoir d'achat, ils sont peu à se dire prêts à payer leur alimentation plus cher. Ils se tourneraient de moins en moins vers les aliments produits localement ou durablement (Ipsos, 2024).

PERCEPTIONS SELON LA PROXIMITÉ PHYSIQUE ET SOCIALE DE LA POPULATION

Observons maintenant l'influence de la proximité sur les perceptions du métier d'agriculteur ou d'agricultrice. Tout d'abord, selon un sondage réalisé auprès des Français et des Françaises, la population estimant avoir un bon niveau de connaissance sur le métier possède une vision plus positive du métier par rapport au reste de la population (BVA, 2021). De la même manière, une étude réalisée auprès du corps étudiant et professoral d'un lycée du Mississippi montre que les étudiants et les étudiantes ayant des proches qui ont travaillé en lien avec l'agro-industrie ont une perception plus favorable des professionnels de cette industrie (Howard, 1999). Par la suite, selon une étude réalisée par Knapp et Griffieon (1999), la population qui ne travaille pas dans le secteur agricole considère que l'aspect le moins attirant du métier correspond aux risques liés à l'utilisation de produits chimiques. Tandis que les personnes agricultrices considèrent que l'aspect le plus difficile de leur métier correspond aux risques liés à l'ensemble des facteurs sur lesquels elles n'ont pas de contrôle (la météo, les politiques publiques, les prix, etc.) (Wachenheim et Rathge, 2000). Dans la région

Chaudière-Appalaches, les personnes déjà sensibles à l'agriculture, car elles vivent à proximité de fermes, ont des proches qui travaillent dans le domaine, ou consomment des produits régionaux, ont une meilleure image des personnes agricultrices et de leur métier (Impact Recherche, 2006). Finalement, au niveau social, une étude menée par Lohr (1996) a révélé que les personnes participantes qui ont eu plusieurs contacts avec des propriétaires d'exploitations perçoivent davantage l'implication positive des agriculteurs et des agricultrices dans la communauté.

2.3 PERCEPTIONS DE L'IMPACT DE L'AGRICULTURE SUR L'ÉCONOMIE

PERCEPTIONS GÉNÉRALES

La population reconnaît largement l'importance de la filière agricole pour l'économie du territoire. Par exemple, dans une étude menée auprès de personnes vivant dans des États du centre et du nord des États-Unis, nous observons que la population perçoit de façon positive l'impact de l'agriculture sur leur économie locale. Les trois quarts des personnes répondantes considèrent qu'une diminution du nombre de producteurs et de productrices dans la région aurait un impact néfaste sur l'économie locale (Wachenheim et Rathge, 2000). De la même manière au Québec, un sondage réalisé en 2017 révèle qu'environ trois quarts des personnes participantes à celui-ci pensent que le secteur agricole contribue favorablement à la création d'emplois et à l'économie de la province (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2017).

PERCEPTIONS SELON LA PROXIMITÉ PHYSIQUE ET SOCIALE DE LA POPULATION

Si la population perçoit l'impact de l'agriculture sur l'économie de façon positive, cette vision est d'autant plus positive que la population est proche des activités de production. En effet, dans l'étude menée par Wechenheim et Lesch (2002), il a été observé que l'ensemble des résidentes et des résidents interrogés considèrent que l'agriculture joue un rôle important pour l'économie locale, mais les personnes proches, à la fois physiquement et socialement, des lieux de production accordent encore plus d'importance à ce rôle. Selon l'étude réalisée par Wechenheim et Rathge, les

personnes vivant sur des fermes pensent, davantage que les ruraux qui ne vivent pas sur des exploitations, que les personnes agricultrices réalisent des achats de façon locale et qu'une diminution du nombre d'exploitants aurait un impact négatif fort sur l'économie locale (Wachenheim et Rathge, 2000).

2.4 PERCEPTIONS DE L'IMPACT DE L'AGRICULTURE SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

PERCEPTIONS SELON LA PROXIMITÉ PHYSIQUE ET SOCIALE DE LA POPULATION

L'étude réalisée auprès des habitants et des habitantes de la Chaudière-Appalaches en 2006 révèle que les personnes les plus nombreuses à penser que l'agriculture contribue au développement social des localités sont les personnes qui travaillent, ou dont l'entourage travaille, dans le domaine, les personnes qui ont visité une ferme, qui consomment des produits régionaux, ou encore qui ont complété des études collégiales (Impact Recherche, 2006). La même enquête indique que les personnes travaillant dans le domaine agricole perçoivent davantage l'impact de l'agriculture sur le maintien des services dans certaines localités (Impact Recherche, 2006).

2.5 PERCEPTIONS DE L'IMPACT DE L'AGRICULTURE SUR L'ENVIRONNEMENT

PERCEPTIONS GÉNÉRALES

Dans cette section nous observons que la population, et notamment les jeunes, attribue de plus en plus un rôle environnemental à l'agriculture. Chez les Québécoises et les Québécois par exemple, un des enjeux qui préoccupent le plus est l'impact de l'utilisation des pesticides sur l'environnement et la santé humaine (risque de présence de résidus d'antibiotiques et de pesticides dans les aliments) (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2017 ; SOM, 2011 ; Impact Recherche, 2006). Ils s'inquiètent également de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) ou d'huile de palme dans la production de l'alimentation des vaches laitières (gouvernement du Québec, 2023 ; Gobeil, 2021). De la même manière, les Français et les Françaises

se soucient des impacts que certains modes de production peuvent avoir, par exemple, sur la protection de la biodiversité (BVA, 2021). En outre, si la population a le sentiment que la culture végétale est menée selon des pratiques de plus en plus respectueuses de l'environnement, elle exprime toujours beaucoup d'inquiétudes par rapport à la production animale, ce qui peut avoir d'importantes conséquences pour les éleveurs et les éleveuses (BVA, 2021). Ainsi, différentes études ont révélé que les personnes vivant près de fermes porcines expriment leur peur d'une diminution de leur qualité de vie. Elles craignent les émanations olfactives, la contamination de l'eau, ce qui pourrait affecter leur santé sur le long terme, et réduire la valeur de leur propriété. Cette peur se traduit par le refus de l'implantation de nouveaux projets agricoles près des lieux de résidence. En réalité, il y aurait peu d'études scientifiques justifiant de telles peurs. Ces peurs seraient développées par les résidents et les résidentes des zones rurales qui n'ont pas de lien avec l'activité agricole et possèdent peu de connaissances. Bien qu'elles ne soient pas fondées scientifiquement, ces perceptions ont un réel impact, entraînant une diminution de la valeur des propriétés localisées à proximité d'élevages de porcs (Wachenheim et Rathge, 2000). Finalement, relativisons en mentionnant une étude américaine publiée en 2000, qui indique que la majorité de la population considère que les nuisances sonores, visuelles et autres enjeux environnementaux associés à l'agriculture sont négligeables autour de leur lieu de résidence (Wachenheim et Rathge, 2000).

Au Québec, plusieurs filières agricoles ressentent les inquiétudes des personnes consommatrices et adaptent leurs pratiques en fonction. Pour les filières animales (lait de vache, viande de bœuf, viande de porc), des produits biologiques sans antibiotique, ou avec une alimentation sans OGM sont proposés (gouvernement du Québec, 2023). Le président de la Fédération des producteurs de lait du Québec, Monsieur Daniel Gobeil, a également demandé aux éleveurs et aux éleveuses de ne plus utiliser de produits contenant des dérivés d'huile de palme pour l'alimentation de leurs vaches (Gobeil, 2021). Des appellations sont développées pour garantir la provenance et les méthodes de production. Pour la filière bovine, il existe désormais les appellations Bœuf Québec, Bœuf durable (certification *Verified Beef Production Plus*), bœuf nourri à l'herbe, etc.

En outre, la demande auprès des maraîchers et des maraîchères biologiques a augmenté ces dernières années (entre 10 et 15 % par année) (gouvernement du Québec, 2023).

Cependant, plusieurs sondages montrent des résultats contradictoires quant à la reconnaissance des efforts réalisés par la filière agricole en faveur de l'environnement et de la santé humaine (Ipsos, 2022 ; SOM, 2011). Une enquête réalisée auprès de 600 habitants et habitantes des différentes MRC de la région administrative Chaudière-Appalaches montre qu'une légère majorité de personnes considèrent que les pratiques se sont améliorées concernant la protection de l'eau et de l'air (Impact Recherche, 2006). De manière générale, la population demeure inquiète par rapport à cet enjeu et estime que des évolutions sont encore nécessaires (Ipsos, 2018 ; SOM, 2011). Elle souhaite que les pratiques agricoles durables soient davantage encouragées (Segma Recherche, 2024).

PERCEPTIONS SELON LA PROXIMITÉ PHYSIQUE ET SOCIALE DE LA POPULATION

Nous constatons que la proximité de la population avec les activités de production joue un rôle dans la considération des impacts environnementaux de la filière. Ainsi, une étude publiée en 2000 révèle que les agriculteurs et les agricultrices sont moins susceptibles de considérer les enjeux environnementaux associés aux activités agricoles comme des problèmes majeurs par rapport aux personnes consommatrices. Par exemple, une grande majorité des producteurs, des productrices et de la population considèrent que la pollution de l'eau par les produits chimiques est problématique, mais la population considère davantage qu'il s'agit d'un problème majeur. Puis, selon une étude réalisée par Knapp et Griffieon (1999), les personnes habitant en ville se préoccupent davantage de l'érosion des sols et de la qualité de l'eau. Finalement, l'étude réalisée par Wechenheim et Rathge révèle que les personnes recevant un salaire en lien avec l'activité d'élevage sont moins susceptibles de penser que cette activité entraîne des enjeux environnementaux, ou que davantage de législation est nécessaire. De manière générale, les personnes qui vivent sur une ferme associent moins l'agriculture à des enjeux environnementaux, par rapport aux personnes citadines par exemple, et considèrent que les lois environnementales sont trop strictes (Wachenheim et Rathge, 2000).

2.6 PERCEPTIONS DE L'IMPACT DE L'AGRICULTURE SUR LE BIEN-ÊTRE ANIMAL

PERCEPTIONS GÉNÉRALES

En plus de l'environnement, une sensibilité relativement récente des personnes consommatrices porte sur le bien-être animal. Une grande majorité des Québécois et des Québécoises juge important l'amélioration du bien-être animal (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2017 ; SOM, 2011). Cela se traduit directement dans les filières animales. Ainsi, les personnes productrices de veaux lourds du Québec respectent les normes les plus exigeantes d'Amérique du Nord en termes de bien-être animal. Au Canada, d'ici 2036, les poules produisant des œufs de consommation seront relogées dans des cages plus grandes ou dans des espaces leur permettant de se déplacer en liberté. Les porcs doivent également voir leurs conditions d'élevage s'améliorer d'ici 2029 (gouvernement du Québec, 2023). De l'autre côté de l'Atlantique, la population française considère que l'agriculture devrait faire davantage d'efforts pour augmenter le bien-être animal (Ipsos, 2018). Une étude menée dans cinq États américains différents (Indiana, Illinois, Michigan, Ohio et Wisconsin) publiée en 2015 révèle que les personnes participantes se préoccupent des pratiques d'élevage et notamment des conditions de vie des porcs. En outre, parmi l'ensemble des acteurs et des actrices de la chaîne alimentaire, la population pense que ce sont les éleveurs qui ont le plus de pouvoir pour faire évoluer les pratiques d'élevage et assurer aux animaux de meilleures conditions de vie (Cummins et al., 2015). Finalement, à mi-chemin entre bien-être animal et santé humaine, deux enquêtes, réalisées à presque 10 ans d'intervalle, révèlent que les Québécoises et les Québécois sont préoccupés par l'utilisation d'hormones de croissance et d'antibiotiques chez les animaux d'élevage (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2017 ; Impact Recherche, 2006).

2.7 PERCEPTIONS DES NUISANCES LIÉES À L'AGRICULTURE

PERCEPTIONS GÉNÉRALES

Dans la région de la Chaudière-Appalaches, les habitants et les habitantes considèrent que l'émanation de mauvaises odeurs constitue le premier inconvénient lié à la cohabitation avec les activités agricoles. Très loin derrière, nous retrouvons la pollution de l'air et de l'eau, la contamination des terrains, le bruit, ou encore le dérangement causé par les machines agricoles (Impact Recherche, 2006).

PERCEPTIONS SELON LA PROXIMITÉ PHYSIQUE ET SOCIALE DE LA POPULATION

Intéressons-nous maintenant à la perception des nuisances liées aux activités agricoles en fonction du degré de proximité. Une étude menée par Lohr (1996) montre que la durée de résidence, la dépendance économique à la production agricole, la quantité de contacts avec des propriétaires agricoles et le nombre d'élevages bovins situés à proximité sont corrélés négativement avec les désagréments exprimés en lien avec l'activité agricole. Ce résultat est également présenté par d'autres études. La perception (positive ou négative) des odeurs dégagées par l'activité agricole dépend fortement des émotions et souvenirs des personnes participantes. Par exemple, les participants et les participantes qui ont eu plusieurs contacts avec des propriétaires d'exploitations dans leur vie sont moins irrités par les odeurs dégagées par l'activité agricole. Il a été montré que les personnes vivant en zone périurbaine ou dans une petite ville ont une perception plus négative de ces odeurs. De manière générale, les résidentes et les résidents qui sont récemment installés en zone rurale ont souvent une vision de l'agriculture qui ne correspond pas à la réalité, ce qui les amène à considérer les odeurs émises comme une nuisance importante. Dans la région de la Chaudière-Appalaches, au Québec, les personnes qui sont les plus nombreuses à penser que les activités agricoles génèrent des inconvénients (majoritairement des mauvaises odeurs) sont les personnes qui ne travaillent pas ou qui n'ont pas de proches travaillant dans ce secteur, les personnes de moins de 55 ans, celles dont le ménage est composé d'enfants et enfin celles qui ne consomment pas de produits régionaux. En outre, les personnes scolarisées, notamment au niveau collégial et

universitaire, voient davantage des avantages liés aux pratiques agricoles (Impact Recherche, 2006). Finalement, selon une étude réalisée par Knapp et Griffieon (1999), les personnes n'habitant pas sur une ferme considèrent que les producteurs et les productrices n'ont pas toujours conscience que leurs pratiques ont un impact sur la qualité de vie des résidents des zones périurbaines (Wachenheim et Rathge, 2000).

2.8 PERCEPTIONS DE LA RESTRUCTURATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

PERCEPTIONS GÉNÉRALES

De manière générale, la population s'inquiète à propos de l'industrialisation de l'agriculture et de la diminution des fermes familiales. Selon l'étude de Wachenheim et Rathge (2000), elle possède une opinion très négative de l'effet de l'industrialisation des fermes sur l'environnement, la société, les économies locales, etc. Une autre étude réalisée par Wachenheim et Lesch auprès de personnes habitant dans l'Illinois a également permis de montrer que celles-ci ont une vision négative des motivations et de l'impact sur la société des exploitations industrielles par rapport aux fermes familiales (Wachenheim et Rathge, 2000). Les personnes participant à l'étude pensent que les fermes familiales ont de meilleurs standards environnementaux (protection de la qualité de l'eau et de l'air), respectent davantage le bien-être animal et sont plus préoccupées par l'autonomie alimentaire, comparativement aux fermes industrielles (Wachenheim et Lesch, 2002 ; Wachenheim et Rathge, 2000). Cependant, l'impact de la structure d'une ferme (familiale ou industrielle) sur l'environnement est discuté dans la littérature scientifique. Par exemple, des auteurs affirment que l'utilisation de technologies de pointe dans les fermes industrielles permet de réaliser une agriculture de précision et de limiter fortement l'impact environnemental. En outre, selon les participants et les participantes, les fermes familiales sont davantage attachées à des valeurs traditionnelles, à leur indépendance, et moins motivées par le gain financier. La main-d'œuvre sur les fermes familiales est perçue comme étant plus travailleuse, et celle sur les fermes industrielles, plus éduquée. Les répondants et les répondantes ont l'impression que les fermes familiales sont plus nombreuses dans leur environnement et participent davantage à l'économie locale. En réalité, cette dernière affirmation est

discutée dans les travaux scientifiques, et paraît moins évidente que ce qu'affirment les personnes répondantes (Wachenheim et Rathge, 2000).

PERCEPTIONS SELON LA PROXIMITÉ PHYSIQUE ET SOCIALE DE LA POPULATION

En ce qui concerne la perception de l'évolution de la structure des fermes en fonction de la proximité avec les activités agricoles, les résultats des différentes études publiées sont mitigés. Une étude publiée en 2000 révèle que les personnes consommatrices interrogées perçoivent une plus grande différence de mentalités et de pratiques agricoles entre les petites fermes familiales et les grosses fermes industrielles, comparativement aux agriculteurs. Cependant, dans une autre étude réalisée par Wachenheim et Rathge (2000), les personnes vivant sur des fermes seraient davantage inquiétées par la consolidation des fermes, et notamment par les impacts socio-économiques d'une telle restructuration.

2.9 PERCEPTIONS DE L'AVENIR DES ACTIVITÉS AGRICOLES ET DU TERRITOIRE AGRICOLE

PERCEPTIONS GÉNÉRALES

Plus récemment, un sondage réalisé auprès de plus de 1 000 Québécois et Québécoises révèle une perception majoritairement pessimiste de l'avenir de la protection et de la mise en valeur du territoire et des activités agricoles. Les personnes participant au sondage sont préoccupées par l'enjeu de l'accès aux terres et estiment qu'il est important d'éviter l'abandon des activités agricoles et les usages non agricoles des terres. Finalement, les personnes questionnées pensent qu'il est important d'encourager le démarrage d'entreprises et l'achat local pour répondre à ces enjeux (Segma Recherche, 2024).

2.10 LIMITES DES ÉTUDES

Les informations disponibles sur les perceptions que la société possède à l'égard de l'agriculture sont relativement limitées et principalement portées sur les États-Unis (Wachenheim et Lesch, 2002). Or, ces résultats sont intimement liés au territoire et donc ils ne sont pas généralisables. Dans la présentation des principales données qui existent sur la question, nous observons que les résultats présentés ne vont pas tous dans le même sens en fonction des études (Wachenheim et Rathge, 2000). Nous constatons aussi que les articles scientifiques sont relativement anciens, datant du début des années 2000, voire des années 1990. Or, l'agriculture a beaucoup évolué ces 20 dernières années, tout comme les mœurs de la population. Nous observons une diversification des modèles et une reconnaissance des différentes fonctions de l'agriculture, comme cela a été évoqué plus tôt dans le développement. Il existe des données plus récentes qui proviennent de sondages, mais ceux-ci livrent une analyse moins fine et sont réalisés sur d'immenses territoires tels que la France ou le Québec. En outre, les sondages n'émanent pas d'un processus de recherche scientifique et sont plus souvent réalisés dans des périodes et contextes sociopolitiques marqués par l'actualité du sujet du sondage au moment où il est réalisé, ce qui crée un biais. Ainsi, dans un contexte de développement des SAT, il serait intéressant de produire une information moins générale et plus localisée, une information qui tienne compte des spécificités des territoires locaux. L'échelle territoriale de la MRC semble idéale.

CHAPITRE 3 CADRE THÉORIQUE

Le chapitre 3 présente le cadre de référence, un élément indispensable pour les différentes étapes de la recherche :

La conceptualisation est plus qu'une simple définition ou convention terminologique. Elle constitue une construction abstraite qui vise à rendre compte du réel. À cet effet, elle ne retient pas tous les aspects de la réalité concernée, mais seulement ce qui en exprime l'essentiel du point de vue du chercheur. (Campenhoudt et al., 2017, p.165)

Deux concepts ont été sélectionnés pour favoriser l'atteinte des objectifs spécifiques présentés précédemment. Tout d'abord, la recherche aborde les liens de la population avec la filière agricole locale sur un territoire québécois unique, celui de la MRC de Maria-Chapdelaine. Le concept de système alimentaire territorialisé est alors mobilisé. Ensuite, le choix a été fait d'envisager l'agriculture selon la théorie de la multifonctionnalité de l'agriculture (MFA). Cette théorie offre une vision élargie de l'agriculture, en considérant ses nombreuses externalités. Cela constitue autant d'occasions d'interactions avec la population locale et permet de mobiliser des vécus plus nombreux et plus riches chez les individus. En outre, la MFA offre une vision très territorialisée de l'agriculture, car elle soutient que ces externalités s'expriment selon les spécificités (sociales, politiques, etc.) du territoire.

3.1 SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIALISÉS

Tout d'abord, rappelons que la notion de système alimentaire tente de saisir la façon dont les populations s'organisent pour produire et consommer la nourriture (Touzard et Fournier, 2014). Les systèmes alimentaires comprennent les personnes, les activités et les institutions qui participent à atteindre ces objectifs. L'ensemble du cycle de vie des aliments est considéré : la production, la transformation, la distribution, la vente, la consommation et enfin la gestion des déchets (Centre de collaboration nationale des déterminants de la santé, 2024). Les systèmes alimentaires présentent une grande diversité, selon l'échelle considérée, mais aussi selon les modèles de production et d'échange alimentaires qui les structurent (Touzard et Fournier, 2014).

Au Québec, la reconnaissance de la spécificité et de l'unicité de chaque territoire rural n'est pas acquise. Depuis les années 1950, de la Commission Héon, jusqu'à l'adoption de la LPTA, les lois sont élaborées et appliquées de manière similaire dans l'ensemble des régions du Québec. Les spécificités des différentes localités ne sont pas reconnues. L'ensemble des territoires ruraux québécois sont considérés comme des zones de production agricole et de fibre, omettant toutes les autres activités (ou fonctions). La raison initialement évoquée pour justifier cette homogénéité était la volonté de rendre l'agriculture de l'ensemble de la province plus compétitive pour mieux nourrir la population. Cependant, plusieurs autorités nationales et internationales prônent des mesures adaptées aux réalités des différentes régions québécoises (Francoeur et Abergel, 2020). Récemment, dans le cadre de la Consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles organisée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) de 2023 à 2024, plusieurs organisations ont invité la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ) à mieux considérer les particularités régionales dans ses décisions (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2024a). C'est dans ce contexte que depuis quelques années, la notion de système alimentaire territorialisé se développe au Québec.

Le concept de système alimentaire territorialisé a été développé en partant du constat que les systèmes alimentaires globalisés tels qu'on les connaît ne sont pas efficaces. Dans certaines parties du monde, ils entraînent un gaspillage alimentaire, et dans d'autres, la population est sous-alimentée (Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires Université Laval, 2015). Ces systèmes favorisent les relations avec les acteurs mondiaux (intrants, transformation, commerces), plutôt qu'avec les acteurs et les actrices du territoire où la production est réalisée (Muchnik et al., 2007). Au contraire, les SAT visent à maximiser la sécurité alimentaire sur un territoire donné, en s'appuyant sur les spécificités des territoires, tant culturelles que biologiques, et en optimisant ses ressources. En effet, les ressources sont mutualisées et gérées selon des critères de développement durable. Il s'agit de mettre fin à la vision en silo, selon les différents secteurs d'activités, pour permettre une approche plus globale et plus efficace de l'alimentation (Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires Université Laval, 2015). Ainsi, les SAT correspondent à

« l'ensemble de filières agroalimentaires répondant aux critères du développement durable, localisées dans un espace géographique de dimension régionale et coordonnées par une gouvernance territoriale » (Rastoin, 2015, p. 67).

Plus concrètement, les SAT s'appuient sur trois principes. Le premier est la réorganisation des circuits de distribution qui doivent être raccourcis pour permettre une diminution du transport, une garantie de fraîcheur et davantage de contacts entre les personnes consommatrices et les personnes productrices (favoriser les circuits courts). Un deuxième principe est la valorisation des produits locaux permise par une meilleure traçabilité et une meilleure identification. Cela permet aux consommatrices et aux consommateurs d'être assurés de la qualité des produits et aux personnes productrices d'augmenter la valeur ajoutée de ces produits. Au sein des SAT, l'innovation est primordiale pour repenser les systèmes de production et de distribution à une échelle locale. Le troisième et dernier principe correspond à l'ancrage de ces mesures dans un territoire limité dont la taille peut varier (échelle locale, supralocale ou régionale) (Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires Université Laval, 2015). Dans le cadre de cette recherche, c'est l'échelle supralocale qui est envisagée, car le territoire étudié correspond à une MRC, la MRC de Maria-Chapdelaine. Cette échelle est intéressante, car elle permet la proximité avec les citoyens et les citoyennes, et la mise en place d'outils de planification tels que les Plans de développement de la zone agricole (PDZA) et Plan de développement des activités agricoles (PDAA) (ce qui correspond au cas de la MRC de Maria-Chapdelaine). Ces outils, réalisés en concertation avec les acteurs et les actrices du milieu, permettent de fournir un portrait précis du territoire de la MRC et de ses activités agricoles, et de proposer des pistes de développement de ces activités (gouvernement du Québec, 2025). Finalement, les SAT doivent permettre à la population locale de se reconnecter avec son identité, mais aussi de faire reconnaître cette identité régionale à une échelle internationale. Il ne s'agit pas de se couper totalement du reste du monde (Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires Université Laval, 2015).

3.2 MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE

Il a été décidé d'étudier les perceptions de l'agriculture au travers de la multifonctionnalité de l'agriculture (MFA). La MFA réfère aux différentes fonctions que l'agriculture est censée remplir dans notre société (FAO, 2007). La fonction première de l'agriculture est la production d'aliments et de fibres. En remplissant cette fonction première, l'agriculture modifie son environnement. Lorsqu'une personne agricultrice élève un troupeau ou cultive un champ, elle a également un impact sur les paysages, la qualité agronomique des sols, le maintien et la transmission de savoir-faire traditionnels, d'un patrimoine bâti, ou encore l'occupation du territoire. Sans le travail de l'agriculteur et de l'agricultrice, nous ne pourrions observer ces effets dérivés qui bénéficient à de nombreuses personnes (Handfield, 2010). Au Québec, les fonctions les plus évidentes de l'agriculture sont la production d'aliments pour la population, la création de richesse en tant qu'activité économique et l'occupation dynamique du territoire (Francoeur, 2018).

3.2.1 ÉMERGENCE DE LA MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE

La MFA est aussi ancienne que l'agriculture, car c'est une caractéristique intrinsèque de celle-ci (Handfield, 2010 ; Mundler, 2002). Les premiers textes faisant référence aux multiples apports de l'agriculture pour les sociétés humaines datent de la Renaissance. Cependant, la multifonctionnalité de l'agriculture, telle que comprise aujourd'hui, est un concept bien documenté depuis les années 1980 (Mundler, 2010). Paradoxalement, elle est révélée par sa négation avec l'essor du modèle agroproductiviste (Handfield, 2010). Avant cela, l'agriculture traditionnelle est principalement basée sur le modèle polyculture-élevage et remplit plusieurs fonctions, tant sur plan social (alimentation de la famille de l'exploitant agricole), économique (vente des surplus de production) que sur le plan écologique (utilisation diversifiée, extensive des sols). Lors de l'essor du modèle agroproductiviste, l'intérêt est porté vers la fonction économique de l'agriculture, plus précisément vers la réalisation de profits grâce à la vente de la production d'aliments et de fibre. Dans cette course à la production rentable, les fonctions sociale et environnementale, n'étant pas rémunérées par le marché, deviennent des freins. Elles sont donc fortement réduites (Handfield, 2010). Ensuite, les attentes

sociétales par rapport à l'agriculture évoluent (Mundler, 2002). En effet, à la fin des années 1990, une demande sociale émerge vis-à-vis des fonctions autres que la seule production. L'agriculture doit de nouveau être liée au développement des territoires ruraux dans lesquels elle s'inscrit. L'intérêt des personnes consommatrices se porte par exemple vers la qualité, les notions de terroir, la sécurité sanitaire, le respect de l'environnement (Parent, 2001). La multifonctionnalité de l'agriculture doit alors permettre de satisfaire ces nouvelles attentes sociales (Francoeur et Abergel, 2020 ; Francoeur, 2018). La théorie qui en découle devient alors un sujet d'intérêt pour la communauté scientifique. La MFA apparaît dans les politiques agricoles, au niveau national et international (Aumand et al., 2004). Finalement, la réflexion menée sur la multifonctionnalité de l'agriculture depuis les années 1990 est très liée à la volonté de développer une agriculture durable (OCDE, 2001). Ainsi, la multifonctionnalité est souvent pensée selon les trois dimensions classiquement admises du développement durable : la dimension environnementale, sociale et économique (Handfield, 2010 ; Mundler, 2002).

3.2.2 DIFFÉRENTES APPROCHES DE LA MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE

Il existe différents termes pour évoquer la MFA. Les auteurs et les autrices parlent de rôles indirects, de contributions, de fonctions ou encore d'aspects non commerciaux de l'agriculture. Ces expressions sont proches, mais elles ne sont pas synonymes et traduisent des visions bien distinctes de la MFA (FAO, 2007). Handfield (2010) rappelle d'ailleurs que les distinctions effectuées pour discriminer les fonctions de l'agriculture sont subjectives et qu'elles relèvent d'une certaine construction sociale. Les conceptions de la multifonctionnalité varient entre les pays et au sein d'un même pays. Elles varient aussi au sein de la communauté scientifique (Aumand et al., 2004). En effet, la MFA est étudiée autant par les sciences humaines et sociales, que par les sciences naturelles (Narac et al., sous presse). Les perspectives les plus pertinentes par rapport à la recherche effectuée sont présentées ci-dessous.

Tout d'abord, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2001), distingue deux façons d'envisager la MFA. La première approche est dite positive.

L'agriculture est alors envisagée comme une activité économique, et la multifonctionnalité comme une caractéristique de ce processus. On opère ici une distinction entre des fonctions marchandes et des fonctions non marchandes. La multifonctionnalité de l'agriculture tient à l'existence de ces fonctions non marchandes. Elles correspondent à des biens d'intérêt public ou des externalités. Ceux-ci sont produits volontairement ou non, et peuvent être positifs (entretien du paysage) ou négatifs (pollution des cours d'eau par les produits phytosanitaires) (Mundler et Ruiz, 2015 ; OCDE, 2001). Même s'ils sont positifs, les marchés économiques de ces biens n'existent pas ou fonctionnent mal, c'est pourquoi ils ne sont pas commercialisés (OCDE, 2001). Il n'y a pas d'argent échangé entre producteur ou productrice agricole et bénéficiaire (ou victime) (Mundler et Ruiz, 2015). Il s'agit d'une approche sectorielle qui se base sur un raisonnement économique (Mundler, 2002). Dans le contexte de l'approche normative, la multifonctionnalité n'est pas spécifique à l'agriculture, elle caractérise de nombreuses activités économiques (OCDE, 2001). Finalement, encourager la multifonctionnalité correspond à renforcer ces fonctions non marchandes (Mundler, 2002). La seconde approche est dite normative. Ici, la multifonctionnalité correspond aux fonctions que la société assigne à l'agriculture. La multifonctionnalité n'est plus une caractéristique du processus, elle est une fin en soi et revêt une valeur (Mundler, 2002 ; OCDE, 2001). Selon cette approche, la multifonctionnalité de l'agriculture peut être encouragée par les pouvoirs publics en constituant un objectif d'action. Par exemple, certains pays (notamment les pays en voie de développement), associent l'agriculture à des objectifs de stabilité ou d'équité (OCDE, 2001). Finalement, dans son rapport datant de 2001, l'OCDE choisit de retenir l'approche positive. Ainsi, l'organisme considère la multifonctionnalité comme une caractéristique de l'activité agricole permettant d'atteindre un objectif de durabilité (OCDE, 2001).

Par la suite, dans son Projet sur les Rôles de l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2007) se distingue du choix effectué par l'OCDE (2001) et opte pour une approche normative de la multifonctionnalité de l'agriculture. L'organisation indique préférer utiliser le terme « rôles de l'agriculture ». Ainsi, la FAO distingue des rôles directs et les rôles indirects, soit les externalités par rapport à la production de nourriture et de fibre. À la différence du

travail effectué par l'OCDE, les rôles directs regroupent la production de biens et de services privés (production de nourriture, de revenus, d'emplois), mais aussi publics (réduction de la pauvreté, sécurité alimentaire). En outre, si le travail de l'OCDE s'intéresse principalement aux pays développés, celui de la FAO porte son attention sur les pays en voie de développement et l'amélioration de leurs politiques intérieures en tirant davantage profit des contributions indirectes de l'agriculture. L'organisation souligne que les effets indirects de l'agriculture sont plus souvent négatifs dans les pays en développement, il est donc important de les considérer, au même titre que les effets indirects positifs. Ainsi, moins le milieu est développé, plus grande est l'attention portée au rôle lié à la sécurité alimentaire. Dans les milieux plus développés, ce sont les considérations environnementales et socioculturelles qui prévalent (FAO, 2007). Dans ses travaux, Wilson (2007) fait également une distinction entre les pays développés qui devraient redécouvrir leur multifonctionnalité, et les pays en voie de développement qui devraient maintenir cette multifonctionnalité. Pour conclure, nous observons que les objectifs liés à la multifonctionnalité varient selon les pays (stade de développement des milieux, revenus des habitants) (FAO, 2007). Selon certains auteurs et certaines autrices, cette diversité empêcherait de caractériser la multifonctionnalité de façon multilatérale (Mundler et Ruiz, 2015 ; Mundler, 2002).

Dans la synthèse intitulée *Definitions, references and interpretations of the concept of multifunctionality and its contributions to a sustainable development*, les auteurs s'appuient sur une littérature européenne et internationale pour proposer huit axes de recherche (appelés « *Concept Orientated Research Clusters* ») autour de la multifonctionnalité de l'agriculture : la production de marchandises et de biens publics (1), les impacts de l'agriculture sur les zones rurales (2), les liens complémentaires ou conflictuels entre les matières premières et l'identité rurale (3), les innovations techniques et les pratiques agricoles novatrices (4), l'aménagement du territoire et les différents usages de l'espace rural (5), les adaptations de la production par rapport aux demandes sociétales (6), les attentes de la société vis-à-vis de l'agriculture (7), et enfin la gouvernance et les politiques publiques (8). Au travers de ces axes, les auteurs et les autrices intègrent à la fois les approches normatives et positives définies par l'OCDE (Aumand et al., 2004).

Parent (2001) présente la multifonctionnalité de l'agriculture grâce à l'étoile à cinq branches, proposée par Catherine Lang (2001) (Figure 1). Chaque branche représente une grande fonction thématique : la production agricole, l'environnement, l'économie, le social et la culture. Au sein de cette figure se répartissent les différents rôles directs et indirects de l'agriculture tels que la conservation des traditions, la protection de la biodiversité, ou encore la santé (Parent, 2001).

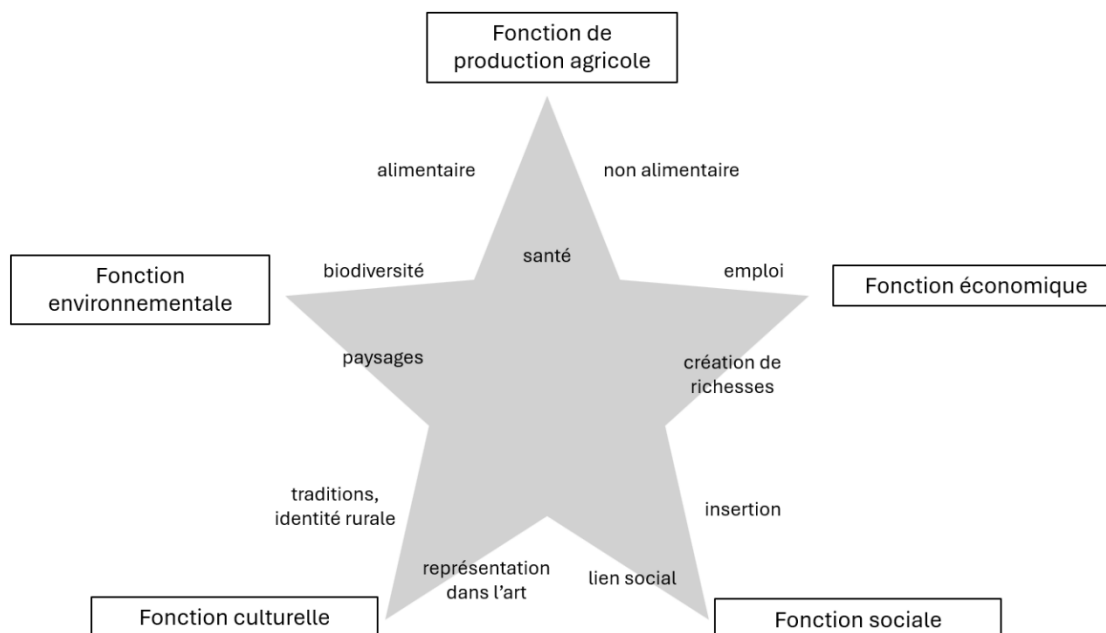


Figure 1 : Étoile à cinq branches schématisant la multifonctionnalité de l'agriculture

Source : Adapté de Lang, 2001, p.28

Ensuite, selon Mundler (2010), la reconnaissance de la multifonctionnalité implique un double changement d'échelle. Tout d'abord, l'apport de l'agriculture au produit national doit évoluer pour également considérer le rôle de l'agriculture sur la préservation de l'environnement et sur la cohésion sociale. Ainsi, même les ménages pratiquant l'agriculture et dont le volume de matière première agricole produite est infime devraient être pris en compte. Ensuite, la logique sectorielle, souvent privilégiée, devrait s'articuler avec une logique territoriale. En effet, on s'intéresse à l'influence de l'agriculture sur l'aptitude d'un territoire à soutenir un tissu socio-économique et un environnement

viable (Mundler, 2010). Handfield (2010) ajoute que la classification en différentes fonctions de l'agriculture ne revêt une importance que dans la mise en relation de ces différentes fonctions avec leur environnement, c'est-à-dire le territoire dans lequel elles se déploient (Mundler et Ruiz, 2015). Cette logique territoriale démontre la pertinence de mobiliser le concept de SAT présenté précédemment et d'effectuer la recherche sur le territoire bien défini qu'est la MRC de Maria-Chapdelaine.

Finalement, selon Mollard (2003), les externalités de l'agriculture ne sont pas statiques dans le paysage, mais dépendent aussi des relations entre au moins deux agents ou agentes. Décary-Gilardeau (2011) précise que la reconnaissance des fonctions de l'agriculture est variable, car elles sont le résultat de transactions relationnelles entre les différents acteurs et actrices du milieu. Selon cet auteur, la vision et les méthodes d'application des fonctions de l'agriculture varient selon les acteurs et les actrices en jeu. Ainsi, selon Doucet (2020), la mise en dialogue des différentes parties prenantes liées à l'agriculture doit être au cœur des interrogations en lien avec la MFA. Une concertation peut être réalisée grâce à des instances de concertation comme la Table agroalimentaire, des entreprises d'économie sociale et des projets collectifs à visée locale ou régionale. Les plans de développement de la zone agricole que les MRC peuvent mettre en place sur leur territoire sont de bons exemples de cette mise en dialogue à une échelle territoriale (Doucet, 2020).

3.2.3 MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE SELON WILSON

Dans une perspective normative, pour Wilson (2007), la multifonctionnalité est davantage un processus de transition plutôt qu'un état statique. L'aspect temporel est mis en exergue. Au cours du temps, les espaces ruraux naviguent entre deux extrêmes que sont le non productivisme (prédominant avant la Seconde Guerre mondiale) et le productivisme (prédominant après la Seconde Guerre mondiale) (Wilson, 2007). Leur position sur ce spectre dépend des décisions prises selon un cadre de pensées et d'actions plutôt productivistes ou non productivistes (Figure 2) (Wilson, 2009).

Plus les milieux ruraux se rapprochent de modèles non productivistes, plus leur caractère multifonctionnel est fort (fonctions indirectes multiples) et plus leur capacité d'agentivité est forte (Wilson, 2007). La capacité des milieux ruraux d'une exploitation à effectuer une transition d'une faible vers une forte multifonctionnalité diffère selon les caractéristiques de ceux-ci (Wilson, 2007).

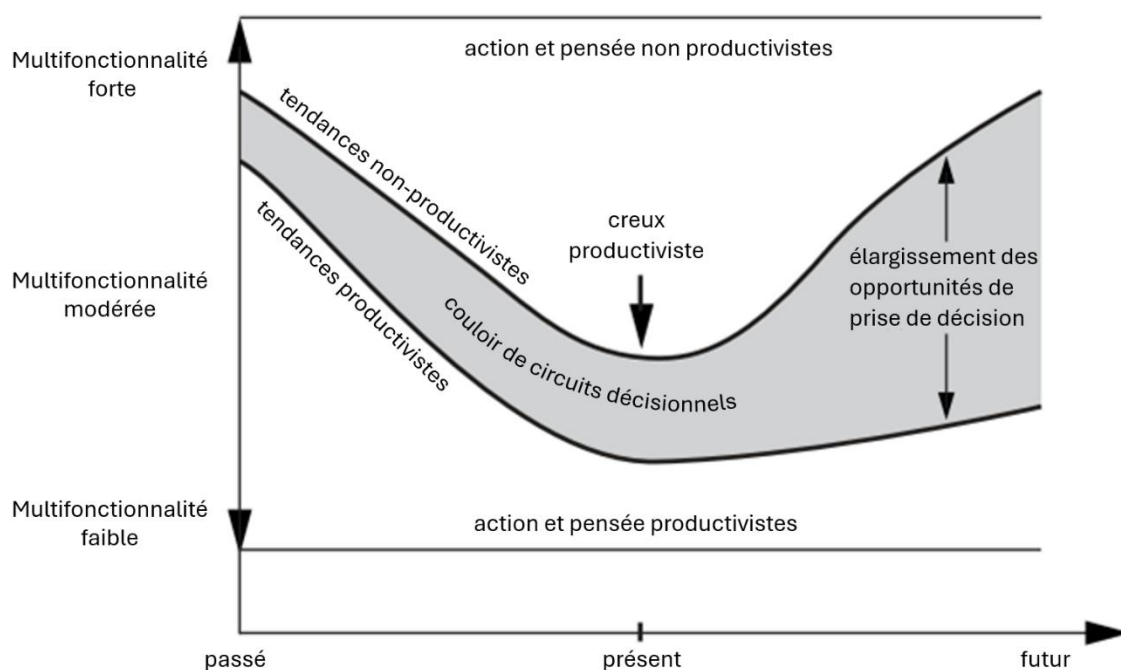


Figure 2 : Modèle productiviste / non productiviste des pays développés

Source : Adapté de Wilson, 2007, p.301

En ce qui concerne le futur, il n'y aurait pas de preuves suffisantes pour suggérer que les sociétés s'orienteront vers une approche non productiviste et davantage de multifonctionnalité (Wilson, 2007). Des auteurs soulèvent l'hypothèse selon laquelle, dans le futur, l'agriculture se dirigerait vers un modèle dual avec d'un côté une agriculture compétitive et spécialisée, et de l'autre côté, une agriculture marginale, présente dans des zones difficiles et participant à la création de biens et de services d'intérêt collectif (Mundler, 2002).

Quelques années plus tard, Wilson (2009) affine son modèle et prend en considération les différentes échelles d'action et de réflexion. Ainsi, la multifonctionnalité devrait être envisagée au

travers des relations complexes entre les différents niveaux de prise de décision, allant de l'exploitation agricole à l'échelle nationale puis mondiale (Figure 3).

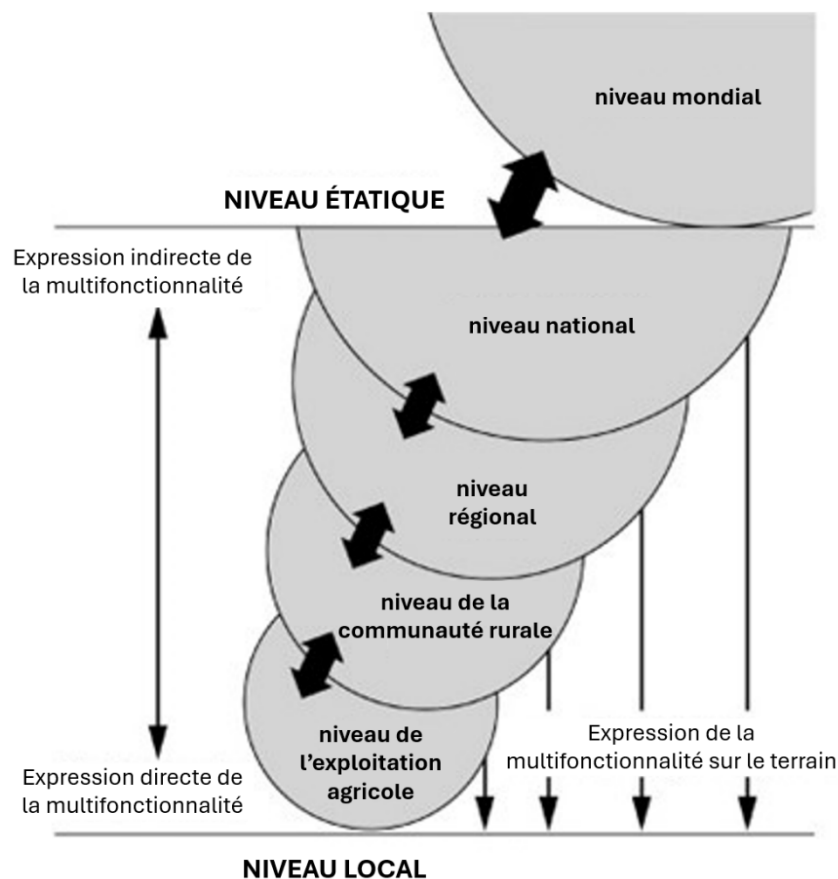


Figure 3 : Échelles spatiales de la multifonctionnalité

Source : Adapté de Wilson, 2009, p.272

Wilson (2007) soutient que la multifonctionnalité de l'agriculture est bien plus difficile à mettre en place à une échelle mondiale. Plus on s'éloigne du niveau de la ferme, moins les fonctions de l'agriculture se manifestent clairement (Wilson, 2009). Ainsi, la MFA doit d'abord être envisagée de façon locale (exploitation agricole, communauté, région) (Wilson, 2007). Elle doit être ancrée aux spécificités du territoire, du paysage agricole. Par la suite, elle retentirait de façon indirecte aux échelles régionale, nationale et mondiale (Wilson, 2009). L'échelle géographique correspondant aux entités administratives que sont les MRC, semble être une échelle pertinente pour étudier la

multifonctionnalité de l'agriculture selon Wilson. Pour conclure, la perspective de Wilson (2009 ; 2007), très ancrée dans les particularités locales, tout en prenant en considération une perspective plus globale de la multifonctionnalité de l'agriculture, est particulièrement appropriée pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de ce mémoire.

CHAPITRE 4

MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

La phase méthodologique permet à la chercheuse de déterminer la méthode et les moyens qui permettront de répondre aux objectifs de recherche (Fortin et Gagnon, 2022). Ce chapitre aborde successivement le design méthodologique, la population à l'étude et les stratégies d'échantillonnage, les stratégies de collecte des données, le déroulement de la collecte des données et l'analyse des données. Finalement, le caractère éthique de la démarche de recherche fait l'objet de la dernière partie.

4.1 DESIGN MÉTHODOLOGIQUE

Pour orienter le devis de recherche, il est d'abord important de présenter les différentes approches méthodologiques envisagées. Ces bases théoriques permettent de décider de la nature des connaissances qui seront employées pour répondre aux objectifs de la recherche (Fortin et Gagnon, 2022). Ainsi, pour répondre aux différents objectifs de recherche, il a été décidé de mener une recherche qualitative descriptive. Cette approche permet la compréhension de phénomènes sociaux complexes grâce à une information précise et dense, fournie par les personnes participantes (Fortin et Gagnon, 2022 ; Mukamurera et al., 2006). Il ne s'agit pas ici de mesurer un phénomène, mais d'explorer ses différentes dimensions et de l'interpréter grâce aux significations que les personnes lui attribuent (Fortin et Gagnon, 2022). Ainsi, la recherche qualitative descriptive semble être la meilleure approche pour permettre une bonne compréhension de la complexité du lien entre la population et l'agriculture locale.

En outre, un raisonnement inductif est employé pour cette recherche. Cette démarche vise à attribuer une signification à des données brutes et complexes. Un glissement s'opère alors du spécifique vers le général. Le raisonnement inductif permet de mettre en lumière les aspects non explorés d'une problématique, plutôt que d'éprouver des hypothèses ou des théories (raisonnement déductif) (Blais et Martineau, 2006). Ce type de raisonnement est particulièrement pertinent pour cette recherche, car il existe peu de publications scientifiques portant sur le lien entre la population et l'agriculture locale. En outre, ce lien dépend des caractéristiques uniques de la filière agricole présente sur le territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine. Cette recherche doit donc permettre de produire de nouvelles connaissances. Le glissement vers le général pourrait prendre la forme d'une généralisation des résultats aux MRC rurales et éloignées du Québec, présentant des systèmes agricoles comparables.

Pour aborder le lien et les perceptions de la population par rapport à l'agriculture locale, l'approche phénoménologique est employée. En effet, celle-ci permet d'étudier un phénomène au travers de l'expérience des personnes qui le vivent. Ainsi, l'approche phénoménologique fait une grande place à la subjectivité (Fortin et Gagnon, 2022). Nous cherchons ici à comprendre l'expérience vécue d'une vérité, et non la vérité en soi. L'attention est davantage portée vers les intuitions plutôt qu'une observation empirique des faits vécus (Muchielli, 2009). Concrètement, dans cette recherche, nous nous intéressons au lien entre population et agriculture, tel qu'il est vécu par les personnes habitant la MRC de Maria-Chapdelaine, qui s'inscrivent chacune dans un contexte social particulier. Nous ne souhaitons pas connaître les caractéristiques de la filière agricole, mais la façon dont la population perçoit l'expression de la filière sur le territoire, ses différentes interactions avec l'environnement et sa contribution au développement.

4.2 POPULATION À L'ÉTUDE ET STRATÉGIES D'ÉCHANTILLONNAGE

La population visée pour cette étude correspond aux habitants et aux habitantes de la MRC de Maria-Chapdelaine. En plus du lieu de résidence, les autres critères d'inclusion sont la capacité à lire et à communiquer en français et l'âge (18 ans ou plus). En ce qui concerne les critères d'exclusion, les personnes participantes ne doivent pas exercer ou avoir exercé le métier d'agriculteur ou d'agricultrice (Fortin et Gagnon, 2022).

La stratégie de collecte des données ne peut être appliquée à l'ensemble de la population cible (définie précédemment). Le processus d'échantillonnage permet alors de créer un sous-groupe au sein de cette population (Fortin et Gagnon, 2022). Il est couramment admis que le nombre de personnes participant à ce type de recherche soit situé entre 10 et 15. En réalité, il s'agit davantage d'un ordre de grandeur. Le critère utilisé pour fixer le nombre de participants et de participantes relève plutôt de la saturation théorique. Ainsi il convient d'arrêter les entrevues lorsque les dernières données acquises ne permettent pas de faire évoluer la compréhension du phénomène étudié (Savoie-Zajc, 2016). Concrètement, les thèmes deviennent répétitifs et les données n'apportent pas d'information nouvelle (Fortin et Gagnon, 2022). La chercheuse fixe alors un nombre initial de personnes participantes et peut modifier celui-ci en fonction du niveau de saturation atteint (Savoie-Zajc, 2016). Dans le cadre du projet portant sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine, 10 entrevues individuelles ont été réalisées. Après une première analyse des résultats, la chercheuse a décidé de réaliser cinq entrevues supplémentaires pour améliorer la représentativité de l'échantillon. Cet aspect est détaillé dans la suite du développement. Finalement, ce sont bien 15 entrevues individuelles qui ont été réalisées.

Par la suite, la chercheuse doit recruter les participants et les participantes à l'étude qui constitueront l'échantillon (Fortin et Gagnon, 2022). La recherche étant qualitative, l'échantillon n'a pas de soucis de représentativité statistique. Le choix des personnes participantes a été fait de façon intentionnelle et non probabiliste (Savoie-Zajc, 2016). Ainsi, la sélection de celles-ci n'a pas été faite de façon aléatoire, c'est-à-dire que l'ensemble des habitants et des habitantes de la MRC n'ont pas

eu une chance parfaitement égale de constituer l'échantillon. Dans un premier temps, un échantillonnage accidentel, aussi appelé échantillonnage par convenance, a été utilisé. Les personnes participantes ont été choisies en fonction de leur disponibilité et de leur emplacement. L'échantillon s'est construit progressivement avec l'arrivée des personnes à l'emplacement choisi (Fortin et Gagnon, 2022). Ainsi, à l'occasion d'un marché public (le 16 septembre 2023), le projet a été présenté aux passants et aux passantes, et des affichettes leur ont été distribuées. Celles-ci comportaient une brève description du projet, une explication de la pertinence sociale de l'étude et donc de la participation de la population, et la personne à contacter pour réaliser l'entrevue. Mais l'emplacement peut également être virtuel. Ainsi, une présentation du projet a été enregistrée et diffusée par la chaîne de la télévision locale (Télé du Haut-du-Lac) le 27 mars 2023. En outre, plusieurs publications ont été réalisées sur la page Facebook officielle de la MRC (29 avril 2023, 16 mai 2023, 19 septembre 2023, 29 septembre 2023). Des acteurs, des actrices et des organismes de la région ont spontanément partagé les publications sur leurs médias sociaux.

Dans un second temps, l'échantillonnage réalisé pour la recherche est aussi caractérisé par la recherche de volontaires. En effet, les messages de présentation de la recherche et de recrutement ont été affichés dans des espaces publics, physiques ou virtuels. Les personnes intéressées à participer ont ensuite pris l'initiative de contacter la chercheuse par téléphone ou par courriel. Un biais est associé à ce type d'échantillonnage. En effet, il est impossible de choisir à l'avance les caractéristiques sociodémographiques des personnes volontaires. Il se peut que celles-ci présentent des caractéristiques atypiques ou que ces caractéristiques soient sur ou sous-représentées par rapport à la population cible. La généralisation des résultats de la recherche à la population est alors plus compliquée (Fortin et Gagnon, 2022).

Dans un troisième et dernier temps, l'échantillonnage par réseaux a aussi été mobilisé. Cela consiste en l'utilisation de références obtenues grâce aux premières personnes recrutées pour parvenir à compléter l'échantillon. Cette méthode est utilisée lorsque les caractéristiques recherchées chez les participants et les participantes sont très spécifiques, rendant le recrutement difficile (Fortin

et Gagnon, 2022). Dans cette étude, bien que les caractéristiques recherchées chez les personnes participantes ne soient pas spécifiques (résidents et résidentes d'une municipalité de la MRC de Maria-Chapdelaine), et malgré les différents moyens mis en place, le recrutement s'est avéré difficile. Pour compléter le premier échantillon de dix sujets, la chercheuse a donc ciblé quelques personnes ayant déjà réalisé l'entrevue individuelle. Un courriel leur a été envoyé dans l'objectif de mobiliser leur réseau personnel ou professionnel.

4.3 STRATÉGIES DE COLLECTE DES DONNÉES

La stratégie de collecte des données doit permettre d'articuler le modèle d'analyse établi précédemment, aux données observables. Pour concevoir l'étape d'observation, il est important de toujours se questionner sur ce qu'on veut observer et de quelle façon on souhaite l'observer (Campenhoudt et al., 2017). Ainsi cette partie est consacrée aux techniques et aux outils qui ont été employés pour obtenir de l'information auprès des personnes participantes (Fortin et Gagnon, 2022).

4.3.1 FICHE SIGNALÉTIQUE

Tout d'abord, une fiche signalétique a été élaborée pour obtenir des renseignements sur les caractéristiques démographiques et sociales des personnes participantes (annexe 1). Les dix questions de la fiche portent sur l'âge, le genre, le lieu de résidence, la durée de résidence au sein de la MRC, la scolarité, la profession, la proximité sociale avec l'agriculture et la pratique du jardinage. Ces informations ont permis de décrire l'échantillon et de commenter sa représentativité par rapport à la population de la MRC de Maria-Chapdelaine. Toutefois, elles n'ont pas été mises en perspective avec les résultats des entrevues individuelles semi-dirigées, car le nombre de personnes répondantes (15) n'est pas suffisant pour déterminer et distinguer des profils de participants. Ce point est détaillé dans la partie consacrée aux limites de la recherche, en conclusion de ce mémoire.

4.3.2 ENTREVUES INDIVIDUELLES SEMI-DIRIGÉES

Les entrevues constituent un échange verbal qui permet de produire, de façon conjointe, un savoir socialement construit. Chaque interlocuteur et interlocutrice possède une expertise. Pour la chercheuse, il s'agit du processus de recherche, et pour la personne interviewée, il s'agit de ses expériences de vie, ses intuitions, en lien avec les objectifs de la recherche (Savoie-Zajc, 2016). Plusieurs formes d'entrevues existent. Celles-ci diffèrent par le type de questions posées, le niveau de contrôle de la chercheuse et les objectifs (Savoie-Zajc, 2016). L'entrevue individuelle semi-dirigée est utilisée pour cette recherche. Cette forme d'entrevue mène à un échange qui se rapproche de la conversation. Elle permet un contact personnel qui laisse la place à la personne interviewée de décrire ses savoirs et son expérience, de façon nuancée et détaillée. Ainsi, cela contribue à une compréhension fine et conjointe du phénomène étudié. En outre, l'entrevue semi-dirigée permet d'accéder à ce qui ne peut être observé, tel que les sentiments, les intentions, les intuitions, les valeurs, les croyances, passés ou présents. Elle permet à l'interlocuteur ou à l'interlocutrice de faire des liens entre tous ces éléments, et à la chercheuse de contextualiser ces éléments dans un contexte socioculturel précis. Cet aspect est primordial pour la recherche effectuée qui vise à réaliser une analyse fine des perceptions de la population par rapport à l'agriculture. Ainsi, la forme semi-dirigée permet de saisir la complexité de la subjectivité exprimée par la personne interviewée (Savoie-Zajc, 2016).

Les entretiens de recherche sont structurés par un schéma d'entrevue. Les questions y sont organisées selon des thèmes et des sous-thèmes (Savoie-Zajc, 2016). Ainsi, un guide d'entrevue d'une vingtaine de questions a été créé. Les thèmes portaient notamment sur le lien des personnes participantes avec le territoire et son agriculture, le système alimentaire territorialisé, les fonctions de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine (annexe 2). Les questions sont ouvertes afin de permettre à la personne interviewée de décrire son expérience. Les questions sont en fait un stimulus pour amorcer l'échange, elles sont flexibles et permettent de guider le discours de la personne interviewée. Elles doivent être claires et concises. Des questions de clarification et des reformulations sont effectuées par la chercheuse pour s'assurer de la compréhension des propos tenus par son

interlocuteur ou son interlocutrice. L'ordre des questions présente également une importance. Les premières questions posées doivent être plus générales et descriptives. Par la suite, des questions plus intimes, portant par exemple sur la clarification des sentiments, pourront être abordées (Savoie-Zajc, 2016). Ainsi, pour chaque thème du guide d'entrevue, la chercheuse a d'abord interrogé les participants et les participantes à l'aide de questions factuelles, puis progressivement, des questions plus introspectives ont été formulées. Cela a permis d'accéder aux ressentis des personnes participantes concernant leur sentiment d'appartenance au territoire, leur appréciation des rôles de l'agriculture, du métier de producteur ou de productrice agricole, et leur place dans la société. D'un point de vue chronologique, il est important de faire une description de la situation actuelle avant d'aborder la situation passée puis future (Savoie-Zajc, 2016). Cet ordre chronologique a été utilisé notamment dans la description des fonctions associées à l'agriculture. Après la réalisation des deux premières entrevues, quelques questions du guide d'entrevue ont été adaptées, mais aucune modification majeure n'a été réalisée. Le tableau présenté ci-dessous regroupe l'ensemble des thèmes et sous-thèmes définis dans le cadre de cette recherche.

Tableau 1 : Thèmes et sous-thèmes de la recherche

Thèmes	Sous-thèmes
Lien au territoire	Lieu et durée de résidence Description des forces et faiblesses de la MRC Sentiment d'appartenance
Système alimentaire territorialisé	Lieux et critères d'achats alimentaires Conscientisation autour des achats Volonté de faire évoluer les habitudes d'achat
Proximité avec l'agriculture	Entourage impliqué dans l'agriculture Expériences et contacts avec l'agriculture
Connaissances de la filière agricole	Niveau de connaissance estimé Description de la filière Moyens d'information
Perceptions de la filière agricole	Perceptions du métier d'agriculteur ou d'agricultrice Perceptions des fonctions de l'agriculture (production, économique, environnementale, sociale, culture, gouvernance) passées, présentes et futures

4.4 DÉROULEMENT DE LA COLLECTE DES DONNÉES

La collecte des données est une étape cruciale qui permet de récolter l'information auprès des participants et des participantes. Celle-ci doit être pensée en amont pour limiter toute difficulté liée au travail de terrain qui pourrait compromettre la récolte des données (Fortin et Gagnon, 2022).

4.4.1 PRISE DE CONTACT AVEC LES PERSONNES PARTICIPANTES

Les premiers contacts avec la participante ou le participant potentiel permettent de présenter la recherche et de communiquer quelques éléments sur les thèmes abordés lors de l'entrevue. La terminologie utilisée peut aussi être présentée si elle est spécifique (Savoie-Zajc, 2016). Dans le cas de cette étude et donc d'un échantillonnage accidentel, ces premiers contacts ont été effectués suite à un premier envoi de courriel de la part des personnes participantes potentielles, mentionnant leur intérêt à participer à l'entrevue. Ces contacts préliminaires peuvent aussi permettre de renseigner la chercheuse sur des informations factuelles telles que le milieu de travail ou le milieu de vie du participant ou de la participante. La chercheuse et la personne interviewée peuvent se mettre d'accord sur l'envoi préalable du guide d'entrevue pour que la personne interviewée puisse se préparer au mieux (Savoie-Zajc, 2016). Finalement, ces échanges par courriel ont permis de fixer la date, le lieu, et la modalité d'entrevue (présentiel ou virtuel).

4.4.2 CONSIDÉRATIONS TECHNIQUES, ENVIRONNEMENTALES ET TEMPORELLES

Abordons maintenant les considérations techniques, mais aussi environnementales et temporelles, liées à la réalisation des entrevues (Savoie-Zajc, 2016). Les dix premières entrevues effectuées dans le cadre du projet sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine ont été réalisées entre le 15 septembre 2023 et le 22 novembre 2023. Les cinq entrevues supplémentaires se sont déroulées entre le 21 juin 2024 et le 03 juillet 2024. Elles ont été menées en présentiel ou par visioconférence (à l'aide du logiciel Zoom). Ce choix a été proposé aux

participants et aux participantes pour faciliter leur participation et leur expression. Les personnes réalisant l'entrevue en visioconférence se connectaient sur leur ordinateur depuis leur logement personnel (lieu calme et familial, permettant de mettre la personne participante en confiance). L'entrevue était enregistrée grâce à l'option correspondante disponible dans le logiciel Zoom. Pour les entrevues réalisées en présentiel, la majorité des personnes participantes ont été accueillies dans un bureau individuel dans les locaux de la MRC, à Dolbeau-Mistassini. Il est également arrivé que des participants et des participantes reçoivent la chercheuse sur leur lieu de travail. Finalement, une participante a réalisé l'entrevue dans une salle de l'UQAC. Lors des entrevues en personne, un enregistreur audio numérique a été utilisé pour enregistrer la conversation. Des tests ont été effectués préalablement pour garantir la qualité de l'enregistrement. Concernant l'aspect temporel, les participantes et les participants ont été avertis de la durée prévue des entrevues, permettant de réaliser celles-ci dans les meilleures conditions possibles (Savoie-Zajc, 2016).

4.4.3 DÉROULEMENT DES ENTREVUES

Les entrevues duraient entre 30 et 90 minutes. Mais avant de commencer l'entrevue, une période d'ouverture permet de souligner l'importance des données qui seront recueillies grâce à la personne interviewée et le caractère confidentiel des propos tenus. La personne interviewée signe en effet le formulaire d'information et de consentement à participer à la recherche (annexe 3). Des questions plus générales sont ensuite posées, permettant de remplir la fiche signalétique présentée précédemment. Ce moment permet également de demander l'accord de la personne pour enregistrer l'entrevue (Savoie-Zajc, 2016). Ensuite, bien que l'entrevue soit enregistrée, il est préférable que la chercheuse prenne des notes pour mieux retenir les points saillants et souligner les éléments nouveaux. Ces notes permettent aussi de bien articuler la conversation entre les différents thèmes (Savoie-Zajc, 2016). Puis, la position de la chercheuse est primordiale lors des entrevues. En effet, comme expliqué précédemment, les entrevues semi-dirigées doivent permettre aux participants et aux participantes de s'exprimer sur des faits vécus, mais aussi de façon plus personnelle, sur leurs sentiments ou leurs intuitions. La chercheuse doit alors instaurer un climat propice pour permettre la

description la plus riche possible du phénomène étudié. La chercheuse opte pour une attitude d'écoute et d'empathie, lui permettant de poser des questions pertinentes (Savoie-Zajc, 2016). Finalement, la clôture de l'entrevue ne doit pas être trop brusque lorsque la personne interviewée a témoigné des pensées plus intimes. Il peut être pertinent de susciter ses réflexions sur l'entrevue effectuée. La chercheuse peut rappeler les points importants évoqués pendant l'entrevue et proposer un suivi. Elle remercie la personne pour sa participation et la confiance accordée, et l'informe des futures étapes de la recherche (Savoie-Zajc, 2016).

4.5 ANALYSE DES DONNÉES

Pour analyser les données d'entrevue, il est souvent conseillé de réaliser une transcription littérale, appelée verbatim. Cependant, cette opération présente quelques limites. En plus du temps nécessaire et du caractère fastidieux de la tâche, une partie de l'information est perdue. En effet, les messages non verbaux (attitude, gestuelle, posture, intonation) ne peuvent pas être fidèlement renseignés (Savoie-Zajc, 2016). Ainsi pour cette recherche, il a été décidé de réaliser l'analyse de données à partir des enregistrements audio des entrevues, et non à partir de verbatims. Les extraits d'entrevues les plus pertinents ont été retranscrits pour pouvoir illustrer les résultats.

Les données issues des entrevues individuelles semi-dirigées ont été traitées grâce à une analyse thématique. Tout d'abord, l'étudiante-chercheuse a défini des thèmes et des sous-thèmes (Tableau 1). Cela a permis de regrouper les éléments du discours présentant un lien entre eux et avec le sujet de la recherche (Paillé et Muchielli, 2021). Puis, une analyse en profondeur de ces thèmes a été réalisée (Fortin et Gagnon, 2022). C'est la compilation de l'ensemble des analyses des différents thèmes qui permet de satisfaire les objectifs de la recherche (Paillé et Muchielli, 2021). Pour faciliter l'analyse thématique, une opération de codage est nécessaire. Un code a été assigné à chaque thème. Au sein du discours, les différents regroupements d'informations ont ensuite été associés aux codes qui correspondent aux thèmes pertinents. Cette opération a permis de placer plus facilement les regroupements dans les différents thèmes et sous-thèmes définis. Un code peut

être nominal ou textuel. En outre, le traitement des données grâce au codage peut être fait de façon manuelle ou informatisée. Par exemple, la chercheuse peut observer la fréquence d'apparition du thème dans le discours de la personne interviewée (Fortin et Gagnon, 2022). Pour la recherche réalisée ici, il a été décidé d'utiliser des codes textuels. Le codage a été réalisé de manière informatisée grâce au logiciel NVivo 12 (Lumivero, Denver, CO, ÉU).

4.6 ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE

Comme toute recherche portant sur des êtres humains, le travail réalisé ici présente une dimension éthique relative au consentement et au bien-être des personnes participantes (Fortin et Gagnon, 2022). Cette recherche respecte donc « l'Énoncé de politiques de trois conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains » (Conseil de recherche en sciences humaines et al., 2022), une politique qui s'articule autour de trois principes ; le respect des personnes, la préoccupation pour le bien-être, et la justice. L'ensemble des étapes de la recherche, de la formulation de la question de recherche à la diffusion des résultats, doivent se conformer aux principes éthiques (Fortin et Gagnon, 2022). Ainsi, pour s'assurer de la conformité de la recherche, une certification éthique a été demandée auprès du Comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec à Chicoutimi. Celle-ci a été approuvée le 6 mars 2023 et renouvelée le 12 février 2024 (no: 2023-1348).

Pour garantir le consentement libre et éclairé des participantes et des participants, un formulaire d'information et de consentement leur est présenté (annexe 3). Ce document regroupe les renseignements essentiels liés à la recherche et informe le sujet sur son rôle et les implications liées à sa participation. Le participant ou la participante y appose sa signature pour confirmer sa volonté de participer (Fortin et Gagnon, 2022). En plus de la lecture du document, la chercheuse s'est assurée d'avoir répondu à toutes les questions des personnes participantes avant que le document soit signé. Elle a également rappelé la possibilité de se retirer en tout temps du projet de recherche et le caractère anonyme de la participation (Fortin et Gagnon, 2022).

Pour garantir la confidentialité des informations obtenues lors des entrevues, un numéro d'identification a été attribué à chaque personne participante (Fortin et Gagnon, 2022). Ces numéros sont utilisés sur l'ensemble des documents liés au traitement et à l'analyse des données. Seules la chercheuse et la directrice de recherche ont connaissance de l'identité des personnes participantes en ayant accès aux données brutes.

CHAPITRE 5 RÉSULTATS

Ce sixième chapitre est consacré à la présentation des résultats obtenus grâce à la collecte et l'analyse thématique des données. Les deux premières parties abordent les spécificités du terrain à l'étude et les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon. Ensuite, pour faciliter la lecture et la compréhension du rapport, les parties sont organisées selon les objectifs spécifiques énoncés dans la section 1.4 du rapport et les thèmes et sous-thèmes présentés dans le tableau 1. Ainsi, les résultats concernant la proximité entre habitants, habitantes et personnes agricultrices de la MRC de Maria-Chapdelaine sont d'abord présentés. Ensuite, le niveau de connaissance de la population sur l'agriculture locale est abordé. Finalement, nous nous intéressons aux perceptions à l'égard des personnes agricultrices, puis de l'agriculture selon le cadre théorique de la multifonctionnalité de l'agriculture. Les résultats sont illustrés au moyen d'extraits d'entrevues (Fortin et Gagnon, 2022).

5.1 MRC DE MARIA-CHAPDELAINE, UNE MRC RURALE ET ÉLOIGNÉE

Le terrain de recherche correspond à la MRC de Maria-Chapdelaine. Cette MRC de 35 500 km² est située dans la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Québec, Canada), plus précisément au nord-ouest du Lac-Saint-Jean (Statistique Canada, 2022b ; MRC de Maria-Chapdelaine, s. d.). Son territoire est composé d'un important réseau hydrographique, de vastes espaces forestiers au nord et de plaines agricoles au sud. Son climat continental est caractérisé par des hivers longs et rigoureux, et des étés chauds et courts (MRC de Maria-Chapdelaine, s. d.). La MRC est le dernier territoire colonisé de la région (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020). Elle est occupée une première fois au 17^e siècle, en lien avec le commerce de fourrure. Mais sa véritable colonisation, une colonisation agricole, aura lieu au 19^e siècle (MRC de Maria-Chapdelaine, s. d.). En 2021, la MRC comptait 24 149 habitantes et habitants, principalement concentrés dans les villes de Dolbeau-Mistassini (13 718 habitants et habitantes selon Statistique Canada (2022c) et Normandin (2 991 habitants et habitantes selon Statistique Canada (2022d)). Au total, la MRC regroupe 12

municipalités et deux territoires non organisés (MRC de Maria-Chapdelaine, s. d). Avec une densité de 0,7 habitant au km², la MRC fait partie des territoires les moins peuplés au Québec. Elle connaît d'ailleurs une décroissance démographique depuis les années 1980. Cela s'explique par un faible taux de natalité et un bilan migratoire négatif. La population est vieillissante. En outre, le calcul de l'indice de vitalité économique (basé sur le niveau de vie, le dynamisme démographique et le marché du travail) révèle qu'en 2020, au sein de la MRC, 10 municipalités sur 12 accusaient un retard par rapport à la vitalité économique de la majorité des localités québécoises (Institut de la statistique du Québec, 2023). Puis, l'indice de défavorisation matérielle et sociale (basé sur le manque de ressources matérielles et la fragilité du réseau social) indique qu'en 2021, la MRC comportait plusieurs territoires matériellement défavorisés, mais peu socialement défavorisés (Institut national de santé publique du Québec, 2024). La zone correspondant au centre-ville de Dolbeau (zone densifiée) est à la fois matériellement et socialement défavorisée, ce qui est caractéristique des milieux plus urbanisés où se concentrent les personnes à faibles revenus. Ainsi, le calcul de l'indice confirme les difficultés économiques connues par les personnes habitant la MRC, mais est plutôt rassurant concernant la dimension sociale. Ensuite, la MRC de Maria-Chapdelaine est un territoire éloigné et rural, dont l'économie dépend principalement du secteur primaire et notamment de l'exploitation forestière. Cependant, l'industrie forestière a connu une crise entre 2005 et 2010, ce qui a entraîné l'exode de nombreux jeunes professionnels. Finalement, malgré l'importance économique du secteur primaire, la majorité de la population active travaille dans le secteur tertiaire (69 % de la population active) (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020).

Concernant l'agriculture, les terres au sud de la MRC, bordant le Lac-Saint-Jean, offrent un potentiel agricole moyen (Figure 4) (MRC de Maria-Chapdelaine, s. d). La MRC comptait 314 entreprises agricoles en 2019, générant un revenu total de 78 millions de dollars. Le climat nordique a permis à la région de se différencier par la culture de pommes de terre de semence et de bleuets sauvages. Les quatre principaux secteurs de production sont : la production laitière (38 % des revenus agricoles régionaux), la production de bleuets (20 %), de pommes de terre (16 %) et de céréales, oléagineux, légumineuses et autres grains (10 %) (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020).

L'isolement géographique du territoire permet la protection des cultures et des élevages face à de nombreux insectes et maladies. Les conditions pédoclimatiques et géographiques favorisent la production biologique et les produits de niche. Ainsi, les différentes caractéristiques du territoire ont permis de développer le concept d'agriculture nordique (Fédération régionale de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 2024). Cependant, la MRC accuse une dépendance à un nombre restreint de filières agricoles et agroalimentaires. L'augmentation du nombre de personnes agricultrices en production végétale est en fait concentrée au niveau de la production de petits fruits. Les activités de transformation (globalement sous-représentées) sont principalement liées à la congélation des bleuets. Ensuite, le déclin démographique évoqué dans le paragraphe précédent exacerbe les enjeux de recrutement de la main-d'œuvre et de relève agricole. Le secteur de la production animale a particulièrement été touché par la diminution du nombre d'agriculteurs et d'agricultrices (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020).

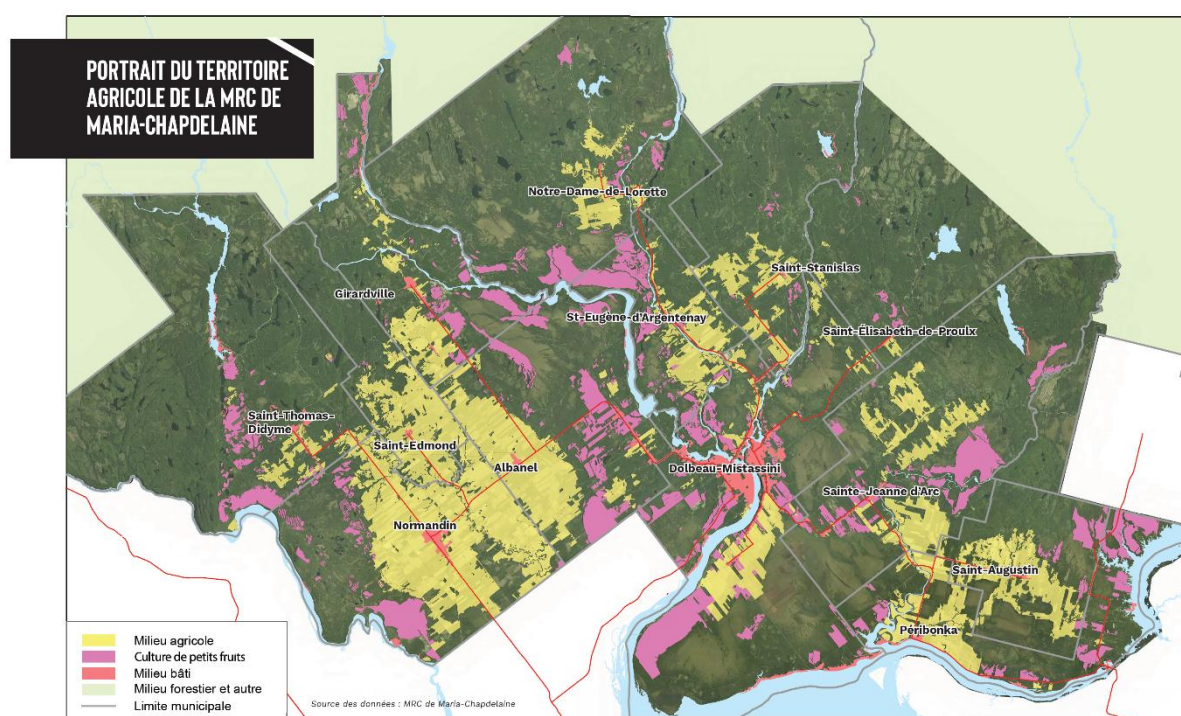


Figure 4 : Portrait du territoire agricole de la MRC de Maria-Chapdelaine

Source : MRC de Maria-Chapdelaine, 2020, reproduit avec la permission de la MRC de Maria-Chapdelaine

5.2 CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES DES PARTICIPANTS ET DES PARTICIPANTES

Le tableau suivant présente les caractéristiques sociodémographiques des quinze participants et participantes aux entrevues, tout en respectant leur anonymat.

Tableau 2 : Profil sociodémographique des personnes participant aux entrevues individuelles semi-dirigées

Caractéristiques sociodémographiques		Nombre de répondant·es
Genre	Féminin	9
	Masculin	6
Âge	18-29 ans	2
	30-39 ans	4
	40-49 ans	2
	50-59 ans	3
	60-69 ans	2
	70 et plus	2
Plus haut niveau de scolarité complété	Secondaire	3
	Collège	3
	Université, baccalauréat	5
	Université, maîtrise	4
Lieu de résidence	Pôle de services	10
	Localité agricole	5
Durée de résidence au sein de la MRC	9 ans et moins	7
	Entre 10 et 24 ans	1
	Entre 25 et 49 ans	2
	50 ans et plus	5
Pratique du jardinage	Oui	11
	Non	4
Membre·s de la famille travaillant dans la filière agricole et/ou alimentaire	Agriculteur·rices	5
	Acteur·rices du SAT	0
	Non	10

Dans le cas de la présente recherche, nous observons une représentativité plutôt moyenne de l'échantillon. Ses caractéristiques sont différentes de celles de la population cible, soit les habitants et les habitantes de la MRC de Maria-Chapdelaine. Nous notons notamment une surreprésentation des femmes avec 60 % de femmes dans l'échantillon contre environ 50 % de femmes dans la population de Maria-Chapdelaine en 2021 (gouvernement du Québec, 2024). Nous observons également une surreprésentation des plus jeunes, notamment des personnes appartenant à la catégorie d'âge 30-39 ans. Elles constituent 27 % de l'échantillon contre 10 % de la population de

Maria-Chapdelaine en 2021 (Statistique Canada, 2022b). Finalement, nous remarquons une surreprésentation des personnes avec un haut niveau de scolarité. Environ 33 % des personnes composant l'échantillon possèdent un baccalauréat et 27 % une maîtrise contre respectivement 9 % et 1 % de l'ensemble de la population de la MRC en 2021 (Statistique Canada, 2022b). La proportion de personnes résidant dans des pôles de services (villes de Dolbeau-Mistassini et de Normandin) est quant à elle plutôt représentative de la population cible (Statistique Canada, 2022b ; 2022c ; 2022d).

Notons également qu'en termes de durée de résidence, la catégorie associée aux personnes résidant depuis neuf ans ou moins dans la MRC est la plus représentée. Ainsi, les personnes installées récemment sur le territoire constituent une part importante des répondants et des répondantes. Onze personnes participantes sur 15 pratiquent le jardinage, et cinq possèdent un membre de leur famille travaillant dans la filière agricole ou alimentaire.

5.3 DEGRÉ DE PROXIMITÉ AVEC LES AGRICULTEURS ET LES AGRICULTRICES DE LA MRC DE MARIA-CHAPDELAINE

Dans les quatre parties suivantes (5.3, 5.4, 5.5 et 5.6), les adjectifs « quelques », « plusieurs », et « une majorité » sont utilisés pour désigner le nombre de personnes participantes. « Quelques » participants ou participantes correspond à deux ou trois personnes, « plusieurs » désigne quatre à sept personnes et « une majorité » est employé pour parler de huit à quatorze personnes participantes.

Intéressons-nous tout d'abord aux résultats concernant la proximité entre les habitants, les habitantes et l'agriculture locale. La proximité géographique est d'abord évoquée, puis la proximité sociale, les occasions de rencontre entre personnes agricultrices et personnes participantes et enfin la pratique du jardinage par ces dernières.

5.3.1 PROXIMITÉ PHYSIQUE

Comme présenté dans le chapitre 2 de ce mémoire, rappelons que la proximité physique avec l'agriculture concerne le milieu de vie, soit le fait de vivre dans un environnement plutôt urbain ou plutôt rural, plutôt éloigné des activités agricoles ou très proche des exploitations. Ainsi, quelques personnes participantes disent vivre dans des villages agricoles, entourées par les champs. Une personne explique que les habitantes et les habitants de la MRC entretiennent certainement une plus grande proximité avec l'agriculture par rapport à la population de Québec ou Montréal. Au contraire, une participante explique vivre six mois de l'année dans son chalet en forêt et donc ne pas avoir une forte proximité physique avec le secteur agricole.

Concernant les effets positifs de la proximité physique, quelques personnes participantes estiment que le fait de vivre dans un village agricole leur permet de mieux connaître l'agriculture, les agriculteurs et les agricultrices et l'emplacement de leurs terres. Elles voient la nature au quotidien et ont l'expérience du territoire : « On vit à travers les champs, et on voit la nature pousser. » (P15). Elles font des rencontres en se baladant dans le village et discutent de l'agriculture. Il y a beaucoup de bouche à oreille : « Ici là, tu fais pas juste dire bonjour, t'sais tu marches, tu rencontres du monde, tu te mets à blablater, tu vas parler 15, 20 minutes, après ça tu continues. T'sais c'est pas la même dynamique que dans une grande ville, comme Montréal là t'sais. » (P13). Ainsi, selon une participante, les habitants et les habitantes de la MRC possèdent plus de connaissances sur la fabrication des aliments par rapport à la population des grandes villes :

Puis peut-être que dans les petites régions comme ici c'est moins pire, mais quand tu parles de quelqu'un qui reste à Montréal ou à Québec, qui est jamais vraiment sorti en dehors puis qu'a jamais mis les pieds sur une ferme, il a vraiment aucune idée comment que la viande est arrivée dans son assiette. (P05)

De son côté, un participant affirme que bien que la population de la MRC soit entourée par des fermes, elle y est indifférente et n'est pas très renseignée sur l'agriculture. Une autre personne ajoute que la première source de proximité physique est le passage de la machinerie agricole sur la route. Or, ce contact est souvent source de conflits. La population, même dans les villages agricoles, n'a

pas forcément l'opportunité de voir et d'apprécier le travail effectué par les personnes agricultrices dans leurs champs.

5.3.2 PROXIMITÉ SOCIALE

Nous avons préalablement défini que la proximité sociale avec l'agriculture concerne l'entourage des personnes, un entourage impliqué de façon plus ou moins importante dans la filière agricole. Tout d'abord, cinq personnes interviewées ont côtoyé les exploitations agricoles dans leur jeunesse. Trois ont grandi sur la ferme familiale et participaient aux différents travaux agricoles. Deux autres aidaient ponctuellement sur les fermes de proches, pour faire les foins par exemple. Ces personnes ont un âge plus avancé par rapport aux autres. Ensuite, six répondants et répondantes ont un ou plusieurs membres de leur famille qui travaillent sur une exploitation agricole. Pour une personne, il s'agit de son partenaire. Deux personnes participantes ont des amis travaillant sur des exploitations agricoles et trois ont des connaissances travaillant sur des exploitations agricoles. Finalement, six personnes n'ont aucun proche ou connaissance travaillant dans le milieu agricole.

En ce qui concerne la population de la MRC, une participante estime qu'elle n'entretient pas une grande proximité sociale avec l'agriculture locale : « J'ai pas l'impression que les gens soient si proches que ça de leurs agriculteurs. » (P03). Au contraire, une personne nomme une municipalité spécifique (Normandin) et explique qu'elle constitue un milieu agricole où agriculteurs et non-agriculteurs sont imbriqués socialement. La proximité y est forte. Les non-agriculteurs auraient en fait souvent vécu sur une ferme étant jeunes. La personne interviewée nuance ses propos en expliquant que cette réalité n'est sûrement plus d'actualité : « Même ceux qui ne sont plus agriculteurs, ils ont vécu à un moment donné sur la ferme de leurs parents qui étaient agriculteurs, c'est une notion, c'est ancré. Peut-être un peu moins à cette heure. » (P15). Finalement, selon une participante, la population souhaite se rapprocher des agriculteurs et des agricultrices du territoire et valoriser leurs productions.

Plusieurs personnes participantes mentionnent les effets positifs de la proximité sociale avec les agriculteurs et les agricultrices. Une personne affirme que le fait d'avoir des membres de sa famille travaillant dans le secteur agricole l'a sensibilisée au monde agricole : « Je pense que depuis toujours, j'ai quand même une conscience de tous ces enjeux-là, moi j'ai quand même une grande partie de ma famille [...] qui travaille en agriculture. Fait qu't'sais, c'est quand même des choses qui font un peu partie de mon éducation de base. » (P01). Une personne interviewée estime que le fait de connaître beaucoup de monde dans le milieu agricole lui permet de rester informée sur le milieu. Une autre explique avoir un ami éleveur qui lui explique les particularités de son métier. Un participant estime avoir un niveau de connaissance plus élevé par rapport au reste de la population de la MRC, car il a eu un proche parent exploitant agricole : « J'sais que, il doit y en avoir qui ont pas eu la chance d'avoir un agriculteur comme oncle dans leur parenté. » (P15). Puis, la proximité avec les productrices et les producteurs locaux permettrait à la population d'avoir plus de connaissances sur l'agriculture. Par ailleurs, quatre autres personnes affirment que, parce qu'elles ne proviennent pas du milieu agricole et n'ont pas de proche dans le secteur, alors elles ont un niveau de connaissance moyen, faible ou même nul. Finalement, une participante soutient qu'il est nécessaire d'être plus proche de l'agriculture pour mieux la comprendre.

Quelques répondants et répondantes présentent des limites aux effets positifs de la proximité sociale. Une personne rapporte que bien qu'elle ait de nombreuses connaissances en agriculture, elle ne sollicite pas ses connaissances pour visiter leur ferme avec ses enfants. En outre, une participante explique avoir réalisé de nombreux travaux agricoles sur l'exploitation de sa famille étant jeune. Elle ne garde pas de bons souvenirs de cette époque et ne souhaite pas se rendre sur l'exploitation de ses proches.

5.3.3 OCCASIONS DE RENCONTRE

La totalité des personnes rencontrées a des contacts, même très occasionnels, avec des personnes travaillant sur des exploitations agricoles. Une personne explique apprécier échanger

avec les agriculteurs et les agricultrices à propos de leur travail. Tout d'abord, pour une majorité de répondantes et de répondants, ces occasions de rencontre sont liées à la vente directe de productions agricoles. Beaucoup mentionnent les kiosques à la ferme. Ils viennent y acheter des fruits et des légumes l'été, mais aussi de la viande, des pommes de terre ou d'autres produits transformés (ex. : savons). Les kiosques à la ferme seraient des lieux chaleureux et accueillants favorisant les échanges avec les producteurs et les productrices. Une personne ajoute que les kiosques permettent de rendre les personnes agricultrices visibles sur le territoire. Plusieurs répondants et répondantes évoquent également les exploitations proposant de l'autocueillette. La vente directe peut aussi être réalisée de façon non déclarée. Ainsi, une personne explique acheter occasionnellement un bœuf et des poulets directement chez un ami producteur. Ce serait une pratique courante sur le territoire. Par la suite, quelques répondants et répondantes visitent des fermes grâce aux portes ouvertes organisées par l'Union des producteurs agricoles (UPA) chaque année. Notons que quelques personnes participantes expliquent encourager les rencontres avec les enfants en les amenant sur des kiosques à la ferme ou aux portes ouvertes organisées par l'UPA. Elles apprécient que ces lieux soient favorables à l'accueil d'enfants. Les enfants prendraient particulièrement plaisir à observer les animaux de la ferme. Ensuite, deux participants affirment que le fait de vivre dans un village agricole favorise les rencontres avec les agriculteurs et les agricultrices. L'un d'entre eux explique qu'en se promenant à vélo dans son village, il s'arrête et discute dès qu'il croise quelqu'un. Lors de différentes activités sociales (5 à 7, soupers thématiques, etc.) il peut parler de météo, de la qualité des récoltes, des prix, etc., avec les agriculteurs et les agricultrices. Un participant joue au hockey dans une ligue où la moitié des hommes sont des agriculteurs. Cela lui permet d'entendre beaucoup de discussions à propos de l'agriculture. Finalement, plusieurs personnes expliquent avoir des contacts avec le secteur agricole grâce à leur travail. Ces personnes travaillent dans le secteur public (à la MRC, dans une municipalité, dans des organismes à but non lucratif, des organismes favorisant le développement communautaire). Une personne exerce dans le secteur privé, en plomberie, et a été amenée à travailler sur des exploitations quelques rares fois. Une autre explique s'être rendue pour la dernière fois sur une exploitation agricole en lien avec une formation pour le métier de pompier.

Plusieurs participants et participantes associent des effets positifs aux rencontres entre la population et les personnes agricultrices. Une personne raconte qu'en ayant emménagé dans un village agricole, elle a souvent l'occasion de discuter avec des agriculteurs, ce qui lui permet de recevoir beaucoup d'informations sur l'agriculture. Une autre explique se rendre aux portes ouvertes organisées par l'UPA pour que ses enfants connaissent la provenance et les méthodes de production de ce qu'ils mangent. Deux personnes interviewées affirment que la rencontre d'agriculteurs et la visite de fermes dans le cadre de leur travail leur ont permis d'augmenter leur niveau de connaissance. Finalement, une personne interviewée pense que si elle discutait avec plus d'agriculteurs et d'agricultrices, elle associerait plus de positif à ce métier.

Plusieurs participants et participantes évoquent les freins et limites liés aux occasions de rencontre entre la population et les personnes agricultrices. Tout d'abord, une personne interviewée affirme que la diminution du nombre d'agriculteurs dans la population rend les occasions de rencontre plus rares. Un répondant explique qu'aujourd'hui, le perron de l'église est moins fréquenté, peu de rencontres s'y produisent : « Avant il y avait le perron de l'église qui servait de socialisation, mais là maintenant le perron de l'église est assez tranquille. » (P13). Ensuite, si une personne explique que la tendance de l'agriculture de proximité encourage les contacts entre personnes agricultrices et population, quelques participants et participantes soulèvent les limites liées à ces rencontres. Une personne explique acheter occasionnellement sa viande sur les exploitations, cela lui permet de discuter avec les producteurs et les productrices, mais elle estime que cela n'est pas suffisant pour comprendre comment la viande est préparée. Une autre ajoute qu'elle se déplace parfois sur des kiosques libre-service. Elle achète le produit en plaçant son argent dans une boîte, sans avoir besoin d'échanger avec un producteur ou une productrice. Selon deux participantes, la taille du territoire et sa population restreinte constituent un frein, car la population doit réaliser de longs déplacements pour se rendre sur les quelques kiosques que compte le territoire. L'accès aux kiosques devrait être facilité selon elles. Finalement, une participante explique que la vente directe lui permet d'être en contact avec les petites exploitations, mais qu'elle n'a aucun contact avec les plus grandes exploitations. Concernant les visites de fermes, une personne affirme qu'il existe des contrôles qui

limitent l'accès aux exploitations dans l'objectif d'éviter la propagation de maladies, par exemple au niveau des pommes de terre de semence. Quelques personnes participantes souhaitent que les exploitations agricoles soient davantage accessibles pour pouvoir y emmener leurs enfants. Un répondant raconte avoir beaucoup de connaissances travaillant dans la filière agricole, mais ne pas prendre le temps de les contacter pour organiser une visite : « C'est pas que j'ai pas l'occasion, je connais plein d'agriculteurs, ça serait pas compliqué de faire un téléphone, j'm'en viens avec mes enfants puis tu pourrais nous faire une visite. Je pense c'est vraiment, la vie va tellement vite avec les enfants, on prend pas le temps. » (P12). Lorsqu'une visite de ferme est effectivement organisée, une personne interviewée explique que bien qu'elle puisse observer des animaux, elle ne comprend pas davantage comment ceux-ci sont transformés après leur abattage. Finalement, deux participants estiment que le mode de vie des agriculteurs et des agricultrices, caractérisé par une charge de travail très importante, les éloigne des opportunités de rencontre et d'implication sociale.

Pour conclure, un participant explique qu'autrefois, les personnes agricultrices étaient plus nombreuses dans la population, ce qui permettait de les rencontrer plus souvent. Une personne interviewée ajoute que beaucoup de rencontres avaient lieu sur le perron de l'église. Une autre parle d'une époque un peu plus récente où les exploitations agricoles étaient toutes de très grande taille, appartenant à une seule famille. Il y avait alors peu d'échanges avec ces exploitants et ces exploitantes.

5.3.4 PRATIQUE DU JARDINAGE

Une majorité des personnes rencontrées font ou ont fait du jardinage (11/15). Ces personnes produisent des fruits et légumes. Certaines font des conserves pour consommer tout au long de l'année. Quelques personnes élevaient également quelques animaux autrefois (principalement des poules) pour leur propre consommation.

Concernant les effets positifs du jardinage, trois personnes interviewées pensent que le fait de jardiner leur permet d'avoir une meilleure conscience, et plus de connaissances par rapport à la

production des aliments. Trois autres expliquent qu'en réalisant un potager, elles souhaitent impliquer leurs enfants et ainsi les sensibiliser à l'origine des aliments, la façon dont les fruits et les légumes poussent. Ensuite, deux répondantes expliquent que l'entretien de leur jardin leur permet de se rendre compte de la difficulté de l'agriculture : « Parce que t'sais, juste en ayant ma p'tite parcelle de jardin, je vois c'que ça peut être, le travail que c'est. » (P03) « Pour avoir parti des jardins chez nous, je l'sais là que ça prend puis que ça coûte. » (P04). Ainsi, une participante pense que la pratique du jardinage participe à un plus grand respect du métier d'agriculteur : « Je trouve qu'il y a quand même un retour à la terre, qui peut, justement quand tu travailles dans un jardin, qui peut te ramener un peu de respect, ou de conscientisation bah : "Qu'est-ce que c'est en fait ce métier-là ?". » (P03). Une personne interviewée ajoute d'ailleurs que comme de plus en plus de personnes font du jardinage, le monde rural est plus sensible à l'agriculture, et les rapports entre population et producteurs ou productrices sont meilleurs. Une participante pense que les personnes agricultrices doivent être fières de leurs productions, de la même façon qu'elle est fière des productions de son jardin. Cependant, une personne nuance et affirme qu'elle a bien conscience que sa pratique du jardinage n'a rien à voir avec les pratiques agricoles à très grande échelle. Finalement, deux personnes interviewées expliquent que lorsqu'elles étaient jeunes, elles récoltaient les fruits et les légumes, mais tuaient également les poules. Cela leur a permis de prendre conscience de la nécessité de tuer des animaux pour pouvoir consommer de la viande, et d'avoir des connaissances sur la production animale. Une personne explique qu'aujourd'hui il y a moins de sensibilisation à la production animale, les jeunes possèdent moins de connaissances.

Cette troisième partie au sein du chapitre consacré à la présentation des résultats a permis de faire ressortir des éléments concernant l'état actuel de la proximité physique, sociale et des occasions de rencontre entre les personnes interviewées et les personnes agricultrices du territoire. Des éléments du passé et du futur souhaité ont aussi été exposés. Finalement, nous observons que la proximité entraîne des effets positifs, mais aussi plus négatifs. Concernant les effets positifs, l'acquisition de connaissances a été mentionnée plusieurs fois. La deuxième partie de ce chapitre y est consacrée.

5.4 NIVEAU DE CONNAISSANCE SUR LE SECTEUR AGRICOLE DE LA MRC DE MARIA-CHAPDELAINE

Abordons maintenant le niveau de connaissance sur le secteur agricole de la MRC de Maria-Chapdelaine. Les résultats concernant le niveau de connaissance estimé des personnes participant à la recherche sont d'abord présentés, puis ceux abordant le niveau de connaissance estimé du reste de la population de la MRC et enfin les moyens d'informations des participants et des participantes.

5.4.1 NIVEAU DE CONNAISSANCE AUTOESTIMÉ

Une majorité de personnes (8/15) rencontrées en entrevue disent avoir très peu de connaissances. Les autres personnes rencontrées se répartissent de façon relativement égale entre un niveau de connaissance moyen (3/15) (quelques connaissances) et un niveau de connaissance assez bon ou bon (4/15).

Les personnes participantes estiment avoir des connaissances à propos de :

- La nature des productions du territoire : lait, pommes de terre, céréales, petits fruits et notamment le bleuet (production très importante), foin, maraîchage ;
- Les modèles de production : exploitations en agriculture biologique et exploitations en agriculture conventionnelle (les participants ne sont pas d'accord sur la proportion de chaque type d'exploitation), utilisation industrielle de serres, diversification des modèles agricoles ;
- Les techniques de production : modernisation des équipements, utilisation des technologies, automatisation par exemple au niveau de la production laitière.

Selon les personnes participantes, leurs lacunes en matière de connaissances portent sur :

- La nature des productions du territoire ;
- Les types de production / méthodes employées : production biologique ou non, avec ou sans OGM, utilisation ou non de pesticides, méthodes employées de manière générale :

« Je sais pas, t'sais à quel point euh, nos agriculteurs sont bio, pas bio, OGM, pas OGM, je saurais pas dire." (P01) ;

- Le fonctionnement d'une exploitation agricole ;
- Les spécificités de l'agriculture nordique ;
- La transformation des animaux : « À quoi qui servent ces animaux-là, de quelle façon ils vont être transformés, elle vient d'où puis elle a été traitée comment la viande qu'on mange ? Est-ce qu'ils mettent des pesticides sur tous nos aliments, on sait rien de ça. » (P08) ;
- La vente des productions et la quantité de productions exportées à l'extérieur de la MRC :
« Je sais pas à quel point les produits qu'on produit ici, on les mange vraiment, ou on les exporte en majorité, c'est dur à dire pour moi. » (P08).

Les personnes interviewées expliquent posséder des connaissances grâce à leurs activités professionnelles, aux membres de leur famille ou connaissances qui travaillent dans le secteur de l'agroalimentaire, aux travaux réalisés sur des fermes étant jeunes, aux achats réalisés auprès des productrices et producteurs locaux et grâce aux visites de fermes : « Je pense que j'suis plus sensibilisée grâce à ma job. » (P01) « J'ai toujours vu ça, élever nos poulets, faire l'abattage, tout nettoyer ça, fait que je sais vraiment c'est quoi le travail de ça ». (P09). Une personne ajoute que plus elle vieillit, plus elle se questionne sur ce qui l'entoure et notamment la nature des plantes cultivées : « Plus je vieillis plus je me pose de questions, peut-être plus jeune je me les posais pas là, c'est quoi cette plante-là, qu'est-ce qu'elle fait puis tout. » (P05).

Au contraire, les répondants et les répondantes affirmant ne posséder que peu de connaissances expliquent cela par l'absence de proche travaillant dans ce secteur et le fait de ne jamais avoir travaillé sur une ferme étant jeune :

Très faible, j'connais rien à rien. [...] J'ai aucune, aucune connaissance, j'ai jamais travaillé sur une ferme. J'ai jamais connu des gens qui avaient des fermes. Je connais rien là-dedans. (P11)

J'suis pas très connaissant, j'ai jamais été vraiment en lien avec l'agriculture de toute ma vie, j'ai jamais eu de, dans ma parenté proche, j'ai jamais travaillé sur une ferme, à part faire les foins un peu là. Donc euh, ma connaissance, ça dépend c'est sur quelle échelle là, mais t'sais, j'suis pas très connaissant là, très moyenne là. (P14)

Une participante affirme que ses connaissances sont limitées à ce qu'elle observe sur le terrain, elle estime que cela n'est pas suffisant et pas très objectif. Une personne pense qu'elle a davantage de croyances et de préjugés que de réelles connaissances.

Parmi les personnes rencontrées, notamment celles ayant un niveau de connaissance faible, plusieurs estiment que leur niveau de connaissance est insuffisant et souhaitent en acquérir davantage. Une personne dit même être « gênée » par son manque de connaissance, considérant l'importance de l'agriculture pour l'économie de la MRC. Plusieurs personnes (4/15) souhaitent aussi que leurs enfants aient plus de connaissances sur la provenance de leurs aliments, la façon dont les fruits et légumes poussent : « Bah surtout c'est ça avec un enfant là t'sais j'veux qu'elle sache mettons plus, ses aliments viennent d'où, puis le processus puis tout ça, fait qu'on dirait que j'essaye plus de la sensibiliser, mais là tu sais je suis pas *groundée* agricole. » (P07).

5.4.2 NIVEAU DE CONNAISSANCE ESTIMÉ DE LA POPULATION LOCALE

Pour une majorité de personnes répondantes, la population de la MRC a une faible connaissance de son agriculture et l'agriculture reste relativement méconnue. Une personne précise que les jeunes ont moins de connaissances qu'autrefois. Quelques participants sont plus optimistes et pensent que la population a une bonne connaissance de l'agriculture au niveau de sa municipalité, ou au moins qu'elle connaît globalement le travail des personnes agricultrices :

Les gens de la MRC trouvent ça important. Oui parce qu'ils sont en mesure de le voir. Parce que la MRC c'est 12 petites municipalités. Donc les gens de Saint-Stanislas ils savent ce qui se passe à Saint-Stanislas, comme à Normandin. T'sais fait qu'ils sont, ils sont au fait de ce qui se passe dans leur milieu. (P02)

Les connaissances de la population porteraient sur l'augmentation de la valeur des terres agricoles. Les lacunes porteraient sur :

- Les pratiques agricoles sur le territoire : modes de production de la viande, utilisation de pesticides ou non en production végétale ;

- La nature des productions du territoire : la diversité des productions et cultures présentes, les productions spécifiques au territoire comme la camerise ;
- L'importance du rôle de la population dans la restructuration de l'agriculture et les formes d'agriculture présentes sur le territoire ;
- Les difficultés connues par les agriculteurs et les agricultrices.

Les personnes affirmant que les habitants et les habitantes de la MRC ont un faible niveau de connaissance, l'expliquent grâce à différents éléments. Un premier élément abordé par quelques personnes interviewées est le manque de curiosité intellectuelle de la population. Elle ne ferait pas l'effort de se renseigner sur l'agriculture. Bien qu'une majorité d'habitantes et d'habitants de la MRC soient entourés de fermes, ils y seraient indifférents :

Je trouve que les gens sont quand même très euh, sont pas très curieux de ce genre de problème. Je sens pas qu'il y ait une curiosité naturelle pour ça en tout cas. (P01)

J'ai l'impression peut-être que oui que le monde sont indifférents un peu à l'agriculture. J'ai l'impression qu'on mange dans son assiette puis il s'pose pas plus de questions. [...] On a des fermes autour, ça fait partie de la vie, c'est notre quotidien. T'sais ça nous intéresse pas plus que ça là. On sait qu'ils sont là, on l'a vu qu'ils font c'qu'ils font un peu, mais sans plus là. (P12)

Selon une participante, c'est une population déjà sensibilisée qui fera l'effort de se renseigner. Une personne ajoute que le taux d'alphabétisation et de diplomation est assez faible sur le territoire. Finalement une personne évoque un accès difficile à l'information, point développé dans la partie suivante.

Quelques participants et participantes évoquent les conséquences d'un faible niveau de connaissance sur l'agriculture locale. Le manque de connaissance favoriserait la désinformation. Ainsi, il y aurait beaucoup de fausses conceptions entraînant une dévalorisation de l'agriculture par rapport à des sujets tels que l'environnement, ou le bien-être animal. Ensuite, une personne associe le niveau de connaissance au niveau de respect de l'agriculture. Une autre estime qu'il est important que la population soit consciente de ce qu'elle mange, de la nécessité de tuer des animaux pour les consommer : « Bah moi je crois depuis mon enfance qu'il faut être conscient de ce qu'on mange. Il

faut savoir que la bête faut la tuer. T'sais ça a été dur la première fois qu'on a tué une poule, j'ai pleuré [rire], mais faut que ça passe par là » (P11). Finalement, selon une participante, posséder un bon niveau de connaissance sur l'agriculture de son territoire apporterait de la fierté :

Dépendamment des types de culture c'est sûr que ça va avoir un rôle social aussi quand on peut connaître son maraîcher ou connaître les agriculteurs qui produisent directement notre nourriture, qu'on sait comment ça a été produit, qu'on sait que ça a été fait juste à côté, il y a une fierté un petit peu à aller, à savoir, à avoir ces connaissances-là, puis à consommer ces produits-là. Donc ça a un rôle social important. (P06)

5.4.3 MOYENS D'INFORMATION

Lors des entrevues, les participants et les participantes évoquent les moyens de s'informer sur l'agriculture. Cinq personnes expliquent lire régulièrement les journaux. Deux personnes mentionnent *Le Nouvelles Hebdo*, un journal local basé à Dolbeau-Mistassini. Une autre mentionne aussi *Le Devoir*. Un répondant explique que les journaux le renseignent par exemple sur les bleuets, la qualité de la récolte, leur prix, etc.

Deux personnes expliquent écouter *Radio-Canada*, à la radio ou en ligne. Une autre personne précise que la radio ne lui permet pas de connaître les productrices et les producteurs qui réalisent de l'agriculture de proximité, car ceux-ci ne font pas de publicité.

Trois personnes disent regarder ou avoir regardé l'émission *La semaine verte*, et trouvent celle-ci très intéressante. Trois personnes reçoivent de l'information grâce à des documentaires. Finalement, deux personnes expliquent regarder l'émission *L'amour est dans le pré*. Si une personne ne dit pas que cela lui permet de s'informer, la deuxième personne explique que cela lui permet de se renseigner sur le mode de vie des agriculteurs et des agricultrices et sur leur difficulté à faire des rencontres.

Deux personnes affirment faire des recherches sur internet pour trouver des lieux proposant de l'agrotourisme, de l'autocueillette, de la vente de produits locaux. Une personne interviewée dit

s'informer grâce à la plateforme *Borée*, qui regroupe des informations sur beaucoup d'agriculteurs et d'agricultrices du territoire. Une personne mentionne le site de *Zone boréale* qui renseigne sur l'agriculture de proximité.

Plusieurs personnes expliquent recevoir de l'information sur *Facebook*. Elles mentionnent notamment les pages de la ville de Dolbeau-Mistassini et celle de la MRC. Sur ces pages, elles trouvent par exemple de l'information sur les exploitations réalisant de la vente directe (kiosque et autocueillette). D'autres se renseignent directement sur la page des exploitants et des exploitantes proposant de la vente directe.

Sept personnes disent recevoir de l'information grâce à leurs activités professionnelles. Pour la majorité d'entre elles, c'est d'ailleurs leur principale source d'informations. Certaines personnes interviewées sont amenées à rencontrer des agriculteurs et des agricultrices ou même à visiter des fermes dans le cadre de leur travail. D'autres ont des discussions avec des collègues qui travaillent plus spécifiquement sur des dossiers liés à l'agriculture.

Six répondantes et répondants expliquent recevoir de l'information par le bouche-à-oreille. Il s'agit souvent de leur principale source d'information. Ils échangent avec leurs amis, leur famille, leurs voisins, leurs partenaires de hockey. Ces personnes sont toutes liées de façon plus ou moins étroite au secteur agricole. Deux répondants expliquent que le bouche-à-oreille est facilité dans les petites municipalités rurales par rapport aux grandes villes. Il est plus facile de s'arrêter et de discuter, les agriculteurs y sont omniprésents. Une participante reconnaît que le bouche-à-oreille est le moyen d'information le plus efficace sur le territoire.

Quelques personnes interviewées évoquent la nature des informations diffusées par les médias. Une répondante pense que les médias participent à la sensibilisation sur l'agriculture et évoquent particulièrement l'importance de l'achat local, des circuits courts et du soutien aux personnes agricultrices. Elle pense que les médias donnent une image plutôt positive de l'agriculture.

Une autre personne souligne par exemple le travail de communication et d'information réalisé par la coopérative régionale, *Nutrinor*, au travers de ses publicités. Au contraire, quelques répondantes et répondants disent recevoir beaucoup d'informations négatives sur l'agriculture lorsqu'ils cherchent à s'informer. Une personne évoque les documentaires sur l'industrie laitière et dit avoir conscience que cela n'est pas représentatif des pratiques réalisées au sein de la MRC. Une autre évoque le documentaire sur *Monsanto*. Une troisième personne dit regarder des documentaires montrant l'impact de l'agriculture sur l'environnement (ex. : sur la consommation d'eau par l'agriculture).

Les participants et les participantes à la recherche évoquent également les limites de l'accès à l'information. Plusieurs personnes expliquent ne pas recevoir d'information sur l'agriculture dans leur quotidien. Certaines disent ne pas faire l'effort de s'informer, quand d'autres pensent que c'est à chacun et à chacune de faire l'effort de se renseigner sur l'agriculture. Des participants et participantes expliquent que les informations diffusées par les différents médias portent rarement sur l'agriculture. Deux personnes précisent avec humour qu'elles n'entendent parler des agricultrices et des agriculteurs que lorsque ceux-ci manifestent pour avoir plus d'argent et que cela ne donne pas beaucoup d'informations sur l'agriculture. Par la suite, quelques participants et participantes expliquent que la majorité de l'information est transmise de façon informelle, par le bouche-à-oreille, ce qui est handicapant pour des personnes qui ne connaissent pas le milieu ou qui viennent d'arriver sur le territoire. Ainsi, une participante déplore le manque d'informations sur les canaux officiels concernant les producteurs et les productrices qui font des kiosques à la ferme. Elle précise que les informations contenues par certains sites internet sont désuètes. Finalement, une personne affirme que les productrices et les producteurs ne sont pas de très bons communicants, une autre, que les personnes agricultrices échangent beaucoup d'informations entre elles, mais ne partagent pas ces informations à l'extérieur de leur cercle. Au contraire, une participante affirme que les agriculteurs et les agricultrices apprécient parler de leur façon de vivre, de leur enfance et de leurs terres.

Pour conclure, la deuxième partie de ce chapitre consacré à la présentation des résultats a permis d'aborder le niveau de connaissance et aussi les différents moyens d'information utilisés par

les personnes interviewées. Si celles-ci ont des estimations assez diversifiées de leur niveau de connaissance, elles semblent s'accorder sur le fait que la population de la MRC a un niveau de connaissance faible sur l'agriculture locale. Selon quelques personnes participantes, une des conséquences d'un faible niveau de connaissance est la dévalorisation et l'apparition de fausses conceptions autour de l'agriculture. Ainsi, la troisième partie de ce chapitre est consacrée aux perceptions à l'égard de l'agriculture et des personnes agricultrices.

5.5 PERCEPTIONS DU MÉTIER D'AGRICULTEUR OU D'AGRICULTRICE AU SEIN DE LA MRC DE MARIA-CHAPDELAINE

La cinquième partie des résultats permet d'aborder les perceptions du métier d'agriculteur ou d'agricultrice. Une distinction est faite entre les perceptions des personnes participantes et l'appréciation des personnes participantes par rapport aux perceptions du reste de la population de la MRC.

5.5.1 APPRÉCIATION PERSONNELLE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR OU D'AGRICULTRICE

Nous nous intéressons ici à la perception des répondants et des répondantes par rapport au métier d'agriculteur ou d'agricultrice. Tout d'abord, la majorité des personnes rencontrées considèrent que l'agriculture est un métier difficile. Elles mentionnent des conditions de travail exigeantes. Les agriculteurs et les agricultrices travaillent beaucoup et n'ont pas de repos : « Selon moi ils se lèvent vraiment tôt, ils ont jamais de congés. » (P08) « Moi j'ai mes fins de semaine, mes soirs, l'agriculteur, en grosse période n'a pas de vie si on veut. T'sais sa vie c'est la ferme. » (P12). Ils ne peuvent pas concilier leur vie professionnelle avec une vie personnelle. Les personnes agricultrices travaillent avec des éléments qu'elles ne contrôlent pas comme les conditions météorologiques. Elles subissent beaucoup de pressions pour faire évoluer leurs pratiques. Une participante précise que le travail est encore plus dur lorsqu'il s'agit d'agriculture biologique : « Puis bio en plus je trouve ça mérite encore plus de félicitations puis d'encouragements là parce qu'il faut qu'ils gèrent avec tous les insectes puis ci pis ça. » (P09). Finalement, plus qu'un travail difficile, pour

certaines répondants, c'est un travail pénible, avec de nombreuses contraintes : « Le monde agricole c'est un peu un missionnariat entre guillemets. » (P13). Une personne nuance en expliquant que le travail est moins exigeant physiquement qu'autrefois : « Dans le temps c'était tout de l'ouvrage de bras là. C'était, c'était plus de la misère » (P09). Finalement, une personne interviewée se demande si elle associerait plus de positif au métier en ayant plus de connaissances sur ce milieu. Au contraire, une autre personne affirme que plus elle est informée sur l'agriculture, plus elle se rend compte de la difficulté du métier.

Ensuite, une personne interviewée pense que les agriculteurs et les agricultrices s'en sortent bien financièrement, tandis que plusieurs autres estiment que leur rémunération n'est pas à la hauteur du nombre d'heures travaillées : « Ils s'en sortent bien, mais si tu fais le ratio coûts à l'heure, [...] j'suis pas sûre à quel point c'est tant payant que ça. » (P08). « Écoute c'est tellement travailler pour ce que ça peut rapporter au bout, à part d'être vraiment une grosse ferme de la mort. » (P12). Les participants et les participantes ajoutent que les personnes agricultrices connaissent des difficultés financières et s'endettent beaucoup, ce qui constitue un facteur de stress et de pénibilité supplémentaire : « Aujourd'hui je pense que c'est peut-être moins dur physiquement, mais par contre, sont peut-être plus endettés, peut-être plus au niveau économique que c'est plus difficile [...] c'est plus des gros termes là » (P09). Plus précisément, les éleveurs et les éleveuses feraient face à des difficultés financières plus importantes : « Les gens qui ont des animaux, au niveau agricole, ils ont tous de la misère là. » (P13). Ensuite, les changements climatiques et la météo de manière générale feraient varier les revenus des personnes agricultrices. Finalement, une minorité d'entre elles, possédant de très grosses fermes, serait très bien rémunérée. Une répondante explique d'ailleurs qu'il y a quelques années, les exploitations étaient toutes de très grande taille et étaient possédées par quelques familles seulement. Cela donnait une impression de monopole de la richesse.

Comme conséquence de cette pénibilité, plusieurs personnes interviewées affirment que le métier d'agriculteur ou d'agricultrice n'est pas recommandable. Ces personnes expliquent qu'elles ne seraient pas capables de travailler autant, et qu'elles ne souhaiteraient pas que leurs enfants se

lancent dans ce domaine : « Quand je les regarde travailler, je me dis, écoute, je ne voudrais pas que mon enfant se lance là-dedans [...] T'sais sa vie c'est la ferme. Je suis persuadé que la majorité aime ça, mais, pour moi on dirait que c'est pas un mode de vie là. » (P12). Par exemple, une participante explique avoir réalisé de nombreux travaux agricoles sur l'exploitation familiale étant jeune et ne pas souhaiter que son enfant démarre une exploitation agricole et mène une vie aussi dure que ce qu'elle a connu. Au contraire, une personne qui n'a pas travaillé sur une exploitation étant jeune, et qui ne possède pas de famille travaillant dans ce secteur, explique qu'elle aurait aimé exercer ce métier.

Une autre conséquence de la difficulté associée au métier est le respect et la reconnaissance que la majorité des personnes répondantes expriment, qu'elles soient proches du milieu agricole ou non :

Je trouve que c'est un métier qui est, qui a l'air d'être très difficile, pour lequel j'ai énormément de respect. (P03)

Un grand respect, vraiment là, ça c'est quelque chose que je ferais pas là, t'sais de travailler, t'sais de l'aube au coucher du soleil sans vacances et tout là, pour vrai là, je trouve que c'est des conditions qui sont quasi inhumaines vraiment là. T'sais quand tu veux avoir une conciliation travail/famille c'est quasi impossible. Ils ont vraiment tout mon respect parce que c'est vraiment je pense, des horaires puis des conditions qui sont, très, très, très difficiles. (P07)

Quelques personnes interviewées affirment que les agriculteurs et les agricultrices exercent un métier essentiel en nourrissant la population : « Je pense que sans eux il y a pas grand-chose. » (P04). Une personne avoue que lorsqu'elle était jeune, elle estimait que les personnes agricultrices faisaient partie d'une basse classe sociale. Leurs enfants étaient souvent stigmatisés à l'école, on disait qu'ils ne sentaient pas bon. Aujourd'hui, la personne a changé d'avis, notamment grâce à des rencontres avec des individus issus du milieu :

Ça sent pas bon [rire], les gens qui travaillent là-dedans souvent, à l'école, ils allaient traire les vaches avant d'arriver, t'sais tu sentais toute la journée. Elles sont facilement repérables ces personnes-là. [...] Mais la plupart des fermiers là, ça sent dans la maison, ça sent partout. Ça c'est un côté négatif, j'ai toujours trouvé que c'était une basse classe d'être fermier, de mon point de vue. Aujourd'hui je ne vois plus ça comme ça, mais enfant c'est ce que ça me donnait comme expression. (P11)

Pour les raisons évoquées précédemment, quelques répondants et répondantes affirment que le métier d'agriculteur ou d'agricultrice est un métier singulier : « Ils sont vraiment dans un autre monde je trouve, c'est un métier à part. » (P08). Il s'agirait d'un métier de plein air, et les personnes agricultrices auraient un lien particulier avec leur terre : « D'abord, je dirais c'est un métier de plein air. [...] Moi j'ai toujours pensé qu'il y avait une relation intime entre le cultivateur et sa terre. » (P13). Une personne explique que l'agriculture n'est pas un métier qui se choisit, c'est un métier qui s'impose de lui-même lorsque les parents sont aussi agriculteurs : « Moi je présume que c'est pas un métier que tu choisis, mais plus un métier qui vient avec la famille, t'sais. » (P10). Ainsi, personne ne se lancerait sans avoir déjà un lien avec le milieu agricole. Puis, quelques participants et participantes expliquent que plus qu'un métier, l'agriculture est une vocation. Mais ce mode de vie exclurait les productrices et les producteurs de la société. Ils n'auraient pas de vie sociale à l'extérieur de leur ferme et seraient isolés : « Je pense c'est plus des gens qui sont un peu, pas isolés là, mais un p'tit peu je pense, vu la charge de travail puis la dynamique qui les entoure. » (P08).

Quelques participantes et participants abordent les traits de caractère associés aux personnes agricultrices. Ils décrivent des personnes chaleureuses et débrouillardes. Selon quelques répondants, les personnes de ce milieu se connaissent bien et s'entraident : « Les agriculteurs bien souvent c'est des familles qui sont tissées serrées » (P15). Une participante associe un aspect négatif à cela en expliquant que les personnes de la communauté agricole sont très proches entre elles, mais moins ouvertes au reste de la population. Au contraire, une répondante affirme que les agriculteurs et les agricultrices apprécient échanger avec d'autres personnes : « Surtout les agriculteurs, ils aiment beaucoup ça parler de leur façon de vivre, puis tout là. » (P15). Malgré leurs conditions de travail, une personne explique que la majorité des personnes agricultrices aiment leur travail et sont fières de leurs productions. Finalement, selon une participante, les agricultrices et les agriculteurs de la MRC connaissent bien les enjeux du milieu et sont impliqués dans le développement de la communauté. Mais selon une autre personne, ceux-ci n'ont plus le temps de s'impliquer en raison de leur importante charge de travail.

Une majorité de répondants et de répondantes évoquent l'impact de l'exercice du métier d'agriculteur ou d'agricultrice sur l'environnement. Une personne interviewée explique que les personnes agricultrices possèdent une responsabilité face à l'environnement physique qui les entoure, notamment la terre et les cours d'eau. Mais les agriculteurs et les agricultrices pollueraient cet environnement physique : « Souvent les agriculteurs c'est quand même des pollueurs là. » (P14). D'autres personnes participantes sont plus optimistes et mentionnent que les agricultrices et les agriculteurs de la MRC sont sensibilisés à l'environnement et mettent en place des pratiques durables. Plusieurs répondants et répondantes reconnaissent les efforts réalisés par les personnes agricultrices en matière d'environnement, mais pour la majorité, ce n'est pas suffisant. Elles devraient davantage s'impliquer dans la protection de l'environnement et respecter les normes environnementales : « Mais sinon je pense qu'il y a encore un travail à faire au niveau du développement durable à ce niveau-là. S'assurer que tout le monde soit à la norme là. Mais j'imagine qu'ils doivent être obligés d'être à la norme, fait que, j'en sais pas plus. » (P08). Une personne estime que les agriculteurs et les agricultrices se plaignent beaucoup concernant cette réglementation. Finalement, quelques participants et participantes disent avoir conscience que les pratiques des personnes agricultrices dépendent de contraintes externes, des contraintes qui évoluent au cours du temps. Elles dépendraient par exemple des conseils des agronomes et des subventions du gouvernement :

En fait euh, les agronomes qui vendent des pesticides, c'étaient les mêmes que ceux qui conseillaient les agriculteurs, bah c'était peut-être pas que de la faute des agriculteurs si y a beaucoup de produits qui sont utilisés, c'est peut-être parce que les gens qui sont supposés les aider sont pas les bonnes personnes. Donc il y a peut-être besoin de plus aider et accompagner les gens qui sont là pour nous nourrir plutôt que de leur taper dessus mettons. (P06)

Mais ils n'ont peut-être pas toujours le soutien gouvernemental qui les aide à avoir les aménagements non plus pour pas polluer là. (P14)

5.5.2 APPRÉCIATION ESTIMÉE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR OU D'AGRICULTRICE

Dans un deuxième temps, nous nous intéressons aux perceptions des participants et des participantes à l'étude concernant les perceptions des autres personnes habitant dans la MRC à

l'égard du métier d'agriculteur ou d'agricultrice. Une participante explique ne jamais avoir entendu personne dénigrer les personnes agricultrices dans son entourage. Une autre personne estime qu'une partie de la population locale n'apprécie pas les agriculteurs et les agricultrices. La population aurait l'impression que les personnes agricultrices ont beaucoup de pouvoir, sur les terres, sur l'employabilité et donc sur une certaine richesse. La population penserait également que les agriculteurs et les agricultrices ne respectent pas toujours la loi, notamment au niveau environnemental. La personne reçue en interview ne sait pas dire si toutes ces perceptions sont fausses ou en partie vraies. Elle estime cependant que les personnes qui sont amies avec des agriculteurs et des agricultrices connaissent mieux leur réalité et ont plus de reconnaissance pour leur métier. Finalement, elle pense qu'il est nécessaire d'améliorer la perception de la population locale vis-à-vis de l'agriculture :

Les gens qui sont issus du milieu agricole le valorisent beaucoup, est-ce que les autres gens dans le village le valorisent autant, sûrement pas. Ça reste toujours un peu comme deux clans. T'as les agriculteurs puis t'as les autres. Parce que là t'as les agriculteurs qui ont un peu un contrôle mettons, entre guillemets, sur les terres, les lots, sur l'employabilité, sur une certaine richesse. Je ne dirais pas que tout le monde aime les agriculteurs. Il y a de l'ouvrage à faire par rapport à ça. [...] Je ne dirais pas que c'est la main dans la main. Il y a des gens qui sont pas agriculteurs, qui sont chum avec des agriculteurs, puis qui connaissent un peu leur réalité, qui la reconnaissent, mais c'est pas le cas de tout le monde. Est-ce qu'il y a moyen d'améliorer ça ? Sans doute, puis c'est important d'après moi. (P13)

Pour la population aussi, le métier d'agriculteur ou d'agricultrice serait peu recommandable. Un répondant prend pour exemple les personnes habitant dans la municipalité de Péribonka et explique que ces dernières ont une moyenne d'âge de 40 ans et ne souhaitent pas travailler 90 heures par semaine comme leurs parents et leurs grands-parents. Ces personnes veulent profiter de la vie, ce qui n'est pas compatible avec le métier d'agriculteur ou d'agricultrice.

Une personne interviewée rapporte que la population locale pense que les agriculteurs se plaignent souvent. Ainsi la population n'aurait pas conscience des difficultés (notamment économiques) éprouvées par les personnes agricultrices :

On entend souvent des gens dire oh les agriculteurs ils se plaignent tout le temps, mais parce que c'est pas facile non plus là. (P14)

J'sais pas si les gens ont vraiment conscience de la charge de travail, quasiment du don de soi euh, des agriculteurs. (P07)

Quelques répondants et répondantes affirment qu'autrefois, le statut social des agriculteurs et des agricultrices était dévalorisé. Une personne explique cela par le fait que souvent, les personnes agricultrices n'étaient pas instruites. Ainsi, une participante raconte que lorsqu'elle a rencontré son partenaire agriculteur il y a 20 ans, ses amis diplômés de l'université ont rabaisé son conjoint. Quelques répondants et répondantes affirment qu'aujourd'hui, la perception des gens à l'égard des personnes agricultrices a évolué. Cela serait lié au fait que les propriétaires d'exploitation ont plus de qualifications académiques (souvent ils ont un Baccalauréat). Cependant, plusieurs répondants et répondantes affirment que le métier n'est toujours pas considéré à sa juste valeur. La population n'aurait pas assez conscience de l'impact de l'agriculture sur le territoire et sur leur vie :

Je pense que, il y a encore du chemin à faire pour les reconnaître à leur juste valeur. Puis t'sais mesurer tout l'impact qu'ils ont sur nos vies, et sur l'avenir de notre territoire. [...] Comme si c'était pas considéré parfois comme un vrai métier, qui mérite pas forcément de respect, ou pas assez d'attention. (P01)

Une répondante ajoute que les personnes habitant en ville et celles habitant à la campagne n'ont pas la même considération pour le métier : « Moi en ayant grandi en ville, je vois cette division, cette séparation entre les gens qui viennent des villes et les gens qui viennent de la campagne. » (P03). En outre, une participante ajoute que la dévalorisation du métier entraîne un désintéressement de la part des jeunes qui souhaitent plutôt réaliser de hautes études universitaires. Cela mettrait en péril la relève agricole et l'autonomie alimentaire du territoire : « Mais t'sais si on leur dit pas que c'est un métier important dans la vie, ils iront pas étudier là-dedans, puis on n'aura personne pour nous nourrir dans les années à venir. » (P05). Cela a également d'autres conséquences qui sont présentées dans la sous-partie suivante.

Une personne reçue en entrevue affirme que les agricultrices et les agriculteurs sont souvent pointés du doigt par la population concernant les enjeux environnementaux. Or, la population n'aurait pas conscience que les pratiques des personnes agricultrices ne dépendent pas uniquement de celles-ci, mais s'intègrent dans un système plus global qui contraint les producteurs et les

productrices à chercher plus de rentabilité : « Des fois on tape un peu facilement sur le fait qu'au niveau environnemental c'est pas parfait, mais c'est quand même une profession qui est vraiment difficile et il y a plein d'agriculteurs qui font attention à ce qu'ils font, et qui ont peut-être juste besoin d'accompagnement. » (P06).

Finalement, une personne interviewée affirme que la pandémie a permis d'améliorer l'image que la population a des agriculteurs et des agricultrices. Tandis qu'une autre pense que la population valorise davantage l'agriculture que les personnes agricultrices : « T'sais tout le monde veut avoir de bons légumes, de bons fruits, du bon fromage, et tout ça chez eux, mais est-ce qu'ils valorisent l'agriculture en tant que telle, mais il ne valorise pas nécessairement les gens qui font ce travail. » (P05).

5.6 PERCEPTIONS DES FONCTIONS DE L'AGRICULTURE SUR LE TERRITOIRE

La sixième et dernière partie du chapitre consacré aux résultats présente les perceptions des personnes interviewées concernant les activités agricoles. Comme expliqué précédemment, ces perceptions sont envisagées dans le cadre de la MFA, selon les modèles développés par Wilson (2009, 2007). Il s'agit de comprendre, selon les participants et les participantes à l'étude, quels sont les effets des activités agricoles sur le territoire et la population qui y habite. Ainsi, les fonctions de l'agriculture observées par les personnes répondantes sur le territoire sont abordées dans l'ordre suivant : la fonction de production alimentaire, les fonctions économique, sociale, environnementale et culturelle.

5.6.1 FONCTION DE PRODUCTION ALIMENTAIRE

La production agricole a été abordée par les personnes participantes selon une perspective de satisfaction du besoin vital qu'est l'alimentation, mais aussi selon une perspective de création de richesse. Dans cette partie nous nous intéressons aux résultats concernant la première dimension,

soit la production alimentaire. L'ensemble des personnes interviewées s'accordent sur le fait que l'agriculture permet de nourrir la population : « Ils nous nourrissent. On ne se le cachera pas, si l'agriculture n'était pas là on ne mangerait pas. » (P12) « C'est eux autres qui mettent le manger sur la table » (P04). Quelques participants et participantes expliquent qu'autrefois, l'agriculture permettait principalement de nourrir la famille, seuls les surplus étaient vendus. Beaucoup de familles possédaient au moins quelques animaux :

On avait tous, familialement une vache pour le lait dans chaque famille, un cochon ou deux pour passer l'hiver. T'sais c'était pas pour faire de l'argent, c'était pour nous. [...] On faisait peut-être une trentaine de poulets là pour deux familles, l'autre faisait des dindes, on s'échangeait ça là. Mais t'sais c'était seulement pour nous, c'était pas pour vendre. (P11)

Une personne interviewée raconte que lors de La Grande Dépression, le fait de posséder une terre permettait de survivre. Sa grand-mère a ensuite voulu que chacun de ses fils possède une terre en cas de nouvelle crise. Il s'agit d'une réalité très éloignée de ce que l'on vit actuellement. Ensuite, les personnes répondantes ajoutent qu'aujourd'hui, l'agriculture permet toujours de nourrir la population, mais de façon bien différente. Quelques-unes avouent ne pas connaître la destination des aliments produits au sein de la MRC : « Il y a beaucoup de produits qu'on fait, est-ce que ces produits-là se retrouvent sur les tablettes des autres régions, d'autres pays, tout ça je l'sais pas. » (P05). Une autre affirme que la majorité des productions de la MRC sont vendues à l'extérieur de la région. Finalement, plusieurs répondants et répondantes souhaitent que l'agriculture participe davantage à l'autonomie alimentaire du territoire. Pour cela, différents leviers sont évoqués : la transformation locale, le maraîchage, l'agriculture de proximité.

Dans un premier temps, quelques personnes participantes expliquent que de nouvelles entreprises réalisant de la transformation sont apparues sur le territoire ces dernières années (transformation de bleuets, production de fromage, microbrasserie, meunerie). Cependant, cela serait encore insuffisant. Ainsi, une personne interviewée déplore le fait que le lait produit sur le territoire parte vers Montréal avant de revenir dans la région pour être vendu. Elle souhaiterait que les circuits alimentaires soient davantage régionaux.

Dans un deuxième temps, si quelques participantes et participants constatent l'augmentation du nombre d'entreprises maraîchères sur le territoire, d'autres estiment que ce n'est pas suffisant pour nourrir la population et permettre au territoire d'être autosuffisant. Ils souhaitent que les petits projets soient davantage encouragés pour qu'il y ait une plus grande diversité de productions vendues localement : « Peut-être que si on avait plus de petits agriculteurs, on aurait plus des variétés. Il y en a peut-être qui seraient plus dans les produits maraichers. Dans la MRC on n'a pas beaucoup de produits maraichers, c'est surtout des céréales, le lait, les vaches laitières. » (P15). En outre, une participante souhaite que plus de fruits et de légumes indigènes soient cultivés.

Dans un troisième temps, quelques personnes rencontrées affirment qu'il existe de plus en plus de lieux proposant de la vente directe et de l'autocueillette. Mais l'accès direct aux produits locaux serait encore trop limité. Une participante donne l'exemple des exploitations produisant des pommes de terre, seules quelques-unes proposent de la vente directe. Plusieurs personnes expriment le souhait de pouvoir davantage s'approvisionner grâce aux exploitations locales.

Les personnes interviewées évoquent également les freins qui ralentissent l'évolution de leurs habitudes vers plus d'achats locaux grâce à l'agriculture de proximité. Plusieurs expliquent ne pas avoir assez de temps pour se déplacer sur les exploitations qui sont réparties sur un grand territoire. Les horaires pour récupérer les paniers de légumes ou se rendre sur les kiosques ne seraient pas adaptés à leur emploi du temps :

[en parlant des kiosques] J'ai tout le temps le goût, mais ça fait en sorte que quand j'finis d'travailler ben j'ai pas le temps d'y aller, la fin de semaine souvent ils sont fermés, fait qu'je me retrouve à aller à l'épicerie qui est ouverte à 7 ou 8 heures le soir, puis le samedi puis le dimanche. (P05)

Mais c'est sûr que je vais pas aller me rendre à Péribonka en auto juste pour acheter un truc local, d'une ferme du coin, prendre le temps, le 40 minutes aller-retour. (P06)

En outre, les participants et les participantes expliquent avoir des difficultés à accéder à de l'information à jour concernant les exploitations qui possèdent un kiosque : « Il y a pas un moyen de savoir exactement qui sont les fermes dans notre coin, qui sont les vendeurs pour pouvoir justement aller les encourager. Parce que ce serait mon but ultime. » (P04). Finalement, le prix des produits

locaux serait aussi un frein. Pour pouvoir changer leurs habitudes de consommation, plusieurs personnes expliquent souhaiter avoir accès à un marché public d'ampleur et de façon régulière : « Je pense que c'est sûr que, ça serait peut-être sympa qu'il y ait plus de relais pour que les maraîchers puissent être plus présents directement dans les centres urbains, ce serait peut-être quelque chose d'intéressant » (P03).

Quelques participants et participantes estiment que la pandémie de COVID-19 a sensibilisé la population à l'importance de l'autonomie alimentaire. En effet, la population a été confrontée à des situations exceptionnelles telles que le manque de produits sur les tablettes d'épicerie. Lors de cette période, une personne explique avoir décidé d'encourager davantage les productrices et les producteurs locaux. Beaucoup de personnes habitant le territoire se seraient mises au jardinage et se seraient aussi inscrites à des systèmes de distribution de paniers de légumes. Une participante nuance, elle doute de la pérennité de ces changements de comportements. Depuis cette période, il y aurait plus de kiosques à la ferme autour du lac et au niveau de la MRC. Ainsi, quelques participants et participantes constatent cette diversification récente des modèles agricoles présents au sein de la MRC : « On exploite en moins grande quantité, mais on mise peut-être plutôt sur la qualité, puis t'sais le bio, le maraîchage, tout ça. » (P01). Finalement, quelques personnes distinguent désormais deux types d'agriculture, une agriculture locale et une agriculture à grande échelle avec respectivement une production de qualité et une production en quantité.

Selon quelques participants et participantes, le climat nordique a un impact fort sur l'agriculture locale et les productions réalisées. Une personne interviewée explique que la saison propice à l'agriculture commence plus tard et se termine plus tôt par rapport aux autres territoires plus au sud du Québec. La production de fruits et légumes serait limitée, et la production de foin et de lait favorisée. Plus récemment, l'apparition de serres aurait permis d'accroître la diversité des cultures.

Quelques personnes interviewées constatent l'évolution des habitudes de consommation de la population. Une participante explique limiter sa consommation de viande, notamment de bœuf,

pour limiter la pollution liée à l'élevage. Une personne explique que la population présente de plus en plus d'intolérances alimentaires, et qu'elle consomme aussi moins de viande, ce qui n'est pas à l'avantage de l'agriculture de la MRC : « On dirait que l'ère 2023 nous incite un peu à pas consommer de produits animaliers. Puis il y a tellement d'alternatives maintenant, lait d'amande, lait de soya, il y en a vraiment beaucoup là. C'est sûr que ça selon moi c'est négatif pour notre industrie là. » (P08).

Finalement, selon un participant, la population considère l'accès à l'alimentation comme un acquis et oublie l'importance de l'agriculture : « On n'y pense pas suffisamment à ça là, que si y a plus d'agriculteurs, bah on mange plus là. » (P02). Une personne interviewée craint que les terres agricoles soient vendues à des personnes étrangères au Canada et que tous les aliments produits soient exportés :

C'est que je trouve encore plus déplorable aujourd'hui, c'est que on vend nos terres à des personnes de pays étrangers qui vivent même pas au Canada. Ça je trouve ça vraiment grave parce que dans l'avenir qu'est-ce qu'ils vont faire ces gens-là, est-ce qu'ils vont utiliser les terres pour nourrir leur pays, puis nous on va pouvoir mourir de faim ou nos enfants ? (P05)

5.6.2 FONCTION ÉCONOMIQUE

La fonction économique correspond à la création de richesse. Une majorité de participants et de participantes considère que l'agriculture a une place importante dans l'économie de la MRC : « Ça reste que c'est une grosse proportion de notre secteur économique » (P08), « C'est un pilier économique l'agriculture. » (P15). Comme évoqué précédemment, une participante explique qu'autrefois, seuls les surplus non consommés par les familles étaient vendus. Mais aujourd'hui, la vente des productions à l'extérieur du territoire permet de générer beaucoup d'argent : « C'est sûr qu'il y a quand même beaucoup de productions qui servent à notre alimentation, mais qui rapportent de l'argent du fait que c'est vendu à l'extérieur. Ça ramène de l'argent ici, ça c'est très bon. » (P13). Une autre personne affirme que ce sont principalement les personnes productrices de bleuets, de lait et de pommes de terre qui permettent de créer de la richesse. Plusieurs participants et participantes s'accordent sur le fait que la production de bleuets constitue une force économique pour le territoire : « [En parlant de la production de bleuets] C'est une force en fait d'être une des régions

qui produit le plus puis qui exporte partout ailleurs au Québec. » (P06). Quelques personnes interviewées ajoutent que les entreprises produisant des pommes de terre connaissent également du succès. En effet, beaucoup de producteurs et de productrices du Nouveau-Brunswick et de l'Île du Prince Edward achèteraient leurs pommes de semence sur le territoire en raison de l'absence de contamination. Ainsi, comme évoqué précédemment dans la sous-partie portant sur les occasions de rencontre, des contrôles régulent l'accès aux fermes (ex. : nettoyage des bottines) pour limiter la propagation des maladies.

Quelques personnes expliquent qu'aujourd'hui, les exploitations agricoles ne sont plus de petites fermes familiales, mais plutôt des entreprises de taille moyenne. Une personne précise qu'elles peuvent valoir des millions de dollars en biens, car elles mobilisent des terres et des équipements toujours plus coûteux. Paradoxalement, elles ne sont pas toujours rentables pour les agriculteurs et les agricultrices. Selon une personne interviewée, les personnes agricultrices doivent racheter les quotas des autres pour rester rentables. Elles sont donc de moins en moins nombreuses et les exploitations sont de plus en plus grandes et productives. Un participant évoque une entreprise serricole située sur la frontière avec la MRC voisine, Domaine-du-Roy. Le fondateur aurait acheté les exploitations de plus d'une dizaine de familles en s'installant. Ainsi, autrefois, plusieurs familles s'enrichissaient alors qu'aujourd'hui ce sont seulement les quelques actionnaires de l'entreprise qui s'enrichissent, et s'enrichissent beaucoup. La personne interviewée estime qu'il est préférable de se tourner vers un modèle constitué de nombreuses petites exploitations :

Bah ça fait qu'il y a plus de familles qui pouvaient profiter de la manne, tu comprends, il y a seulement une qui a ramassé peut-être 10, 20 familles d'agriculteurs là. Là il tombe qu'il est le seul producteur, il ramasse plus d'argent, parce qu'il est millionnaire ce gars-là, plus qu'une fois-là, il a mon âge. Fait que là, les familles qui avaient chacune une petite ferme, et qui avaient une famille tout ça, ben ça en a enlevé plusieurs. Je crois que c'est vers ça qu'il faut qu'on se revire. (P11)

Comme évoqué dans le paragraphe précédent, intéressons-nous à la valeur des terres agricoles. Quelques participants et participantes évoquent sa forte augmentation : « Aujourd'hui c'est sûr quand ils achètent des terres c'est des millions. Nous autres dans le temps, [...] mon arrière-grand-père quand il avait acheté la terre à son père, t'sais c'était des transactions, c'était 60 pièces. » (P09).

Un participant explique que des personnes de l'extérieur de la région ont constaté le prix plus faible des terres du Lac-Saint-Jean par rapport aux alentours de Montréal, elles ont donc souhaité s'y installer, ce qui a fait augmenter le prix des terres. Aujourd'hui, les propriétaires de terres possèderaient une grande richesse, mais il est très difficile pour des personnes n'ayant pas de capital foncier d'en acquérir : « Ça donne une plus grande richesse à ceux qui en ont, mais ça complique la rentabilité financière pour ceux qui veulent en acheter. Les gens qui veulent s'agrandir bah ils s'agrandissent avec des prix beaucoup plus élevés qu'avant. » (P13). Quelques participants et participantes craignent l'achat des terres agricoles par des consortiums, de grandes entreprises, ou des investisseurs, entraînant l'augmentation des prix et empêchant les agricultrices et les agriculteurs locaux d'acquérir ces terres :

J'ai peur que ça soit de gros investisseurs qui achètent toutes les terres, puis que ça devienne une usine à nourriture tout simplement. C'est ce que je pense qui va arriver. (P11)

Ce qui est dommage c'est quand on voit des terres du secteur être achetées par de gros consortium puis des Pangea. Il y a eu des années, ça a été difficile, ils font monter les prix. [...] Ça fait monter les prix puis c'est pas des terres qui appartiennent aux gens du secteur après là. C'est de gros consortium, c'est des gens qui font ça un peu partout dans le monde là. C'est pas bon pour les gens du coin quand ils veulent acheter une terre quand les prix sont rendus doublés là. Ça fait partie des problèmes aussi là. (P14)

Selon une participante, les exploitations agricoles sont des entreprises qui valent très cher en biens, mais aussi en termes de ressources humaines. En effet, elles mobilisent un capital humain important. Une personne reçue en entrevue explique qu'avant les années 1960, 1970 et la formation agricole offerte sur le territoire, les agricultrices et les agriculteurs étaient peu qualifiés. Une autre raconte que les enfants arrêtaient tôt l'école pour travailler sur l'exploitation des parents et ensuite en devenir propriétaires. Mais quelques personnes interviewées affirment qu'aujourd'hui, les agriculteurs et les agricultrices ont plus de qualifications : « C'est qu'aujourd'hui, les gens souvent qui ont des terres, puis les producteurs, ben souvent ils vont avoir un Bacc ou deux. Tandis que dans l'temps c'était de la survie, puis t'était pas instruit nécessairement puis tout ça. » (P09). Ensuite, l'agriculture mobiliserait une quantité importante de main-d'œuvre, et donc permettrait de créer de nombreux emplois. Une personne explique que les entreprises agricoles génèrent aussi des emplois indirects, elle mentionne par exemple les garages qui réparent la machinerie.

Plusieurs personnes participantes mentionnent acheter des produits locaux pour encourager les entreprises locales qui engagent des habitants et des habitantes du territoire, pour maintenir les commerces et les services. Une personne précise que cela participe à maintenir la valeur de sa maison. Une autre explique que les taxes payées par les exploitations agricoles constituent une part importante des revenus des municipalités. Certaines d'entre elles dépendraient même entièrement de l'agriculture.

Selon deux participantes, l'agriculture participe légèrement au tourisme, mais elle pourrait davantage soutenir l'économie du territoire grâce à cette activité : « Je pense qu'on pourrait l'utiliser un peu plus comme virage touristique, parce que t'sais justement la p'tite ferme à Orace ça je trouve que c'est un beau modèle, mais c'est très petit, c'est à petite échelle. » (P08). Il manquerait d'informations pour développer le tourisme. Un autre participant a des doutes sur le fait que l'agrotourisme puisse se développer sur le territoire.

Finalement, selon une participante, il est important de mieux considérer l'apport de la filière agroalimentaire pour l'économie de la MRC et d'investir dans ce domaine :

Parce que présentement on met beaucoup l'emphase sur la forêt, puis avec les feux qu'on a eu cet été, ça a comme scrappé un peu notre environnement. Fait que du côté économique on pourra plus se fier là-dessus pour les prochaines années. Fait que, je pense que le côté de l'agroalimentaire serait bienvenu. (P05)

5.6.3 FONCTION ENVIRONNEMENTALE

Selon quelques personnes participantes, l'agriculture a un rôle environnemental important. Elles déclinent la fonction environnementale en deux dimensions : l'impact sur les écosystèmes et l'aménagement du territoire. Dans un premier temps, la majorité des répondants et des répondantes évoquent les effets des activités agricoles sur les écosystèmes, et notamment sur l'environnement physique (air, eau, sol). Une répondante explique qu'autrefois, à l'époque de ses grands-parents, l'environnement ne constituait pas un enjeu, notamment parce qu'il y avait beaucoup d'espace pour cultiver. L'agriculture était malgré tout respectueuse de l'environnement. Puis, l'industrialisation et la

mécanisation de l'agriculture ont imposé aux agriculteurs et aux agricultrices de nouveaux outils tels que les pesticides et les semences. Une participante explique que le modèle de la monoculture s'est développé, appauvrissant les sols. Ainsi, une personne interviewée raconte qu'étant jeune, elle a observé un épandeur à fumier se déverser directement dans une rivière de la MRC. Elle observait aussi les avions arroser les champs de pommes de terre avec des produits chimiques, elle pense que cela fonctionne toujours de la même façon aujourd'hui. D'autre part, un participant affirme que les pratiques en élevage ont beaucoup évolué dans les 10 à 15 dernières années avec le développement des stabulations libres³ et des robots. Même si cette personne admet ne pas avoir beaucoup de connaissances dans le domaine, elle estime qu'il s'agit de bonnes évolutions pour le bien-être des animaux.

Si l'on revient à l'époque actuelle, deux personnes participantes soutiennent que l'agriculture a un impact positif sur l'environnement. L'agriculture participerait à la protection de l'environnement. En outre, les exploitations de la MRC auraient de bonnes pratiques en matière d'environnement, que ce soit en agriculture biologique ou en agriculture conventionnelle. Les agriculteurs et les agricultrices utiliseraient peu de pesticides. Une personne estime que c'est grâce à l'évolution de la réglementation que l'agriculture est plus respectueuse de l'environnement.

Mais selon quelques participants et participantes, l'agriculture a un impact négatif sur l'environnement. Une personne mentionne l'utilisation de pesticides, deux autres, l'utilisation de paillis de plastique⁴ pour la culture de maïs. Selon une personne interviewée, la pandémie a changé la perception de l'agriculture par la société et les grosses machines de production industrielle n'ont pas une belle image. Deux personnes interviewées mentionnent deux rivières de la MRC dont l'eau est grise et semble être polluée par les activités agricoles : « Ça c'est que de l'eau d'agriculture qu'il y a là-dedans, et c'est gris, c'est dégueulasse là. » (P11) « La rivière Moreau, qui coule dans un milieu

³ Les stabulations libres correspondent à un « aménagement de l'étable où les animaux sont libres de circuler entre les aires de repos, telles que les logettes et les enclos, et les aires d'alimentation » (Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments, 2020).

⁴ Les paillis de plastique sont des films de plastique translucide qui favorisent le réchauffement des sols et permettent de devancer la date de semis. Cette technique est de plus en plus utilisée, notamment pour la production de maïs à ensilage dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Paré et al., 2025).

agricole, est polluée en bonne partie par les agriculteurs. » (P13). La personne explique que bien qu'il n'y ait plus d'épandeur à fumier qui vide son contenu dans la rivière, du fumier s'y retrouve quand même lorsqu'il pleut. Il y aurait également beaucoup d'eau prélevée de la rivière pour arroser les bleuetières en période de sécheresse. Un participant explique que la production animale et notamment l'élevage de bœuf, pollue particulièrement. Finalement, une personne craint que l'achat des terres agricoles par des propriétaires étrangers au territoire encourage des pratiques non respectueuses de l'environnement.

Quelques participants et participantes apportent des nuances à ces effets négatifs. Selon une participante, on peut davantage pardonner à la filière agricole les pollutions engendrées par rapport aux industries, car sa fonction de production alimentaire en fait une activité essentielle. En outre, trois personnes disent avoir conscience que les pratiques agricoles dépendent d'un système plus large qui prône la rentabilité : « Présentement, tout est fait pour avoir le plus bas coût possible, mais le plus bas coût possible il entraîne souvent un coût environnemental très grand qu'on va léguer à nos descendants » (P13). Les citoyens et les citoyennes auraient aussi un rôle à jouer dans ce système : « Je pense que tout le monde a un rôle à jouer par rapport aux questions environnementales. Les citoyens oui, les agriculteurs en bonne partie. » (P13). Ainsi, c'est le système tout entier qui serait à reconsidérer.

Finalement, plusieurs personnes interviewées reconnaissent les évolutions des pratiques agricoles, mais pour la majorité, ce n'est pas suffisant :

Il y a quand même beaucoup de projets, il y a beaucoup d'initiatives qui sont faites pour limiter les impacts environnementaux de l'agriculture, qui sont insuffisants mais qui sont quand même là et donc on s'en va dans la bonne direction, mais, peut-être un peu lentement des fois. (P06)

Selon deux participants, les cours d'eau doivent davantage être protégés, par exemple grâce à des bandes riveraines. Trois personnes souhaitent qu'il y ait plus d'agriculture biologique (par exemple au niveau de la production de pommes de terre), une autre, que les agriculteurs et les agricultrices ayant des pratiques respectueuses de l'environnement aient davantage de visibilité. Une

plus grande diversité de productions permettrait une meilleure adaptation aux changements climatiques :

On pourrait avoir plus de diversité. Parce que, entre autres, avec toutes les questions des changements climatiques, ce qui est bien présentement, va-t-il être bien dans le futur ? [...] La monoculture c'est toujours un peu inquiétant, surtout dans un contexte actuel de changements climatiques, qui semble s'accélérer là. (P13)

Une participante espère voir disparaître l'opposition entre les personnes issues du milieu agricole et celles issues du milieu de l'environnement.

Dans un second temps, une majorité de participants et de participantes abordent l'occupation physique du territoire par les activités agricoles. Plusieurs mentionnent la diminution du nombre d'exploitations qui s'est produite après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les exploitations devenant plus grosses et plus productives. Quelques personnes interviewées évoquent aussi la diversification récente des modèles avec l'apparition d'exploitation de taille plus limitée, qui réalisent par exemple de l'agriculture de proximité.

Une majorité de répondants et de répondantes affirment que les activités agricoles transforment une partie importante du territoire : « Je trouve que l'agriculture occupe une grande partie du territoire et des paysages » (P03). Plusieurs personnes expliquent apprécier ces paysages. Elles mentionnent la beauté des champs, notamment les champs de bleuets :

Autour de chez nous, à Albanel, on a des beaux paysages, des champs, que ça soit du blé, de l'avoine ou peu importe, du canola, du chanvre, il y a plein de beaux paysages, il y a des odeurs. (P12)

Quand je sors de Dolbeau ou quand je rentre à Dolbeau, je suis entourée par des champs de bleuets là, que j'trouve magnifiques (P03)

Une personne interviewée relate que les rangs sont bien entretenus, qu'il est agréable de s'y promener. Une autre que ses enfants apprécient voir les vaches dans les champs : « Moi mes enfants ils trippent à voir des vaches dans l'champ. T'sais ça met d'la vie. » (P12). Cependant, selon un participant, les champs de bleuets se sont trop étendus avec les années, constituant une sorte de déforestation : « Les bleuets avant ça c'était pas aussi bien cultivé. Là c'est rendu vaste. Des fois je

me demande si c'est un peu trop, c'est quasiment de la déforestation ça, faire des bleuetières dans le bois, puis tout couper les arbres, puis faire de grands champs. » (P15).

Quelques personnes expriment leur désaccord quant aux décisions prises concernant l'aménagement du territoire. Selon une répondante, il ne devrait pas y avoir de dézonage au profit de la construction de villes ou d'industries. Au contraire, selon un autre répondant, la MRC devrait pouvoir dézoner les terres agricoles les moins productives, et ainsi réaliser une utilisation plus efficiente des terres agricoles. Un participant explique que certaines personnes qui ont des projets agricoles se voient refuser l'accès à des terres en friche, car leur projet est trop petit. La loi ne serait pas adaptée, cela constitue une aberration pour le participant : « On aime mieux laisser en friche quelque chose, que de déroger aux règles. » (P13). De plus, cette personne craint l'accaparement des terres par de grandes fortunes : « Moi, je suis persuadé, que c'est pas une bonne voie de laisser accaparer des immenses territoires, qu'ils soient forestiers, qu'ils soient agricoles ou n'importe quoi, par de grandes fortunes. » (P13). Finalement, selon une participante, il est important de revaloriser la fonction d'occupation du territoire de l'agriculture :

T'sais ils ont un rôle aussi au niveau de la préservation de l'environnement, de la mise en valeur de notre territoire nordique. Tout ça ils le font naturellement, mais des fois ils s'en rendent pas compte, simplement. T'sais parce que c'est comme, ils le font depuis toujours, fait qu'ils anticipent pas avoir un aussi grand rôle. Puis, je sais pas à quel point on leur laisse suffisamment de place, si on les utilise correctement t'sais. Je pense qu'on pourrait demander aux agriculteurs d'être encore plus proactifs dans ce rôle-là, mais en même temps ils ont pas que ça à faire. Ils ont des journées bien chargées. (P01)

5.6.4 FONCTION SOCIALE

Selon plusieurs personnes participantes, les agriculteurs et les agricultrices ont un rôle à jouer au niveau social. Les résultats obtenus suggèrent que la fonction sociale de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine est principalement associée à l'occupation et la vitalité du territoire. Tout d'abord, l'agriculture permettrait l'installation et le maintien de familles sur le territoire. Cependant, la majorité des personnes participantes remarquent qu'au cours du temps, les agricultrices et les agriculteurs sont de moins en moins nombreux et les exploitations de plus en plus grandes. Les rangs sont moins habités. Une personne interviewée pense qu'il faudrait retrouver un modèle préindustriel

caractérisé par de nombreuses petites exploitations, avec une famille par exploitation. Mais plusieurs personnes participantes évoquent les difficultés actuelles liées à la relève agricole. Elles expliquent cela par la dévalorisation du métier par les jeunes et la recherche d'une conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle par les personnes actives, deux points qui ont été développés un peu plus tôt dans la partie consacrée à la perception du métier d'agriculteur. Deux personnes interviewées évoquent également l'augmentation de la valeur des terres et des exploitations de manière générale.

En outre, une personne explique qu'avant la mécanisation de l'agriculture, les fermes avaient besoin de beaucoup d'employés agricoles pour assurer leur fonctionnement. Il s'agissait de membres de la famille, de voisins, de voisines, d'habitants ou d'habitantes du village. Ainsi, la main-d'œuvre était locale. Plusieurs personnes participantes observent qu'aujourd'hui, les habitants et les habitantes de la région ne veulent plus travailler sur les fermes. Une personne explique que le territoire est grand et donc les frais de déplacement sont élevés. En outre, il y a peu d'habitants et d'habitantes dans la MRC et peu de chômage. Selon un répondant, les personnes travaillant sur les fermes seraient surtout des femmes d'un certain âge, en fin de parcours : « Il n'y a pas de relève québécoise là-dedans. [...] Est-ce qu'on peut faire de l'agriculture par nous-même ? Est-ce que les salaires qu'on donne sont corrects ? » (P13). Dans ce sens, un participant précise que parfois, les salaires sont tout de même attractifs, ce qui pourrait attirer des jeunes de l'extérieur de la région. Malgré cela, les Québécoises et les Québécois ne semblent pas intéressés : « On a tellement d'immigration juste pour les serres Toundra, s'il y avait plus de jeunes qui venaient de Montréal et tout ça, il y a des salaires intéressants, dans les 20 dollars là puis, y a plus personne qui veut faire ce travail-là. » (P11). Ainsi, c'est de la main-d'œuvre étrangère qui est embauchée, notamment lors des fortes périodes. Ces personnes sont nombreuses à travailler sur les exploitations du territoire, par exemple dans les serres. Selon un participant, il ne s'agit pas d'un simple appui, ces personnes seraient indispensables pour permettre aux entreprises d'atteindre leurs objectifs. Deux personnes interviewées avouent être mal à l'aise face à cela :

J'ai un peu peur de ces grosses machines là, qui exploitent t'sais des personnes venues de l'étranger, puis qui les parquent un peu tous ensemble puis tout ça, ils font juste

travailler puis après 6 mois ils rentrent chez eux. T'sais, il y a quelque chose qui me dérange dans ce fonctionnement-là. [...] J'ai du mal à savoir si je trouve ça bien ou si c'est comme trop gros puis euh, un peu inhumain. (P01)

Une participante qualifie même cela « d'esclavage moderne » (P01) sur les grandes exploitations. En effet, ces travailleurs viennent réaliser les travaux que les Québécois et Québécoises ne veulent plus faire : « Est-ce que c'est une bonne idée d'amener des gens ici, temporairement, dans des conditions qui sont bonnes pour eux autres, mais qui sont pas assez bonnes pour les Québécois et les Québécoises. J'ai beaucoup d'interrogations par rapport à ça. » (P13). Ces travailleurs n'ont pas toujours de moyen de locomotion, ils sont isolés. En outre, la communauté locale ne serait pas toujours très accueillante, ils restent donc entre eux.

Ainsi, deux personnes interviewées souhaitent que les travailleurs étrangers soient mieux accueillis et mieux intégrés :

Il faut qu'on soit capable d'offrir des services, des revenus qui sont intéressants pour ces gens-là, qui sont en train de nous sauver entre guillemets. (P13)

Ils sont nécessaires parce que personne d'autre veut le faire, mais qu'en même temps on ne reconnaît pas, t'sais comme des travailleurs essentiels. (P01)

Selon un participant, il serait plus intéressant que les immigrants viennent avec leur famille de façon permanente et créent leur propre ferme, plutôt que de venir juste une saison travailler dans d'immenses serres et repartir. Actuellement, ils ne prennent pas le temps d'apprendre ni la langue ni la culture :

Fait que là, est-ce qu'on va travailler uniquement avec des travailleurs étrangers dans le futur ? C'est possible, mais là qu'est-ce qu'on fait avec ça. Est-ce qu'on favorise leur admission au Québec de façon permanente ? Ça serait une des voix qui serait parmi les plus intéressantes. (P13)

Intéressons-nous maintenant au rôle de l'agriculture dans le maintien d'un tissu social sur le territoire. Une personne explique qu'autrefois, les agricultrices et les agriculteurs étaient plus nombreux dans la population, ce qui permettait de les rencontrer plus souvent. Une autre précise que beaucoup de rencontres avaient lieu sur le perron de l'église. Puis, une participante raconte que les exploitations sont devenues immenses, possédées par quelques familles seulement. Ces grandes

entreprises paraissaient inaccessibles pour le reste de la population. Il y avait alors peu d'échanges avec ces exploitants et ces exploitantes. Aujourd'hui, cette personne constate l'apparition de petites exploitations, ce qui rendrait l'agriculture plus humaine. Elle estime qu'il existe désormais deux modèles sur le territoire et prend l'exemple de la production de bleuets, avec de très grandes bleuetières privées, et des bleuetières coopératives qui auraient une vocation plus sociale (petites parcelles, valeur d'entraide). Les modèles ne se feraient pas concurrence, mais se complèteraient, en ayant des vocations différentes :

Oui t'sais il y a des choses qui ont changé. Je pense qu'il y avait essentiellement de grosses exploitations depuis de nombreuses années, t'sais c'était comme rendu des monstres là, puis on en voit là des fermes monstrueuses là qu'appartiennent tous à la même famille, mais t'sais, ça faisait un peu monopole, ça faisait un peu surdimensionné. T'sais on avait complètement quitté l'échelle humaine là en agriculture. On était beaucoup là-dedans puis j'ai l'impression que tranquillement on revient à quelque chose de plus restreint, de plus petit. (P01)

Lorsque les personnes interviewées ne comptent pas d'agriculteur ou d'agricultrice dans leurs proches, elles les rencontrent grâce aux kiosques à la ferme, à l'autocueillette ou encore grâce aux visites de fermes. Ainsi, une répondante explique apprécier discuter avec les producteurs et les productrices sur ces nouvelles petites exploitations. Mais quelques personnes participantes considèrent que ces occasions de rencontre sont trop peu fréquentes.

Selon plusieurs personnes interviewées, l'agriculture participe à l'acquisition de connaissances par la population. Elles précisent que les petites exploitations, les kiosques, les visites de ferme participent à l'éducation populaire. Les personnes se renseignent ainsi sur la provenance des aliments consommés, les méthodes de production et le travail nécessaire. Pour quelques participantes, cela est particulièrement important pour les enfants. Ainsi, il faudrait davantage développer cet aspect de l'agriculture et mettre la lumière sur les exploitantes et les exploitants qui ont des pratiques durables, pour qu'ils puissent vulgariser leurs savoir-faire et les transmettre au grand public. Finalement, une personne interviewée explique qu'en plus de diffuser des connaissances, l'agriculture du territoire permet d'en créer grâce à la présence d'une ferme expérimentale.

Plusieurs participants et participantes estiment que l'agriculture biologique est favorable pour la santé, et notamment celle des enfants. Une personne estime qu'il faudrait plus d'agriculture biologique dans la MRC pour davantage favoriser la bonne santé de la population.

Abordons maintenant la conciliation entre les différents usages du territoire. Une personne interviewée raconte qu'autrefois, les agriculteurs et les agricultrices épandaient les pesticides avec des avions, ce qui faisait beaucoup de bruit et réveillait les habitants et les habitantes de la municipalité. Une autre explique que les personnes agricultrices salissaient beaucoup les routes en y passant avec leur épandeur à fumier. Mais cela serait moins fréquent aujourd'hui, les agriculteurs et les agricultrices nettoient leur machine. En outre, un participant précise que dans sa municipalité, les avions ne sont plus utilisés. Ainsi, les agricultrices et les agriculteurs seraient plus conscients à la conciliation de leurs activités avec celles du reste de la population. Il y aurait des efforts faits à la fois du côté des personnes agricultrices et de la population. Une personne interviewée précise que du côté de la population, la démocratisation du jardinage a pour un effet une plus grande sensibilité à l'agriculture. Cependant, des dérangements perdureraient encore aujourd'hui. Quelques participantes et participants mentionnent qu'ils peuvent parfois être irrités par les odeurs dégagées par les activités agricoles, notamment l'odeur du fumier : « Moi l'odeur de fumier le printemps, c'est plate, mais, aussitôt que cette odeur-là est partie, l'odeur du foin, j'trouve ça bien. » (P02). Une personne mentionne qu'une semaine avant l'entrevue, un camion chargé de pommes de terre pourries s'est déversé sur la route, et qu'une forte odeur s'en est dégagée. Un participant précise que les odeurs dégagées sont le seul élément dont la population se plaint à propos de l'agriculture : « Dans ma vie à moi, ou d'un citoyen qui n'a pas affaire à l'agriculture là, le seul négatif que je pourrais entendre autour de moi je te dirais que c'est l'odeur de fumier, quand les gens viennent "esti qu'ça sent la merde". Mais là écoute, c'est rare que ça sente. » (P12). Une autre personne ajoute tout de même que la population se plaint également de la machinerie agricole sur les routes. Pour expliquer la persistance de certains dérangements, un participant mentionne l'individualisme prôné par la société. Il ajoute que les agricultrices et les agriculteurs font face à beaucoup de contraintes, parfois sur un court terme, ils sont donc d'abord préoccupés par leur production :

C'est mondial actuellement l'individualisme. [...] Quand t'es agriculteur, ta principale préoccupation c'est est-ce que ça va pousser, est-ce que c'est correct, t'as des contraintes à court terme qui fait que, t'es d'abord et avant tout préoccupé par ta production, puis ça te prend pas mal de temps, puis c'est normal. (P13)

Finalement, selon une participante, le développement de l'agriculture sur le territoire n'est pas viable s'il se fait de façon indépendante du reste de la société. Il est nécessaire que les deux parties se considèrent mieux, prennent conscience des avantages qu'il y a à travailler ensemble et ainsi trouvent des compromis : « Si les gens se développent de manière parallèle, il va avoir un choc là. Si les agriculteurs tiennent pas compte du reste de la population, puis que le reste de la population agit pareil, comme si les agriculteurs étaient pas là, t'sais il faut trouver des compromis. » (P13).

Une personne interviewée raconte que c'est l'agriculture et la foresterie qui ont permis le développement du territoire. Une autre ajoute que lors de la colonisation de la région, il y a une centaine d'années seulement, il n'y avait plus de place dans les villes, le gouvernement donnait donc des lots de terre pour inciter l'établissement de la population sur de nouveaux territoires. Ainsi, quelques personnes interviewées expliquent que leurs grands-parents sont venus s'installer sur le territoire, car ils se sont vu attribuer des lots. Grâce à cela, de nouvelles municipalités ont été créées. Ainsi, un participant affirme que l'agriculture est à l'origine des villages du territoire : « Tout le secteur ici c'est toutes des terres agricoles qui ont été données pour venir coloniser l'endroit. » (P11). Aujourd'hui, l'agriculture participerait à la vitalité du territoire. En effet, une participante présente les bleuetières appartenant à l'*OBNL Développement Collectif Maria-Chapdelaine (DCMC)*, qui permettent de récolter des fonds pour la lutte contre la pauvreté et de compléter les subventions gouvernementales. En outre, une autre personne explique que la présence des producteurs et des productrices agricoles dans les municipalités de la MRC permet de faire de Dolbeau-Mistassini, chef-lieu de la MRC, une ville attrayante : « Ce qui va maintenir Dolbeau-Mistassini le plus longtemps, ça va être le fait qu'il va y avoir des agriculteurs qui vont demeurer dans les paroisses, puis qui vont faire en sorte que là où ils restent ça peut devenir attrayant pour les citoyens. » (P02). Puis, comme mentionné dans la partie abordant la fonction économique, une participante explique que le fait d'acheter des produits agricoles locaux permet de dépenser son argent localement et donc de

maintenir les commerces et les services. Cela participe donc à maintenir une qualité de vie, un cadre de vie attrayant et à dynamiser la MRC. Finalement, selon une personne interviewée, l'agriculture devrait davantage être utilisée pour revitaliser les milieux.

5.6.5 FONCTION CULTURELLE

Selon un participant, l'agriculture a un rôle culturel très fort, car elle est intimement liée à la colonisation du territoire : « Bah au niveau culturel c'est certain que la première chose qui a fondé les villages ici c'est l'agriculture là. Ils ont développé les terres, ils ont défriché, c'est ça qui a amené les colons. Donc au niveau culturel ça peut pas être plus ça. » (P14). Quelques participants et participantes expliquent que leurs grands-parents ont participé au défrichage des terres lors de la colonisation : « Mes grands-parents c'est l'époque de la colonisation, ils sont venus ouvrir des terres ici, ils ont bûché leurs terres. La génération de mes grands-parents c'était ça. » (P15). À cette époque, les personnes travaillaient presque sans outils, à la force de leurs bras, dans des conditions très difficiles (peu de nourriture, beaucoup d'insectes) et n'obtenaient aucun rendement : « L'agriculteur qui lui a arraché 50 000 arbres de ses mains, tu peux pas savoir ce que ça représente à l'intérieur d'une personne là, sans l'avoir fait. Ça c'est un dévouement, c'est du patriotisme je dirais extraordinaire. » (P13). Elles ont consacré leur vie à la terre, pour que leurs descendants et leurs descendantes puissent en tirer un bénéfice : « Il faut être conscient que ce qui existe aujourd'hui il y a du monde qui se sont battus pour ça, il y a du monde qui ont donné leur vie pour ça. Puis il faut qu'on soit reconnaissant. » (P13).

En raison de cette histoire qui n'est pas si lointaine (moins d'une centaine d'années), quelques personnes reçues en interview, dont certaines sont les descendantes de ces colons, expriment leur attachement aux terres agricoles du territoire. Une personne explique être désolée par le fait que les terres défrichées par ses grands-parents et son père soient retournées à l'état de forêt (pour raison de faibles qualités agronomiques des sols). Lorsque son père était encore en vie, elle retournait régulièrement sur ces terres. En outre, un participant évoque l'épisode historique de la tragédie du

lac Saint-Jean (1926), soit la lutte des fermières et des fermiers jeannois, représentés par Onésime Tremblay, pour la protection de leurs terres face à une inondation permanente entraînée par la construction d'un barrage : « Puis ça, ce combat des agriculteurs, le monde de mon âge, ils l'ont tous encore dans la tête, t'sais que une grosse compagnie est venue tasser du monde, au nom du progrès, ça reste un événement marquant. » (P13). Il nuance en expliquant que les jeunes ne se souviennent plus de cet élément de l'histoire de la région. Finalement, selon une participante, les paysages façonnés par l'agriculture ont une portée culturelle : « Mais je me doute bien, que l'agriculture a forcément eu un grand rôle parce que juste dans la manière dont ça transforme et habite le paysage, je me dit forcément que culturellement aussi c'est fort dans ça. » (P03).

Quelques personnes participantes mentionnent l'importance du bleuets dans l'identité des habitants et des habitantes du territoire. L'été, la MRC serait rythmée par la cueillette des bleuets. Une personne explique que des proches vivant à l'extérieur de la région souhaitent qu'elle leur achète des bleuets. Une autre mentionne les bleuets enrobés de chocolat fabriqués par les Pères Trappistes, les bleuets présents sur les panneaux indiquant les noms des rues, ou encore le nom attribué au circuit cyclable qui fait le tour du Lac-Saint-Jean, la Véloroute des Bleuets. Quelques personnes mentionnent le festival du Bleuets et de la Gourgane qui permettraient de mettre en avant les productions du territoire (tarte aux bleuets, soupe à la gourgane) : « Dans ces festivals là on met quand même de l'avant les produits, fait qu't'sais au festival de la gourgane il va y avoir une soupe aux gourganes. Festival du bleuets même chose, il va y avoir des tartes aux bleuets, il va y avoir des produits dans ce sens-là. » (P08). Ainsi, l'agriculture permettrait la valorisation du territoire nordique. Finalement, une participante affirme qu'elle souhaiterait que les productions typiques du territoire soient reconnues à l'extérieur de la région, voire à l'extérieur du pays :

Si on a des produits qui sont fait au sein de la MRC, qui sont exportés, que ce soit à l'extérieur de la région, ou à l'extérieur du pays ou quoi que ce soit, bah ce serait vraiment d'en faire la promotion pour que les gens sachent que ça vient d'ici. Puis aussi pour que nous on sache que ça se passe à l'extérieur. T'sais c'est aussi un sentiment de fierté puis d'appartenance à notre région quand on sait que les choses fonctionnent bien en dehors de notre région là. (P05)

Pour conclure cette partie consacrée à la perception des fonctions de l'agriculture du territoire, nous observons que quelques personnes interviewées estiment que la fonction de production alimentaire est essentielle : « L'agriculture c'est primordial, tu ne passes pas à côté de ça, faut se nourrir. » (P15). Pour d'autres, c'est la fonction économique qui est la plus importante pour le territoire. Plusieurs répondants et répondantes rappellent que les fonctions environnementale et sociale sont aussi importantes. Quelques personnes interviewées nuancent en affirmant que la fonction sociale est de moins en moins structurante en raison de la diminution du nombre d'agriculteurs et d'agricultrices dans la population, de l'augmentation de la taille des exploitations et de la quantité de travail. En outre, la présence d'un rôle social varierait en fonction du type d'exploitation. Finalement, l'importance de la fonction culturelle n'est soulignée que par une participante.

CHAPITRE 6

DISCUSSION

Le chapitre 6 vise à interpréter les résultats présentés précédemment selon les trois objectifs spécifiques de la recherche, soit, mieux connaître : 1) le degré de proximité de la population avec le secteur agricole de la MRC de Maria-Chapelaine, 2) le niveau de connaissance de la population sur l'agriculture de la MRC de Maria-Chapdelaine, 3) les perceptions de la population à l'égard du métier d'agriculteur ou d'agricultrice et de la filière agricole au sein de la MRC de Maria-Chapdelaine. Il s'agit de confronter les résultats à ceux publiés dans d'autres travaux scientifiques, et cela à la lumière du cadre théorique incluant le concept de système alimentaire territorialisé et la théorie de la multifonctionnalité de l'agriculture (Fortin et Gagnon, 2022).

Les participants et les participantes semblent s'accorder sur le fait que les personnes habitant dans la MRC de Maria-Chapdelaine ont une plus grande proximité physique avec l'agriculture que les personnes habitant dans les grandes villes de la province québécoise. Cependant, même au sein d'une MRC rurale et éloignée, des hétérogénéités existent. Bien que la majorité des municipalités soient entourées de terres agricoles, la proximité physique avec l'agriculture est différente lorsque l'on réside dans une ville de presque 14 000 habitants (Dolbeau-Mistassini, chef-lieu de la MRC) ou dans une municipalité de 500 habitants (Péribonka) (Statistique Canada, 2022c). Ensuite, les personnes interviewées associent différents effets à la proximité physique. Ces effets peuvent être positifs, avec la possibilité de rencontrer des agriculteurs et des agricultrices au quotidien et ainsi d'augmenter son niveau de connaissance. Mais selon d'autres personnes participantes, la proximité physique seule n'a pas spécialement d'effet sur l'acquisition de connaissances, surtout lorsque la population fait preuve d'un manque de curiosité intellectuelle. Au contraire, le fait d'observer certaines pratiques dans les champs, sans avoir d'explication, serait favorable à l'apparition de préjugés et à la désinformation. Ces préjugés sont liés par exemple à l'impact de l'agriculture sur l'environnement, sur le bien-être des animaux. Ainsi, une proximité physique sans proximité sociale ou sans source d'information adéquate aurait plutôt des effets négatifs sur les perceptions de l'agriculture. Ces

résultats semblent nuancer ceux des études présentées dans le chapitre portant sur la revue de littérature. En effet, celles-ci indiquent que la proximité physique est source de connaissances et d'une perception positive de l'agriculture (Smith et al., 2009). En outre, selon les résultats obtenus, la proximité physique serait à l'origine de conflits liés à l'usage du territoire, ce qui entacherait la perception que la population possède de l'agriculture et des personnes agricultrices. Tout comme le montrent les résultats de l'enquête réalisée auprès d'habitants et d'habitantes de la Chaudière-Appalaches (Impact Recherche, 2006), l'émanation de mauvaises odeurs constituerait le désagrément le plus important, suivi du bruit et de l'encombrement des routes par la machinerie agricole.

Selon les participants et les participantes, la proximité sociale permettrait l'augmentation du niveau de connaissance sur l'agriculture, et ce, de façon plus marquée que la proximité physique. Ce résultat apporte une nuance aux écrits scientifiques (Smith et al., 2009 ; Wachenheim et Rathge, 2000) présentés dans les deux premiers chapitres du mémoire, qui ne comparent pas la proximité physique et la proximité sociale dans leur influence sur le niveau de connaissance de la population. Une personne interviewée amène un point intéressant sur l'effet de la proximité sociale sur la perception du métier. Lors de son enfance, cette personne a beaucoup travaillé sur l'exploitation familiale, ce qui lui a laissé une impression très négative du métier. Aujourd'hui, elle ne souhaite pas se rendre sur l'exploitation de ses proches et refuse que son enfant se lance dans un tel projet. Ainsi, la proximité sociale et l'augmentation du niveau de connaissance semblent entraîner une prise de conscience de la difficulté du métier, un métier qui devient peu recommandable.

Évoquons maintenant les résultats traitant des occasions de rencontre avec les agriculteurs et les agricultrices. Même si plusieurs personnes interviewées affirment ne pas avoir de contact avec le milieu agricole au début de l'entrevue, au fil de la discussion, toutes finissent par reconnaître qu'il leur arrive, au moins une fois dans l'année, de se rendre à des kiosques pour acheter des fruits, des légumes, ou bien de la viande. Elles pensent que ce comportement a été encouragé au sein de la population lors de la pandémie de COVID-19. Nos résultats indiquent que l'agriculture de proximité

et la vente directe permettraient de rapprocher la population et les producteurs ou productrices agricoles du territoire. Cependant, les rencontres effectuées dans ce cadre présenteraient des limites. Les échanges avec les personnes agricultrices seraient plutôt superficiels et d'ordre marchand ou celles-ci ne sont tout simplement pas présentes dans le cas des kiosques libre-service. Ainsi, l'agriculture de proximité semble aller dans le sens d'un rapprochement entre population et personnes productrices, mais les interactions dans ce cadre ne semblent pas permettre une acquisition significative de connaissances par la population, en tout cas dans le format actuel⁵.

Les répondants et les répondantes mentionnent également les visites de fermes comme occasions de rencontres avec le milieu de l'agriculture. Mais certaines visites, proposées sous forme de déambulation libre, ne favorisent pas l'acquisition de connaissances. Les personnes interviewées mentionnent les portes ouvertes sur les exploitations agricoles organisées par l'UPA, mais celles-ci n'ont lieu qu'une seule journée dans l'année et concernent un nombre très restreint d'exploitations, deux pour toute la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean en 2024 (UPA Saguenay-Lac-Saint-Jean, s.d.). Cela semble peu. Aussi, rappelons que l'UPA syndique une majorité d'agriculteurs et d'agricultrices du territoire (92 % en juillet 2023), mais pas la totalité (Fédération de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 2023). Parmi les personnes agricultrices qui ne font pas partie de l'UPA, il existe probablement des modèles agricoles qui méritent aussi d'avoir de la visibilité auprès de la population.

Même dans une MRC rurale, les participants et les participantes expliquent qu'une distance sociale s'est installée entre la population et les personnes agricultrices au fil du temps. Il y a moins d'agriculteurs et d'agricultrices dans les municipalités, moins d'occasions de rencontre et le mode de vie bien spécifique des personnes agricultrices les éloigne de la communauté. Selon une participante, ces personnes vivent même dans un « autre monde » (P08). Ces résultats complètent les chiffres présentés dans la partie consacrée à l'évolution de la place des agriculteurs et des agricultrices dans

⁵ Une partie des données étant conjointe avec l'étude principale, une réflexion sur ce sujet a également été amenée dans le rapport sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine (Narac et al., sous presse).

la société. Non seulement la population est de moins en moins exposée aux processus de production (Cummins et al., 2015), mais elle aurait aussi de moins en moins l'occasion de rencontrer ceux et celles qui travaillent dans la filière agricole (peu de lieux de rencontre, emploi du temps surchargé des personnes agricultrices et de la population).

Abordons maintenant le niveau de connaissance des personnes participant à l'étude et des autres habitants et habitantes de la MRC. Tout comme les résultats des deux études américaines (Smith et al., 2009 ; Howard, 1999) et des sondages (Segma Recherche, 2024 ; BVA, 2021 ; ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2017) présentés dans le chapitre consacré à la problématique de recherche, la majorité des personnes interviewées estiment que les habitants et les habitantes de la MRC possèdent un faible niveau de connaissance sur l'agriculture locale. Le niveau de connaissance se serait en fait affaibli lors des dernières décennies et les jeunes d'aujourd'hui seraient particulièrement peu éduqués sur le sujet, comme suggéré par Howard (1999) et Smith et al. (2009). Chez les personnes interviewées, nous constatons que le niveau de connaissance est plutôt hétérogène. En outre, même les participants et les participantes qui estimaient avoir un niveau de connaissance faible ou nul au début de l'entrevue, ont rapporté plusieurs éléments pertinents sur la filière agricole locale au fur et à mesure de l'entrevue. Nous pouvons peut-être expliquer cela par le fait que les personnes participantes s'habituent à l'omniprésence de l'agriculture sur le territoire et ne se rendent pas compte qu'elles absorbent ou acquièrent des connaissances quotidiennement.

L'autoévaluation des connaissances présente des limites. Nous pouvons mentionner par exemple l'effet Dunning-Kruger (Dunning, 2011). Ce biais cognitif se traduit par une tendance à surestimer ses compétences chez les personnes les moins compétentes et une tendance à les sous-estimer chez les personnes les plus compétentes. Pour limiter l'impact de ce biais sur les résultats, vérifions si le portrait de la filière agricole locale établi par les participants et les participantes correspond bien à la réalité. Parmi les éléments rapportés par les personnes interviewées, plusieurs concernent la nature des productions présentes sur le territoire et reflètent correctement le portrait

fait par le Plan de développement des activités agricoles de la MRC de Maria-Chapdelaine (2020), présenté plus tôt dans la partie associée au terrain de recherche. En 2019, la MRC était toujours en tête de la production de bleuets nains au Québec. Le PDAA confirme également que les filières du bétail « de boucherie » ont connu une diminution de leur cheptel sur les dix dernières années. En outre, les superficies cultivées en fourrage ont faiblement augmenté tandis que les superficies consacrées aux autres productions végétales ont significativement augmenté (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020). Ensuite, les personnes reçues en entrevue étaient plus partagées concernant la proportion d'exploitations réalisant de l'agriculture biologique. Toujours selon le PDAA (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020), en 2019, la MRC de Maria-Chapdelaine concentrait le plus grand nombre d'entreprises agricoles et agroalimentaires certifiées bio par rapport aux autres MRC de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, sachant qu'en 2023, 22 % des entreprises agricoles de la région possédaient une certification biologique (Fédération régionale de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 2024). La MRC désigne d'ailleurs cet élément comme une force de l'agriculture de la MRC. Précisons tout de même qu'en 2019, 65 % des entreprises certifiées produisaient des bleuets nains (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020). Dans son diagnostic, la MRC identifie l'augmentation des superficies de serres comme une opportunité pour l'agriculture locale. Cela va dans le sens des propos tenus par plusieurs participants et participantes, qui observent le développement de ces serres sur le territoire (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020).

Puis, les habitants et les habitantes de la MRC constateraient l'augmentation de la valeur des terres agricoles, ce qui correspond bien sûr à la réalité. Entre 2022 et 2023, la valeur moyenne des terres agricoles au Saguenay-Lac-Saint-Jean a connu une hausse de 29 % (La Financière agricole du Québec, 2024). Une personne explique craindre que les terres agricoles soient achetées par des personnes étrangères au Canada. Selon l'UPA, même si ce phénomène est bien présent à l'étranger, les chiffres ne révèlent pas une augmentation du nombre de propriétaires agricoles non résidents (Fédération régionale de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 2024). Cette dernière information permet tout de même de comprendre que l'accès aux terres agricoles et l'utilisation de celles-ci

constituent un enjeu pour les participants et les participantes, ce qui rejoint les résultats d'un sondage réalisé auprès de 1000 Québécois et Québécoises (Segma Recherche, 2024).

Poursuivons l'évaluation des connaissances des participants et des participantes. En ce qui concerne l'effet de la pandémie sur l'agriculture, la MRC de Maria-Chapdelaine confirme dans son PDAA (2020) que cela a amené le gouvernement du Québec à davantage considérer l'autonomie alimentaire par la mise en valeur des productrices et des producteurs locaux et des circuits courts de distribution. Ensuite, la majorité des personnes interviewées témoignent de la diminution du nombre de personnes agricultrices et d'exploitations sur le territoire et de l'augmentation de la taille des exploitations restantes. Cela correspond bien sûr à une réalité présentée dans le premier chapitre de ce rapport. Pour conclure, les éléments apportés par les répondants et les répondantes concernant l'agriculture locale correspondent globalement au portrait réalisé par la MRC de Maria-Chapdelaine (2020), la Fédération régionale de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean (2024) et le gouvernement du Québec (La Financière agricole du Québec, 2024). Précisons tout de même que les personnes reçues en entrevue étaient libres de donner ou non des informations concernant l'agriculture locale. Ainsi, il est difficile d'évaluer le niveau de connaissance des personnes qui se sont moins exprimées, qui souvent estimaient avoir un niveau de connaissance faible.

La source d'information privilégiée par les personnes interviewées semble être le bouche-à-oreille. Or, avec la diminution du nombre d'agriculteurs et d'agricultrices dans la population, la baisse de la fréquentation de l'église, il y a moins d'occasions de rencontre et moins de proximité sociale. De plus, les résultats obtenus indiquent que les occasions de rencontre actuelles présentent des limites en termes de diffusion de connaissances et que la proximité physique n'entraîne pas forcément une proximité sociale. Pour toutes ces raisons, il semble compliqué de s'informer par le bouche-à-oreille pour une bonne partie de la population. Cela peut être une des raisons expliquant son supposé faible niveau de connaissance. Ensuite, selon les participantes et les participants, les canaux formels d'information diffusent peu d'informations sur l'agriculture. Les quelques informations diffusées peuvent être positives, mais sont souvent négatives, et rarement spécifiques à la région

(encore plus rarement à la MRC). Notons que les habitants et les habitantes de la MRC ont tout de même accès à une chaîne de télévision et des journaux locaux. En outre, bien que les sources d'information se multiplient grâce à internet (Hoerbert, 2020), la population ferait preuve d'un manque de curiosité intellectuelle selon les personnes participantes. Un autre élément intéressant soulevé par ces dernières est le faible taux de littéracie des habitants et des habitantes de la MRC qui constituerait également un frein à l'acquisition de connaissances. Selon la Fondation pour l'alphabétisation (Langlois, 2021), en 2016, 60,5 % de la population n'atteignait pas le niveau 3 du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PECA), soit le niveau permettant la compréhension de textes complexes et longs et un bon fonctionnement en société. En outre, la proportion de personnes âgées de plus de 15 ans sans diplôme atteint les 28,1 %. Ces deux pourcentages font partie des plus élevés au Québec. Finalement, ce sont les MRC les plus éloignées qui présentent les résultats les plus défavorables. Les milieux agricoles seraient aussi particulièrement concernés. Pour conclure, ce paragraphe permet de suggérer quelques freins qui seraient rencontrés par les habitants et les habitantes de la MRC dans l'acquisition de connaissances sur l'agriculture locale.

Plusieurs personnes interviewées aimeraient posséder davantage de connaissances. Elles souhaitent également que le reste de la population soit mieux informée, et plus particulièrement les enfants. Plusieurs participantes et participants à l'étude semblent gênés d'avouer posséder peu de connaissances, considérant l'importance de l'agriculture sur le territoire. En outre, selon nos résultats, l'augmentation du niveau de connaissance de la population profiterait à la filière agricole, avec par exemple un plus grand respect de celle-ci, mais cela profiterait aussi à la population elle-même, lui apportant un sentiment de fierté. Cela rejoint un résultat obtenu dans la recherche portant sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine (Narac et al., sous presse). Certaines personnes participant à cette étude affirment que la consommation d'aliments dont on connaît l'origine, en l'occurrence locale, permet d'être en accord avec ses valeurs et de développer un sentiment d'appartenance.

Intéressons-nous maintenant plus particulièrement aux résultats concernant les perceptions du métier d'agriculteur ou d'agricultrice. La reconnaissance du statut social des personnes agricultrices semble s'être légèrement améliorée avec la professionnalisation du métier et la maîtrise de nouvelles compétences. Cependant, en accord avec les résultats des différents sondages présentés dans la revue de littérature (Ipsos, 2024 ; 2022 ; 2018), les conditions de travail et les difficultés économiques feraient du métier de producteur ou de productrice agricole un métier peu recommandable. En outre, les hautes études universitaires seraient plus valorisées aujourd'hui. Tout comme Howard (1999), les personnes interviewées font le lien entre la dévalorisation du métier et le désintérêt des jeunes. Elles expliquent que ce désintérêt entraîne un manque de relève agricole, accentué par l'augmentation de la valeur des terres agricoles. Cela entraînerait également un manque de main-d'œuvre sur les exploitations et encouragerait l'embauche de travailleurs étrangers temporaires. Selon le Gouvernement du Canada (2022e), au Québec, le nombre de ces travailleurs en agriculture a augmenté de 15,7 % entre 2016 et 2021, pour atteindre un peu plus de 18 000 personnes, ce qui représente un travailleur étranger sur trois au Canada. La majorité d'entre eux sont employés sur des exploitations produisant des légumes, des fruits et sur des exploitations spécialisées dans la culture en pépinière et en serre. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais prend de l'ampleur au Québec. Les participants et les participantes soulignent différents enjeux éthiques associés à ce phénomène, en lien avec le vivre-ensemble et le développement du territoire. Pour conclure, nous venons ici d'observer les conséquences d'une mauvaise perception des agriculteurs et des agricultrices.

Un point intéressant apporté par une personne reçue en entrevue est que l'agriculture serait davantage valorisée que les agriculteurs et les agricultrices. Nous venons en effet de voir dans le paragraphe précédent que le métier serait plutôt dévalorisé. Quelques agriculteurs et agricultrices participant à l'étude sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine (Narac et al., sous presse) expliquent d'ailleurs que les difficultés financières rencontrées reflètent ce manque de reconnaissance du métier. Au contraire, la consommation d'aliments de qualité, locaux, biologiques est encouragée. La population a d'ailleurs confiance dans la qualité des productions

agricoles respectivement nationales et provinciales (Ipsos, 2022 ; SOM, 2011). En outre, dans le chapitre consacré à la revue de littérature, les résultats de plusieurs travaux scientifiques montrent que lorsque l'agriculture est considérée dans sa globalité, la population en a une perception positive, notamment en lien avec les retombées économiques pour le territoire (Cummins et al., 2015 ; Smith et al., 2009 ; Wachenheim et Rathge, 2000 ; Howard, 1999).

Les participantes et les participants font une distinction entre production animale et production végétale, au niveau du degré de proximité, du niveau de connaissance et des perceptions. En effet, ils expliquent que si un certain nombre d'habitants et d'habitantes de la MRC possèdent un potager dans leur jardin ou dans un jardin communautaire (nombre qui a augmenté avec la pandémie), les animaux y ont rarement leur place. En outre, une majorité de participants et des participantes disent acheter leurs fruits et légumes sur des kiosques, et peu y achètent de la viande. Nous pouvons expliquer cela par le fait que la viande nécessite une transformation et par l'absence d'abattoir dans la région. Quelques personnes interviewées expliquent que la population, et notamment les jeunes, possède moins de connaissances sur l'élevage aujourd'hui. Quelques participants et participantes estiment également que les éleveurs et les éleveuses rencontrent plus de difficultés financières. Finalement, les élevages généreraient plus de pollution. Une impression partagée par les personnes participant au sondage sur *l'Image de l'agriculture auprès des Français* (BVA, 2021). Une conséquence de cette perception serait l'évolution des habitudes alimentaires de la population. Pour conclure, selon les personnes rencontrées dans le cadre de l'étude, la population aurait moins de connaissances sur la filière animale, mais aussi une perception plus négative de celle-ci.

Mettons maintenant en perspective les résultats obtenus avec la théorie de la multifonctionnalité de l'agriculture (Wilson, 2007). Si les termes relatifs à cette théorie ont parfois été difficilement compris par les personnes participant à la recherche, elles ont tout de même pu apporter de nombreux éléments concernant les différentes fonctions de l'agriculture sur le territoire. De la même manière, les participants et les participantes des études menées par Howard (1999) et Smith et al. (2009) ont globalement conscience de l'importance de l'agriculture pour le territoire en termes

de retombées économiques et sociales, sans être capables de préciser ces retombées, par exemple en fonction du type de production. En outre, comme exposé dans le chapitre 2 (gouvernement du Québec, 2023 ; Gobeil, 2021 ; BVA, 2021 ; ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2017 ; SOM, 2011 ; Impact Recherche, 2006 ; Wachenheim et Rathge, 2000), les résultats de la recherche indiquent que les personnes interviewées ont une appréciation positive des retombées économiques de l'agriculture pour le territoire, et plutôt négative des retombées environnementales (en termes de protection des écosystèmes). Les pratiques devraient encore évoluer pour être plus respectueuses de l'environnement (Segma Recherche, 2024 ; Ipsos, 2018 ; SOM, 2011).

Ensuite, les participants et les participantes s'accordent sur l'importance de l'occupation du territoire par les activités agricoles. De la même manière, dans le cadre des consultations menées par le MAPAQ au Saguenay-Lac-Saint-Jean en 2023 et 2024, la MRC de Maria-Chapdelaine (2024) et la Fédération régionale de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean (2024) ont déposé des mémoires dans lesquels elles expriment leur inquiétude face à la diminution de la zone agricole. Les participants et les participantes soulignent la nécessaire évolution de la LPTAA, tout comme Ruiz (2019), qui affirme que son application restreint le développement des communautés rurales. La MRC suggère également à la CPTAQ de revoir ses critères d'évaluation en ce qui concerne le morcellement des parcelles agricoles et ainsi permettre le développement de l'agriculture de proximité (MRC de Maria-Chapdelaine, 2024).

Dans la partie consacrée à la présentation des résultats associés aux perceptions des fonctions de l'agriculture, la notion d'occupation du territoire est transversale. Elle est présente au sein de plusieurs fonctions, si ce n'est l'ensemble des cinq fonctions. Cela nous permet de comprendre la porosité de la classification effectuée (fonction de production alimentaire, fonction économique, fonction environnementale, fonction sociale, fonction culturelle). Un lien est à faire avec les travaux d'Handfield (2010) présentés un peu plus tôt dans le développement. Ce dernier explique

que les distinctions effectuées pour discriminer les fonctions de l'agriculture sont subjectives et qu'elles relèvent d'une certaine construction sociale⁶.

La fonction culturelle est la fonction la plus difficilement comprise par les participants et les participantes. Plusieurs points intéressants sont apportés (défrichage des terres et colonisation du territoire, bleuets, festivals agricoles), mais ils ne sont pas reliés clairement à la fonction culturelle de l'agriculture. En outre, les notions de terroir et d'identité culinaire sont sous-jacentes aux propos tenus par les personnes participantes, mais pas identifiées en tant que telles. Les résultats sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine permettent de penser que ces notions ne sont pas présentes dans le vocabulaire des répondants et des répondantes, car l'occupation du territoire par les allochtones est relativement récente, une durée trop courte pour le développement d'une identité culinaire (Narac et al., sous presse). Cette colonisation récente est d'ailleurs mentionnée plusieurs fois, en lien avec le défrichage des terres agricoles.

Les résultats associés à la fonction culturelle et ceux concernant les terres agricoles (crainte de rachat par des personnes étrangères au territoire, crainte de dézonage) renseignent sur l'importance de ces terres agricoles dans la construction de l'identité de quelques participants et participantes. Nous comprenons qu'une dimension importante du lien entre la population et l'agriculture se retrouve dans le sentiment d'appartenance au territoire que l'agriculture permet de créer. Cela ne semble pas faire l'objet de nombreux écrits scientifiques, mais être bien connu des actrices et des acteurs du territoire tels que les gouvernements et les syndicats. D'ailleurs, dans un document publié par l'Institut national de santé publique du Québec (2010) qui aborde la relation entre l'agriculture et la qualité de vie des communautés rurales et périurbaines, le développement du sentiment d'appartenance est clairement identifié comme un effet positif de la production agricole.

⁶ Une partie des données étant conjointe avec l'étude principale, une réflexion sur ce sujet a également été amenée dans le rapport sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine (Narac et al., sous presse).

Plusieurs personnes interviewées associent l'agriculture au développement du territoire, en lien avec l'histoire de la colonisation de celui-ci notamment. Elles expliquent qu'aujourd'hui, l'agriculture participe toujours à la vitalité du territoire par différents moyens : l'occupation du territoire, la démographie, le maintien de commerces et de services, le maintien d'un certain cadre de vie, etc. tous ces éléments étant bien sûr interreliés. Cependant, l'industrialisation de l'agriculture, entraînant une diminution du nombre d'exploitations et donc de personnes agricultrices, a affaibli ce rôle de levier pour la vitalité du territoire. Les activités agricoles participent de moins au moins au développement rural (Francoeur, 2018). Ainsi, selon un répondant, l'agriculture devrait davantage être mobilisée pour revitaliser les milieux.

Les résultats de la recherche semblent indiquer une polarisation⁷ des modèles agricoles (agriculture industrielle/agriculture de proximité) et vont ainsi dans le sens des écrits de Mundler et Ruiz (2020). Depuis quelques années, l'agriculture de proximité se développe en parallèle d'une agriculture productiviste, bien implantée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. D'ailleurs, le Saguenay-Lac-Saint-Jean est l'une des régions du Québec avec la plus forte augmentation du nombre de fermes réalisant de la vente directe entre 2016 et 2021 (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 2024b). Dans les résultats présentés, la distinction entre les deux modèles se traduit au niveau de la fonction de production alimentaire et économique, avec d'un côté des exploitations dont les productions sont exportées en grande quantité à l'extérieur du territoire et d'un autre côté, des exploitations dont les productions de qualité sont vendues localement. Au niveau environnemental, les exploitations associées à ces deux modèles agricoles occupent le territoire de façon différenciée, couvrant de grandes superficies avec une faible diversité de culture ou bien des superficies plus limitées avec une plus grande diversité de cultures. Ces deux modèles contribuent ainsi à la formation de paysages distincts. Cette distinction se traduit aussi au niveau de la fonction sociale. Lorsque les personnes interviewées décrivent les occasions de rencontre avec l'agriculture, elles mentionnent principalement les occasions offertes par l'agriculture de proximité. Ce modèle

⁷ Une partie des données étant conjointe avec l'étude principale, une réflexion sur ce sujet a également été amenée dans le rapport sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine (Narac et al., sous presse).

véhiculerait des valeurs telles que l'entraide. Il semble ainsi qu'un seul modèle, parmi les deux présentés précédemment, remplisse une fonction sociale sur le territoire. Finalement, nous pouvons nous questionner sur la nature des interactions entre ces modèles sur le territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine. Sur les plans alimentaire, social et sur le plan de l'occupation du territoire, est-ce que ces deux modèles sont en concurrence, est-ce qu'ils cohabitent ou est-ce qu'une synergie se crée ? Selon une participante, ces deux modèles ne se font pas concurrence et sont même complémentaires.

Les différents âges des personnes participant à l'étude permettent de distinguer trois moments⁸ dans l'évolution du lien entre personnes agricultrices et personnes habitant le territoire. Une période antérieure et une période postérieure à la Seconde Guerre mondiale, puis la période actuelle. Selon les participants et les participantes, l'agriculture antérieure à la Seconde Guerre mondiale est caractérisée par une fonction sociale forte (avec beaucoup de rencontres, un degré de proximité sociale et un niveau de connaissance de la population plus élevé), un impact moindre sur l'environnement, une fonction économique faible. L'agriculture qui se développe après la fin de la Seconde Guerre mondiale serait caractérisée par un affaiblissement de la fonction sociale, un renforcement de la fonction économique et des impacts négatifs forts sur l'environnement. Lors de cette période, l'agriculture renvoyait une image de monopole de la richesse du territoire et d'impunité par rapport à l'environnement notamment. Finalement, la période plus récente serait propice à une diversification des modèles agricoles et même une polarisation avec le maintien d'une agriculture industrielle et le développement d'une agriculture de proximité à la fonction sociale forte. Ces résultats correspondent bien à l'évolution des modèles agricoles au Québec, mais aussi aux États-Unis et en France, qui est présentée dans le premier chapitre de ce mémoire. Cela permet même d'ajouter quelques éléments de description de l'agriculture pratiquée au Québec avant la Seconde Guerre mondiale. En outre, l'évolution de la façon dont l'agriculture exerce son rôle social (mais aussi

⁸ Une partie des données étant conjointe avec l'étude principale, une réflexion sur ce sujet a également été amenée dans le rapport sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine (Narac et al., sous presse).

économique, environnemental, etc.) sur le territoire est en accord avec les travaux de Wilson (2007) selon lesquels la multifonctionnalité est davantage un processus de transition qu'un état statique.

Dans notre échantillon, près de la moitié des personnes (7 sur 15) résident dans la MRC de Maria-Chapdelaine depuis neuf ans ou moins. Les chiffres fournis par Statistique Canada (2022b) concernant le recensement de la population de 2021 ne nous permettent pas de vérifier si cette proportion est représentative ou non de l'ensemble de la population de la MRC. Dans le cas où ce chiffre serait représentatif de la population, cela indiquerait une arrivée importante de nouveaux résidents, dont potentiellement de nombreux néoruraux. Dans l'autre cas, cela pourrait signifier que les personnes récemment installées dans la MRC ont à cœur de donner leur avis et donc de contribuer à l'évolution de la filière agricole sur le territoire. En effet, les néorurales et les néoruraux sont généralement soucieux du développement de la communauté et souhaitent s'impliquer pour la dynamiser. Ils sont devenus des acteurs importants du développement territorial (Guimond et Simard, 2020). Ces personnes présentent souvent une sensibilité accrue à la richesse écologique des territoires et associent la ruralité à un espace de quiétude, à la fois récréatif et résidentiel. Ainsi, il est pertinent d'analyser la manière dont leur vision du développement rural s'articule avec les dynamiques déjà en place, notamment les activités agricoles (Guimond et Simard, 2020). En outre, les résultats de cette étude révèlent que les activités agricoles entraînent la venue de plus en plus de travailleurs étrangers temporaires. L'arrivée de ces nouvelles personnes au sein de la population pourrait également avoir une influence sur les transformations progressives des milieux ruraux.

Finalement, un élément transversal aux résultats est l'impact de la pandémie sur les perceptions de l'agriculture et le lien entre la population et les personnes agricultrices. La pandémie aurait permis une prise de conscience autour de l'importance de l'autonomie alimentaire et du maintien des entreprises locales, favorisant l'agriculture de proximité et donc le rapprochement des habitants et des habitantes de la MRC avec les personnes agricultrices. Elle aurait aussi encouragé la population à jardiner et à s'éduquer sur la production des aliments. Finalement, la pandémie aurait favorisé l'évolution de la perception de la population vers une perception plus négative de l'agriculture

productiviste. Ainsi, cet événement aurait eu des conséquences sur la perception des différentes fonctions de l'agriculture.

CONCLUSION

Dans le contexte d'un constat global de l'éloignement de la population par rapport aux processus de production agricole d'un côté, et des normes gouvernementales de plus en plus strictes en réponse aux exigences de la population d'un autre côté, ce mémoire aborde le lien entre la population et l'agriculture (Cummins et al., 2015). Plus précisément, en accord avec l'essor de la notion de système alimentaire territorialisé, la recherche s'inscrit dans le territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine, une MRC rurale et éloignée, située dans la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ainsi, les objectifs spécifiques de ce mémoire étaient de mieux connaître : 1) le degré de proximité de la population avec le secteur agricole de la MRC de Maria-Chapdelaine, 2) le niveau de connaissance de la population sur l'agriculture de la MRC de Maria-Chapdelaine, 3) les perceptions de la population à l'égard du métier d'agriculteur ou d'agricultrice et de la filière agricole au sein de la MRC de Maria-Chapdelaine. Tout d'abord, la proximité physique est plutôt évidente dans une MRC rurale. Nos résultats indiquent que la proximité sociale, elle, semble plutôt faible, en tout cas elle se serait considérablement affaiblie lors des dernières décennies. Ainsi, la proximité physique seule ne serait pas toujours gage de proximité sociale. Si la totalité des personnes interviewées ont accès au monde agricole, notamment grâce aux kiosques à la ferme, elles souhaiteraient plus de rencontres avec ce milieu. Sans surprise, nos résultats indiquent que le niveau de connaissance des habitants et des habitantes aurait diminué avec une faible exposition aux processus de production, un manque de curiosité intellectuelle et un faible taux de littéracie qui caractérise les MRC les plus éloignées et les milieux agricoles. Les quelques participants et participantes présentant un bon niveau de connaissance mettent en avant l'importance du bouche-à-oreille. Or, avec la diminution de la proximité sociale entre les personnes habitant le territoire et les personnes agricultrices, ce moyen d'information semble être réservé à une minorité de personnes. Puis, les résultats de l'étude ont permis de montrer que les répondants et les répondantes font clairement un lien entre la proximité (physique et sociale), le niveau de connaissance, et les perceptions du métier et des activités agricoles. Ce lien est souvent positif, mais aussi quelquefois négatif, ce qui est plus surprenant. En effet, la proximité physique est à l'origine d'enjeux liés à la

conciliation des activités sur le territoire. La proximité sociale et l'augmentation du niveau de connaissance permettent aux participants et aux participantes de constater la difficulté du métier d'agriculteur ou d'agricultrice. Selon les personnes interviewées, cela est à l'origine du désintérêt des jeunes pour les métiers proposés par la filière agricole. Comme conséquence, plusieurs participants et participantes évoquent la présence d'une main-d'œuvre étrangère temporaire et les enjeux liés. Ce dernier élément vient s'ajouter à ceux présentés dans la revue de littérature, comme une conséquence des perceptions négatives du métier d'agriculteur ou d'agricultrice. Finalement, nous constatons que les personnes reçues en entrevue attribuent une importance économique à l'agriculture sur le territoire, mais estiment que la filière a encore des efforts à faire en termes de respect de l'environnement. Certaines fonctions telles que les fonctions sociale, culturelle et l'occupation du territoire seraient à renforcer pour que la filière agricole participe davantage au développement et à la vitalité du milieu.

Ces résultats ont pu être obtenus grâce à une étroite collaboration avec les acteurs et les actrices du terrain de recherche. Plusieurs personnes travaillant à la MRC de Maria-Chapdelaine ont joué un rôle important dans le recrutement des participants et des participantes. Les locaux de la MRC ont été utilisés pour réaliser plusieurs entrevues. Finalement, la personne responsable du développement agricole a apporté de nombreux éléments de contexte, ce qui a permis de mieux adapter la recherche au terrain et à la population à l'étude. Cela a aussi permis une analyse pertinente des résultats.

LIMITES DE LA RECHERCHE

Notons que la méthodologie de l'étude présente certaines limites. La prise de conscience de celles-ci a permis de prendre les mesures nécessaires pour réduire les biais et interpréter les résultats en conséquence (Mukamurera et al., 2006). Comme expliqué dans le chapitre consacré à la méthodologie de la recherche, le recrutement des participants et des participantes a nécessité plusieurs mois et plusieurs relances. Cela peut révéler un désintérêt de la population pour les sujets liés à l'agriculture ou pour la recherche de manière générale. Cela peut aussi révéler des faiblesses

dans les stratégies de recrutement employées. Certaines personnes ont, en préambule de l'entrevue, expliqué douter de la pertinence et de la légitimité de leur participation à cause de leur niveau de connaissance de la filière agricole qu'elles estimaient faible. Dans les messages de recrutement, il était précisé que les entrevues étaient ouvertes à tout le monde, peut-être aurait-il été nécessaire de mettre l'emphasis sur le fait qu'aucune sorte de connaissance n'était requise pour participer.

L'étude réalisée est qualitative avec un échantillonnage accidentel, par recherche de volontaires et par réseaux. L'échantillon n'est donc pas représentatif d'un point de vue statistique et les résultats ne sont pas généralisables (Fortin et Gagnon, 2022 ; Savoie-Zajc, 2016 ; Mukamurera et al., 2006). Ainsi, le degré de proximité, le niveau de connaissance et les perceptions à l'égard de l'agriculture et des personnes agricultrices caractérisant les participants et les participantes ne sont pas représentatifs de la population. Considérant les difficultés de recrutement évoquées précédemment, il est probable que les personnes participantes aient un lien ou un intérêt pour l'agriculture ou l'alimentation. Sans pouvoir le vérifier, nous pouvons penser que ces personnes présentent une proximité sociale et un niveau de connaissance sur les activités agricoles supérieurs au reste des habitants et des habitantes de la MRC. Rappelons que dans l'échantillon, seulement six personnes n'ont aucun proche ou ami travaillant dans la filière agricole. Quatre estiment posséder un bon niveau de connaissance et trois, un niveau de connaissance moyen. Si l'échantillon n'est pas représentatif de la population, l'étude permet tout de même de développer des éléments très intéressants apportés par les personnes reçues en entrevue. Ainsi, ces résultats permettent, à leur modeste échelle, de compléter et d'ajouter de la complexité aux éléments présentés dans la revue de littérature, qui sont majoritairement issus d'études quantitatives.

Certaines limites sont spécifiques à l'entrevue individuelle semi-dirigée. En effet, les entrevues sont réalisées dans un espace-temps bien déterminé. L'expérience de la personne interviewée est bien plus vaste que son discours à propos de celle-ci. Ainsi, il est important de ne pas restreindre, de façon définitive, l'expérience de cette personne à l'expression qu'elle en fait à un certain moment, dans un certain lieu. Les informations partagées par l'interlocuteur ou l'interlocutrice

peuvent être influencées par différents facteurs. Cette personne peut vouloir faire plaisir à la chercheuse et modifier son discours (Savoie-Zajc, 2016). Elles ont pu, par exemple, exprimer une perception plus positive des personnes agricultrices et de l'agriculture que ce qu'elles pensaient réellement. Pour limiter ce biais, la chercheuse a informé les participants et les participantes, avant le début des entrevues, qu'il n'y avait pas de bonne ou de mauvaise réponse et que tous les points de vue étaient intéressants. Elle a également rappelé que les données seraient anonymisées par la suite.

L'étude qualitative laisse place à l'interprétation des données et à la subjectivité (Leray et Bourgeois, 2016). Lors de l'analyse, les *a priori* sur le phénomène étudié ont, le plus possible, été mis entre parenthèses pour se placer strictement au niveau de ce qui a été présenté par les personnes participantes, tel que cela a été présenté (Paillé et Muchielli, 2021). En outre, l'analyse thématique rigoureuse et l'encadrement du travail par les deux directions de recherche ont permis de limiter ce biais (Mukamurera et al., 2006).

Pour des raisons techniques, l'échantillon ne comprend que 15 personnes. Ce nombre est insuffisant pour déterminer et distinguer des profils de participants et de participantes. Ainsi, les résultats obtenus ne peuvent pas être comparés à certaines données présentées dans la revue de littérature, qui établissent des relations entre degré de proximité, niveau de connaissance et perceptions du métier d'agriculteur et de la filière agricole.

La distinction entre la proximité, le niveau de connaissance et les perceptions est créée artificiellement pour faciliter la présentation et l'analyse des résultats. Dans les faits, ces trois éléments étaient intimement liés dans le discours des personnes interviewées. Classer les propos de ces dernières dans différents thèmes, sans dénaturer le sens global du discours, semble être un enjeu. La partie consacrée à l'analyse des résultats a permis de faire le lien entre les différents thèmes.

Ensuite, l'utilisation de la théorie de la multifonctionnalité comme cadre théorique présente également des limites. Tout d'abord, les personnes reçues en entrevue ne connaissaient pas la théorie de la multifonctionnalité de l'agriculture. L'explication du contenu de chaque fonction et l'illustration par des exemples ont pu influencer leurs réponses. Il aurait peut-être été préférable de ne pas mentionner les fonctions en tant que telles dans les questions posées.⁹ Ensuite, est-ce que la classification des externalités de l'agriculture selon les fonctions alimentaire, économique, environnementale, sociale, culturelle, ne risque pas de favoriser une logique de développement en silos, compartimentée ? Plus concrètement, nous pouvons nous questionner sur la capacité de cette théorie à être transposée aux réalités du terrain. Comme présenté dans le chapitre 3, les fonctions de l'agriculture évoluent selon de nombreux facteurs tels que les modèles agricoles présents sur le territoire, les relations entre les différentes parties prenantes sur le territoire, les relations entre les différents niveaux de prise de décision et toute autre spécificité pertinente du territoire (Doucet, 2020 ; Wilson, 2009 ; Wilson, 2007). Comme c'est un concept très ancré dans les territoires, il n'existe pas de définition unique de la multifonctionnalité. Les distinctions effectuées pour discriminer les fonctions de l'agriculture sont subjectives et relèvent d'une certaine construction sociale (Handfield, 2010). Ces éléments peuvent empêcher les différents acteurs et actrices d'un même territoire de partager une compréhension claire de la multifonctionnalité de l'agriculture. En outre, comme présenté dans le chapitre consacré aux résultats, la classification en plusieurs fonctions distinctes ne traduit pas la réalité vécue par les consommateurs et les consommatrices. Ces fonctions sont interreliées et une externalité de l'agriculture peut être associée à plusieurs fonctions en même temps. Ce décalage entre théorie et expression des fonctions sur le territoire pourrait être un enjeu pour la mise en application de la multifonctionnalité. Par ailleurs, l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en place pour favoriser la multifonctionnalité à l'aide d'indicateurs pourrait également être un enjeu.

Finalement, nous pouvons nous demander si l'échelle de la MRC est l'échelle territoriale la plus pertinente pour observer le lien entre la population et l'agriculture locale. En effet, plusieurs

⁹ Une partie des données étant conjointe avec l'étude principale, une réflexion sur ce sujet a également été amenée dans le rapport sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine (Narac et al., sous presse).

personnes composant l'échantillon ne connaissent pas exactement la délimitation géographique de la MRC de Maria-Chapdelaine. Celles vivant dans des municipalités en bordure de la MRC mentionnent dans leur entrevue des entreprises agricoles situées dans la MRC voisine. Ces éléments soulèvent des interrogations quant au sentiment d'appartenance de la population à la MRC de Maria-Chapdelaine. Les municipalités régionales de comté sont des entités administratives dont le territoire ne reflète pas nécessairement une homogénéité dans les modes de vie des habitants et des habitantes. Nous pouvons nous questionner sur le rôle de cette entité administrative dans la manière dont la population vit le territoire et interagit avec la filière agricole. Est-ce que l'élargissement du terrain d'étude au territoire du Lac-Saint-Jean aurait abouti à des résultats différents ? Finalement, si le choix du territoire correspondant au terrain d'étude est très important, il ne faut pas négliger les liens avec des territoires plus vastes et éloignés. En effet, comme évoqué dans les résultats, une part importante des productions agricoles de la MRC sont exportées en dehors de la région.

APPORTS ET PERSPECTIVES DE RECHERCHES FUTURES

Les connaissances développées dans ce mémoire pourront être utilisées par la MRC pour le renforcement de la fonction sociale de l'agriculture sur le territoire et la valorisation de la filière auprès de la population. Cela correspond d'ailleurs à une des orientations (« Valoriser le rôle social et le rôle économique de l'agriculture et de l'agroalimentaire ») du plan d'action de son PDAA pour la période 2020-2025 (MRC de Maria-Chapdelaine, 2020). Les résultats de l'étude participent à mettre en évidence des aspects de l'agriculture sur lesquels la population doit davantage être informée et sensibilisée.

De manière générale, il y a une envie de la part des personnes reçues en entrevue de pouvoir profiter de plus d'occasions de rencontre avec les agriculteurs et les agricultrices. La forme de ces occasions devrait convenir à la population dont le rythme de vie est exigeant et dont il est difficile de faire évoluer les habitudes. Elle devrait aussi convenir aux agriculteurs et aux agricultrices dont la charge de travail ne fait qu'augmenter et dont les habiletés de communication seraient perfectibles.

Finalement, la forme devrait garantir la qualité des échanges. Plusieurs pistes d'occasions de rencontre sont proposées dans le rapport sur la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine (Narac et al., sous presse). Ces pistes sont des propositions venant des habitants et des habitantes de la MRC, il serait nécessaire de consulter également les producteurs et les productrices sur le sujet.

Concernant les perspectives de recherche futures, comme évoqué précédemment, il serait pertinent d'agrandir l'échantillon pour pouvoir déterminer et distinguer des profils de participants et de participantes. Cela permettrait d'établir des relations entre les caractéristiques sociodémographiques et les perceptions exprimées, le degré de proximité sociale et le niveau de connaissance, ou encore entre le niveau de connaissance et la nature des perceptions à l'égard du métier d'agriculteur ou d'agricultrice et de la filière agricole. Une augmentation de la taille de l'échantillon permettrait également d'en augmenter la représentativité.

Les résultats obtenus avec cette recherche sont territorialisés. Ils dépendent des réalités socio-économiques vécues par les habitants et les habitantes de la MRC de Maria-Chapdelaine et des modèles agricoles présents. Ces modèles sont eux-mêmes influencés par les conditions géographiques, climatiques, la qualité des sols et les savoir-faire des personnes habitant la MRC. Ainsi, il serait pertinent de reproduire la même étude dans d'autres MRC du Québec où ces facteurs diffèrent. Le Québec est en effet traversé par une diversité de réalités socio-économiques et de modèles agricoles. En outre, comme présenté dans le chapitre 1, les transformations de la filière agricole après la Seconde Guerre mondiale ont influencé le développement des régions centrales et des régions périphériques de façon différenciée. Il serait intéressant d'observer la façon dont ces facteurs influencent le lien entre la population et l'agriculture locale. En outre, reproduire cette étude sur d'autres territoires permettrait de faire ressortir ceux où le lien entre la population et les personnes agricultrices ou l'agriculture est de meilleure qualité et d'identifier les initiatives favorisant ces bons rapports. Dans la mesure du possible, ces initiatives pourraient être développées sur les territoires où le lien est plus dégradé.

BIBLIOGRAPHIE

- Aumand, A., Barthélemy, D., Caron, P., Hadyńska, A., Hadyński, J., Hediger, W., Le Cotty, T., Roep, D., Oostindie, H., Reig, E. et Sabourin, E. (2004). *Definitions, references and interpretations of the concept of multifunctionality and its contributions to a sustainable development : Synthesis of country reports*.
- Blais, M. et Martineau, S. (2006). L'analyse inductive générale : Description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches qualitatives*, 26(2), 1-18. <https://doi.org/10.7202/1085369ar>
- Bourgeois, I. (2016). La formulation de la problématique. In Gauthier, B. et Bourgeois, I. (dir.). *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données* (p. 51-75).
- BVA. (2021). *Image de l'agriculture auprès des Français en 2021*.
- Campenhoudt, L. V., Marquet, J. et Quivy, R. (2017). Quatrième étape—La construction du modèle d'analyse. In *Manuel de recherche en sciences sociales* (5e édition, p. 151-197). Dunod. <https://www.cairn.info/manuel-de-recherche-en-sciences-sociales--9782100765416-page-151.htm>
- Centre de collaboration nationale des déterminants de la santé. (2024). *Ce qui détermine la santé : Note d'information sur les systèmes alimentaires*. Antigonish (N.É.) : CCNDS, Université St. Francis Xavier
- Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires Université Laval. (2015). *Les systèmes alimentaires territorialisés : Source de diversité et outil d'intégration et de compétitivité*.
- Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada et Instituts de recherche en santé du Canada. (2022). *Énoncé de politiques des trois conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains*.
- Cummins, A., Widmar, D. N. O. et Croney, D. C. (2015). *Perceptions of Animal Agriculture and Meat Products : Spotlights on Indiana, Illinois, Michigan, Ohio and Wisconsin*.
- de Saulieu, G., Sebag, D. et Guillaud, D. (2020). L'émergence de l'agriculture : Révolution ou grande transition de l'Anthropocène? *Les nouvelles de l'archéologie*, 161, Article 161. <https://doi.org/10.4000/nda.10496>
- Décary-Gilard, F. (2011). *Le rôle de l'État et la multifonctionnalité de l'agriculture québécoise : La perspective des acteurs sociaux*. Mémoire de maîtrise en sciences de l'environnement. Université du Québec à Montréal, Montréal. Repéré à <https://archipel.uqam.ca/4567/1/M12311.pdf>
- Doucet, C. (2020). *Modèle Agricole Territorial : Nouveaux Rapports Entre Agriculture, Société et Territoire*. Québec, CANADA: Presses de l'Université du Québec. Repéré à <https://ebookcentral.proquest.com/lib/uqac-ebooks/detail.action?docID=6373367>
- Dunning, D. (2011). Chapter five - The Dunning-Kruger Effect : On Being Ignorant of One's Own Ignorance. *Advances in Experimental Social Psychology*, 44, 247-296. <https://doi.org/10.1016/B978-0-12-385522-0.00005-6>

- Fédération de l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Saguenay-Lac-Saint-Jean. (2023). *Rapport d'activités 2022-2023*.
- Fédération régionale de l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Saguenay-Lac-Saint-Jean. (2024). *Mémoire dans le cadre de la consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles—Agir pour nourrir le Québec de demain*.
- Fortin, M.-F. et Gagnon, J. (2022). *Fondements et étapes du processus de recherche : Méthodes quantitatives et qualitatives* (4e édition). Chenelière éducation. <https://doi-org.sbioproxy.ugac.ca/10.3917/dunod.vanc.2017.01>
- Francoeur, J. (2018). *La place de la paysannerie dans l'agriculture et l'espace rural québécois : Enjeux théoriques et d'action publique*.
- Francoeur, J. et Abergel, É. (2020). La professionnalisation comme outil de protection du territoire agricole québécois : « Il faut empêcher que se constituent des petites fermes non rentables ». *Canadian Journal of Regional Science*, 43(1), 16-27. <https://doi.org/10.7202/1083578ar>
- Gauthiers, B. (sous la direction de) (1992). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, 2e éd., Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Gobeil, D. (2021). *A l'écoute des consommateurs* [Les producteurs de lait du Québec]. <https://lait.org/fichiers/Revue/PLQ-2021-04/edito.pdf>
- Gouvernement du Québec. (2023). *Productions agricoles—Élevages et cultures du Québec*. Gouvernement du Québec. <https://www.quebec.ca/agriculture-environnement-et-ressources-naturelles/agriculture/industrie-agricole-au-quebec/productions-agricoles>
- Gouvernement du Québec. (2024). *Portrait statistique de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'échelle régionale, édition 2024, Saguenay-Lac-Saint-Jean*. <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/org/SCF/publications/ADS/portraits-regionaux/Portraits-regionaux-02Saguenay-Lac-St-Jean-2024.pdf>
- Gouvernement du Québec. (2025). *Plan de développement de la zone agricole*. Gouvernement du Québec. Consulté 9 mars 2025, à l'adresse <https://www.quebec.ca/agriculture-environnement-et-ressources-naturelles/agriculture/industrie-agricole-au-quebec/protection-mise-en-valeur-territoire-agricole/plan-developpement-zone-agricole>
- Guimond, L. et Simard, M. (2020). Les néoruraux en cavale vers la campagne : quelles conséquences pour le Québec ? *Revue Organisations & territoires*, 29(1), 19-25. <https://doi.org/10.1522/revueot.v29n1.1120>
- Handfield, M. (2010). La reconnaissance, la valorisation et la rétribution de la multifonctionnalité de l'agriculture : Quelle incidence sur la transmission et la pérennisation des fermes familiales ? In Jean, B. et Lafontaine, L. (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux, enjeux théoriques et d'action publique* (CRDT GRIDEQ, p. 137-154).
- Harris, D. R. et Fuller, D. Q. (2014). *Agriculture: Definition and Overview*. Dans C. Smith (Éd.), *Encyclopedia of Global Archaeology* (p. 104-113). New York: Springer. Repéré à https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/1429869/1/Harris_Fuller_AAM.pdf
- Hoerbert, B. (2020). The Perceptions of Media Portrayals of Agriculture. *Agriculture*. <https://ir.library.illinoisstate.edu/ursagr/7>
- Howard, R. L. (1999). *Perceptions of students and teachers regarding agriculture in Leflore County, Mississippi* [MS, West Virginia University Libraries]. <https://doi.org/10.33915/etd.977>

<https://agridemain.fr/wp-content/uploads/2021/05/BVA-Sondage-Image-de-lagriculture-aupres-des-Francais-en-2021-12-Mai-2021.pdf>

Impact Recherche. (2006). *Enquête concernant les perceptions de la population de la région Chaudière-Appalaches sur le positionnement de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la région*. Impact recherche (Collections de BAnQ). <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/1926833>

Institut de la statistique du Québec. (2023). *Indice de vitalité économique des territoires. Édition 2023*.

Institut national de santé publique du Québec. (2010). *Relation entre l'agriculture et la qualité de vie des communautés rurales et périurbaines : Synthèse*. Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Bibliothèque et Archives du Canada.

Institut national de santé publique du Québec. (2024). *Indice de défavorisation du Québec 2021*.

Ipsos. (2018). *Le regard des Français sur l'agriculture*. https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2018-11/ipsos_pour_opinion_valley_-_agriculture.pdf

Ipsos. (2022). *Enquête d'opinion auprès des français et des agriculteurs—Regards croisés sur les enjeux de l'agriculture française : Perceptions, besoins et attentes*.

Ipsos. (2024). *Agriculture : Les limites d'un système déséquilibré*. https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2024-02/Etude_AgriExpress.pdf

Jean, B. (1997). *Territoires d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*. Presses de l'Université du Québec. doi: 10.2307/j.ctv18phfzc

Knapp, J. et L. Griffieon. 1999. Non-farmers Guide to Agriculture (Polk County). Leopold Center Competitive Grant Report 98-57, p. 17-19.

La Financière agricole du Québec. (2024). *Bulletin Transac-terres, Valeur des terres agricoles, édition 2024*. <https://www.fadq.qc.ca/fileadmin/fr/bulletins/transac-terres-2024.pdf>

Lang, C. (2001). Ouvrir l'exploitation sur les services. *Travaux et Innovations*, 75.

Langlois, P. (2021). *La littératie au Québec—Un regard local sur les enjeux—Estimation d'un indice de littératie par MRC* (Fondation pour l'alphabétisation, Éd.; Collections de BAnQ). <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4645969>

Leray, C. et Bourgeois, I. (2016). L'analyse de contenu. In I. Bourgeois (dir.), *Recherche sociale de la problématique à la collecte de données* (6e édition, p. 427-453). Presses de l'Université du Québec.

Lohr, L. 1996. Perceptions of Rural Air Quality: What Will the Neighbors Think? *Journal of Agribusiness* 14(1), p. 109-128.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. (2017). *Préoccupations et perceptions de la population du Québec face au secteur de la production agricole et des pêches commerciales*.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. (2020). *Agir, pour une agriculture durable | Plan 2020-2030*.

- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. (2023). *Évolution du nombre de fermes au Québec*. 31(12). BIOCLIPS Actualité bioalimentaire
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. (2024a). *Consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles—Agir pour nourrir le Québec de demain*.
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. (2024b). *La vente directe des produits agricoles en croissance*. BIOCLIPS Actualité bioalimentaire
- Moine, A. et Sorita, N. (2015). *Travail social et territoire : concept, méthode et outils*. Rennes: Presses de l'École des hautes études en santé publique.
- Mollard, A. (2003). Multifonctionnalité de l'agriculture et territoires : des concepts aux politiques publiques. *Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales (CESR)*, 66, 27-54. doi: 10.22004/ag.econ.206070
- MRC de Maria-Chapdelaine. (2024). *Mémoire Consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles—Agir pour nourrir le Québec de demain*.
- MRC de Maria-Chapdelaine. (s. d.). *Territoire Portrait de la MRC Maria-Chapdelaine*. <https://mrcdemaria-chapdelaine.ca/territoire/>
- Mucchielli, A. (2009). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*. Armand Colin. <https://doi-org.sbiproxy.uqac.ca/10.3917/arco.mucch.2009.02>
- Muchnik, J., Requier-Desjardins, D., Sautier, D. et Touzard, J. M. (2007). *Les systèmes agroalimentaires localisés (SYAL)* Économies et sociétés, 29, 1465-1484.
- Mukamurera, J., Lacourse, F. et Couturier, Y. (2006). Des avancées en analyse qualitative : Pour une transparence et une systématisation des pratiques. *Recherches qualitatives*, 26(1), 110-138. <https://doi.org/10.7202/1085400ar>
- Mundler, P. (2002). *Multifonctionnalité de l'agriculture et développement rural*. http://www.revue-economie-et-humanisme.eu/bdf/docs/r362_64_multifonctionnalite.pdf
- Mundler, P. (2010). La multifonctionnalité de l'agriculture : enjeux théoriques et d'arbitrage entre politiques sectorielles et politiques territoriales. In Jean, B. et Lafontaine, D. (dir.), *La multifonctionnalité de l'agriculture et des territoires ruraux, enjeux théoriques et d'action publiques* (p. 25-48). Québec: Editions du GRIDEQ, Editions du CRDT.
- Mundler, P. et Ruiz, J. (2015). *Analyse des enjeux de la multifonctionnalité de l'agriculture québécoise dans les zones d'intensification agricole et sous forte influence urbaine*. https://agriculture-et-territoires.fsaa.ulaval.ca/fileadmin/Fichiers/Recherche/Axe_Multifonctionnalite_et_gouvernance/Mundler_Ruiz_MFA_RapportSynthese_BasseResolution_2015.pdf
- Mundler, P. et Ruiz, J. (2020). Fiche informative - Agriculture : Comprendre la diversité et ses enjeux. *Revue Organisations et territoires*, 29(1), 47-52. <https://doi.org/10.1522/revueot.v29n1.1124>
- Municipalité régionale de comté (MRC) de Maria-Chapdelaine. (2020). *Plan de développement des activités agricoles de la MRC de Maria-Chapdelaine 2020-2025*. https://mrcdemaria-chapdelaine.ca/medias/2021/09/PDAA-2020-2025_Complet.pdf
- Narac, F., Tremblay, S., Riffon, O., Tremblay, S. et Potvin, F. (sous presse). *Multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC Maria-Chapdelaine (Québec, Canada)*.

- Office français de la biodiversité. (s. d.). *Zones tampons : Définition et typologie*. Le portail technique de l'OFB. Consulté 9 mars 2025, à l'adresse <https://professionnels.ofb.fr/fr/node/1191>
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2001). *Multifunctionality: Toward an analytical framework*. (p. 157). Paris: OCDE. doi: <https://doi.org/10.1787/9789264192171-en>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2007). *The Roles of Agriculture in Development: Policy Implications and Guidance*. <https://www.fao.org/3/a1067e/a1067e.pdf>
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2021). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (5e édition). Armand Colin. <https://www-cairn-info.sbioproxy.ugac.ca/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200624019.htm>
- Paré, M. C., Morissette, O., Boivin, M., Piochon, M. et Pichette, A. (2025). Augmentation significative des superficies recouvertes par du paillis de plastique au Saguenay–Lac-Saint-Jean, Québec, Canada. *Canadian Journal of Soil Science*, 105, 1-10. <https://doi.org/10.1139/cjss-2024-0064>
- Parent, D. (2001). D'une agriculture productiviste en rupture avec le territoire à une agriculture durable complice du milieu rural. *Téoros: Revue de recherche en tourisme*, 20(2), 22. <https://doi.org/10.7202/1071639ar>
- Rastoin, J.-L. (2015). Localized food systems: Theoretical considerations and empirical justifications
- Rieutort, L. (2009). Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture. *L'Information géographique*, 73(1), 30-48. doi: <https://doi.org/10.3917/lig.731.0030>
- Ruiz, J. (2019). *Évolution de l'occupation des terres agricoles au Québec 1951-1981-201*. 43.
- Savoie-Zajc, L. (2016). L'entrevue semi-dirigée. In I. Bourgeois (dir.), *Recherche sociale de la problématique à la collecte de données* (6e édition, p. 338-362). Presses de l'Université du Québec.
- Segma Recherche. (2024). *Opinion et perception des Québécois sur les territoires et les activités agricoles*.
- Smith, E., Park, T. et Sutton, M. (2009). High School Students' Perceptions and Knowledge about Agriculture based upon Location of the High School. *NACTA Journal*, 53(3), 17-23.
- SOM. (2011). *Étude des perceptions de la population du Québec à l'endroit du bioalimentaire*. <https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/publications/somresultatssondage.pdf>
- Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments. (2020). *Construction et aménagement des fermes laitières | Guide d'information*. Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Bibliothèque et Archives Canada.
- Statistique Canada. (2014). *La population agricole de la province de Québec : Évolution au fil du temps*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/ca-ra2006/agpop/qc-fra.htm>
- Statistique Canada. (2015). *Un Canada de plus en plus urbain*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-630-x/11-630-x2015004-fra.htm>
- Statistique Canada. (2022a). *Croissance démographique dans les régions rurales du Canada, 2016 à 2021*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/98-200-x/2021002/98-200-x2021002-fra.cfm>

- Statistique Canada. (2022b). *Profil du recensement, Recensement de la population de 2021, Résultats pour « Maria-Chapdelaine »*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>
- Statistique Canada. (2022c). Série « Perspective géographique », *Recensement de 2021—Dolbeau-Mistassini (Subdivision de recensement)*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/fogs-spg/Page.cfm?lang=F&topic=1&dguid=2021A00052492022>
- Statistique Canada. (2022d). Série « Perspective géographique », *Recensement de 2021—Normandin (Subdivision de recensement)*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/fogs-spg/Page.cfm?lang=F&topic=1&dguid=2021A00052492040>
- Statistique Canada. (2022e). *Statistiques sur la main-d'œuvre agricole et agroalimentaire*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220613/dq220613d-fra.htm>
- Torre, A. et Filippi, M. (2005). Les mutations à l'œuvre dans les mondes ruraux et leurs impacts sur l'organisation de l'espace. In *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux* (p. 1-36). Éditions Quæ. <https://doi.org/10.3917/quae.torre.2005.01.0001>
- Touzard, J.-M. et Fournier, S. (2014). La complexité des systèmes alimentaires : Un atout pour la sécurité alimentaire? *Vertigo : la revue électronique en sciences de l'environnement*, 14(1). <https://www.erudit.org/fr/revues/vertigo/2014-v14-n1-vertigo01649/1027948ar/>
- Union des producteurs agricoles (UPA) Saguenay-Lac-Saint-Jean. (s. d.). *Événements et activités – UPA*. Consulté 11 mars 2025, à l'adresse <https://saguenay-lac-saint-jean.upa.qc.ca/citoyen/centre-des-communications/evenements-activites>
- Union des producteurs agricoles (UPA). (2025). *Tarifs douaniers, Guerre commerciale : Toute l'information au même endroit*. <https://www.upa.qc.ca/citoyen/tarifs-douaniers>
- Wachenheim, C. et Rathge, R. (2000). *Societal Perceptions of Agriculture*.
- Wachenheim, C. J. et Lesch, W. C. (2002). Public Views on Family and Corporate Farms. *Journal of Agricultural et Food Information*, 4(2), 43-60. https://doi.org/10.1300/J108v04n02_04
- Wilson, G. A. (2007). *Multifunctional Agriculture, A Transition Theory Perspective*.
- Wilson, G. A. (2009). *The spatiality of multifunctional agriculture : A human geography perspective*.

CERTIFICATION ÉTHIQUE

Ce mémoire a fait l'objet d'une certification éthique auprès du CER-UQAC. Le numéro du certificat est 2023-1348.

ANNEXE 1

FICHE SIGNALÉTIQUE

1. Quel est votre âge? _____
2. Vous identifiez-vous comme :
 - ☐ Un homme
 - ☐ Une femme
 - ☐ Autres? Définir _____
 - ☐ Je ne souhaite pas répondre
3. Quel est votre lieu de résidence ?

4. Depuis combien de temps résidez-vous au sein de la MRC de Maria-Chapdelaine ?

5. Quels sont vos niveaux de scolarité complétés (indiquez tous les diplômes obtenus jusqu'à maintenant) ?
 - ☐ Études secondaires professionnelles (DEP), dans quel domaine? _____
 - ☐ Études collégiales (DEC), dans quel domaine? _____
 - ☐ Baccalauréat, dans quel domaine ? _____
 - ☐ Maîtrise, dans quel domaine ? _____
 - ☐ Doctorat, dans quel domaine ? _____
 - ☐ Autre, précisez : _____
6. Quelle est votre profession ? _____
7. Où exercez-vous votre métier la majorité du temps ?

8. Est-ce qu'un membre de votre famille travaille dans le secteur de l'agriculture ?
 - ☐ Oui, producteur·rice agricole
 - ☐ Oui, acteur·rice du SAT Préciser _____
 - ☐ Non

9. Pratiquez-vous le jardinage ?

- ☐ Oui, sur mon terrain
- ☐ Oui, dans un jardin communautaire
- ☐ Non
- ☐ Autre, précisez : _____

ANNEXE 2

GUIDE D'ENTREVUE

[L'interviewer révisé le formulaire de consentement avec le participant ou la participante]

[L'interviewer remplit la fiche signalétique avec le participant ou la participante]

Tout d'abord, je tiens à vous remercier à nouveau de bien vouloir participer à cette étude. Les informations que vous allez nous transmettre durant cette entrevue vont nous permettre de mieux comprendre les fonctions de l'agriculture au sein de la MRC de Maria-Chapdelaine, et les interactions entre les différents acteurs du système alimentaire. Cela permettra notamment une planification pertinente du prochain plan de développement des activités agricoles de la MRC.

L'entrevue se déroulera sous forme de discussion ; vous pouvez donc sans problème déborder des thèmes suggérés pour m'apporter toute information complémentaire que vous jugez pertinente.

L'entretien devrait durer au maximum 1h30, et sera divisé en trois thèmes.

Avez-vous des questions ? Pouvons-nous commencer ?

Partie 1 – Liens territoire

1.1 Depuis combien de temps habitez-vous la MRC Maria-Chapdelaine ?

1.2 Pourquoi demeurer ici ou avoir choisi d'habiter ici ?

1.3 Quelles seraient les forces de votre communauté ?

1.4 Quels seraient les défis de la MRC Maria-Chapdelaine ?

1.5 Ressentez-vous un attachement ou un sentiment d'appartenance à votre municipalité, MRC, région ?

1.6 Est-ce que ce degré d'attachement participe en retour à la construction de votre identité personnelle ?

1.7 Entrevoyez-vous le futur de votre communauté d'un œil plutôt positif ou plutôt négatif ?

Partie 2 – Modes de consommation

2.1 Parlez-nous de vos habitudes d'achat alimentaires.

- Où achetez-vous vos produits alimentaires ? Est-ce que cet endroit varie en fonction du produit ?
- Pour combien de personnes faites-vous ces achats ? (seul ou famille)

2.2 Parlez-nous maintenant de vos habitudes de consommation alimentaire.

- Consommation à la maison
- Consommation dans un restaurant
- Autres...

2.3 Avez-vous des critères particuliers que vous tentez de respecter quand vous réalisez vos achats alimentaires ?

2.4 Est-ce que ces critères peuvent être respectés ou répondus dans la MRC de Maria-Chapdelaine ?

2.5 Lorsque vous achetez ou consommez un produit alimentaire, à quel point réfléchissez-vous à la façon dont il a été produit (provenance, techniques agricoles, impact sur l'environnement) ?

2.6 Souhaiteriez-vous changer ou faire évoluer vos modes d'achat ou de consommation alimentaire ? Si oui pourquoi et comment ?

Partie 3 – Liens agriculture

3.1 Avez-vous des contacts directs ou indirects avec l'agriculture dans la MRC ? Si oui, lesquels ?

3.2 Pouvez-vous me parler de l'agriculture de votre MRC ?

- Son évolution au cours des dernières années/décennies.
- Connaissez-vous ses particularités ?
- Connaissez-vous ses forces ?
- Connaissez-vous ses défis ?

3.3 Comment estimez-vous votre niveau de connaissance sur l'agriculture menée au sein de la MRC de Maria-Chapdelaine ?

3.4 Selon vous, quels sont les rôles ou fonctions de l'agriculture dans la MRC ? Sur les plans de :

- Production agricole (alimentaire ou non alimentaire)
- Sociale
- Économique
- Environnementale
- Culturel
- Autre

3.5 Quels rôles ou fonctions sont les plus importantes parmi toutes celles que vous venez de nommer ?

3.6 Est-ce que ces fonctions ont évolué dans le temps (ex. : dans le temps de vos parents ou grands-parents) ? Si oui, pourquoi à votre avis ?

3.7 Est-ce que ces fonctions sont amenées à évoluer à court, moyen ou long terme ? Si oui, pourquoi et comment ?

3.8 Diriez-vous que vous voyez l'avenir de l'agriculture dans la MRC d'un œil plutôt positif ou plutôt négatif ?

J'ai posé toutes mes questions. Pensez-vous à d'autres éléments que vous aimeriez aborder ?

L'entrevue est terminée. Je vous remercie pour beaucoup pour votre temps.

ANNEXE 3

FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

1 TITRE DU PROJET

Étude de la multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC de Maria-Chapdelaine.

2 RESPONSABLE(S) DU PROJET DE RECHERCHE

2.1 Chercheure responsable

Sabrina Tremblay, Ph. D.
Professeure à l'Unité d'enseignement en travail social
Université du Québec à Chicoutimi

2.2 Cochercheurs

Olivier Riffon, Ph. D.
Professeur en éco-conseil
Université du Québec à Chicoutimi

Suzanne Tremblay, Ph. D.
Professeure en développement régional et en sociologie
Université du Québec à Chicoutimi

2.3 Collaborateurs

Flora Narac
Stagiaire Mitacs
Étudiante au programme court de deuxième cycle en études régionales
Université du Québec à Chicoutimi

François Potvin
Conseiller en développement agricole
MRC de Maria-Chapdelaine

3 SOURCE DE FINANCEMENT

Ce projet est financé par le programme Mitacs accélération et une municipalité dans la MRC Maria-Chapdelaine.

4 PRÉAMBULE

Nous sollicitons votre participation à un projet de recherche. Cependant, avant d'accepter de participer à ce projet et de signer ce formulaire d'information et de consentement, veuillez prendre le temps de lire, de comprendre et de considérer attentivement les renseignements qui suivent.

Ce formulaire peut contenir des mots que vous ne comprenez pas. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles et à demander de vous expliquer tout mot ou renseignement qui n'est pas clair.

5 DESCRIPTION DU PROJET DE RECHERCHE, OBJECTIFS ET DÉROULEMENT

5.1 Description du projet de recherche

Dans le cadre du Plan de développement des activités agricoles (PDAA), la MRC de Maria-Chapdelaine souhaite mieux cerner le rôle et l'importance de l'agriculture dans le développement de la collectivité. Ainsi, cette recherche doit permettre d'évaluer le rapport à l'agriculture de la MRC sous l'angle de la multifonctionnalité et dans une perspective plus large de système alimentaire du territoire (SAT) de la MRC Maria-Chapdelaine.

5.2 Objectif(s) spécifique(s)

Cette étude comprend six objectifs principaux répartis en deux volets.

Objectifs scientifiques :

- Comprendre l'évolution historique de l'agriculture et de ses fonctions depuis l'ouverture du territoire jusqu'à la période actuelle ;
- Identifier les fonctions actuelles et reconnues de l'agriculture par les principaux acteurs de la collectivité locale ;
- Identifier les fonctions attendues ou souhaitées de l'agriculture par les principaux acteurs de la collectivité.

Objectifs pratiques :

- Évaluer l'adéquation entre les pratiques agricoles, les envies et critères des consommateurs et les politiques locales dans une perspective de Système Alimentaire Territorialisé ;
- Cartographier les acteurs et les initiatives locales en matière d'agroalimentation ;
- Expérimenter des espaces de rencontre et dialogue entre agriculteurs, consommateurs et acteurs territoriaux.

5.3 Déroulement

Votre participation à la présente étude consiste en une entrevue dirigée par une étudiante-stagiaire d'une durée d'environ une heure et demie. L'entrevue peut se faire en présentiel ou par vidéoconférence (via la plateforme Zoom). Le lieu et le moment de l'entrevue sont à votre discrétion, dans la mesure où les échéances du mandat sont respectées et que les contraintes de déplacement sont évitées, afin d'optimiser votre disponibilité. Il est possible de réaliser l'entrevue en dehors des heures de travail. Lorsque nécessaire, l'étudiante-stagiaire créera et partagera au participant un lien protégé permettant de se connecter à la vidéoconférence. Tout au long de l'entrevue, vous êtes libre de vous exprimer ou non sur un sujet proposé. Vous pouvez aussi mettre fin à votre participation, à tout moment, sans conséquence négative ou préjudice et sans avoir à justifier votre décision. À des fins d'analyse, cette entrevue fera l'objet d'un enregistrement audio.

6 AVANTAGES, RISQUES OU INCONVÉNIENTS ASSOCIÉS AU PROJET DE RECHERCHE

En participant à la recherche, vous contribuerez au développement des connaissances générales sur l'agriculture dans la MRC Maria-Chapdelaine. Ces connaissances seront utiles pour la planification du prochain plan d'aménagement des zones agricoles (PDZA) de la MRC de Maria-Chapdelaine.

Il est possible que les discussions fassent surgir certaines émotions puisqu'elles peuvent porter sur des enjeux sensibles. Il est possible que le souvenir d'une situation personnelle ou professionnelle vous provoque un certain inconfort. Si votre participation à l'entrevue provoquait des inconvénients d'ordre psychologique, nous vous invitons à en aviser sans détour la personne qui mène l'entrevue. Celle-ci pourra notamment vous suggérer de vous orienter vers des ressources de soutien adaptées comme Info-santé/Info-social au 811.

7 CONFIDENTIALITÉ, DIFFUSION ET CONSERVATION

Les renseignements que vous nous donnerez demeureront strictement confidentiels. Les transcriptions des entrevues seront entièrement anonymisées, c'est-à-dire que tous les noms de personnes ou de lieux seront retirés à l'étape de la transcription, et ne figureront sur aucun document. Seules la chercheuse responsable et l'étudiante stagiaire connaîtront votre identité, puisque toutes les données seront rendues anonymes par l'utilisation d'un code qui vous sera attribué et sera utilisé sur tous les documents en lien avec la recherche. Ainsi, les résultats de la recherche qui sera publiée ne permettront en aucun cas d'associer des propos à la personne les ayant formulés. Les enregistrements audios des entrevues seront conservés sur un ordinateur protégé par un mot de passe jusqu'à la validation des transcriptions, puis détruits sécuritairement. Les autres données informatisées seront conservées sur un ordinateur protégé par un mot de passe, et elles seront détruites 7 ans après la collecte des données. Tous les documents papier ayant servi à cette recherche seront détruits sécuritairement par une entreprise spécialisée dans le domaine.

8 PARTICIPATION VOLONTAIRE ET DROIT DE RETRAIT

Votre participation à ce projet de recherche est volontaire. Vous êtes donc libre de refuser d'y participer. Vous pouvez également vous retirer de ce projet à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raisons, en faisant connaître votre décision à la chercheuse responsable du projet, et ce, sans qu'il y ait de préjudice. Vos données jusqu'à lors récoltées seront ainsi détruites sécuritairement, à moins d'un avis contraire de votre part. Ceci dit, le retrait devra se faire en amont, durant l'entrevue ou avant la fin de la période de récolte des données et le début de l'analyse de celles-ci (la date exacte vous sera communiquée par courriel). Toute nouvelle connaissance acquise durant le déroulement du projet qui pourrait affecter votre décision de continuer d'y participer vous sera communiquée sans délai par courriel. Enfin, la responsable du projet peut mettre fin à votre participation, sans votre consentement, si elle estime que votre bien-être ou celui des autres participants est compromis.

9 INDEMNITÉ COMPENSATOIRE

Aucune compensation financière n'est offerte pour votre participation à cette étude.

10 PERSONNES-RESSOURCES

Si vous avez des questions concernant le projet de recherche ou si vous éprouvez un problème que vous croyez relié à votre participation au projet de recherche, vous pouvez communiquer avec la responsable du projet, Sabrina Tremblay, aux coordonnées suivantes : 418-545-5011 poste 4334 / 1-800-463-9880 poste 4334 (sans frais).
ou Sabrina_Tremblay@uqac.ca.

Pour toute question d'ordre éthique concernant votre participation à ce projet de recherche, vous pouvez communiquer avec le Comité d'éthique de la recherche (par téléphone au 418-545-5011 poste 4704 (ligne sans frais : 1-800-463-9880 poste 4704) ou par courriel à l'adresse cer@uqac.ca).

11 CONSENTEMENT DU PARTICIPANT

Dans le cadre du projet intitulé *Multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC Maria-Chapdelaine*, je reconnais avoir lu le présent formulaire d'information et de consentement. Je comprends les objectifs du projet et ce que ma participation implique. Je confirme avoir disposé du temps nécessaire pour réfléchir à ma décision de participer. Je reconnais avoir eu la possibilité de contacter le responsable du projet (ou son délégué) afin de poser toutes les questions concernant ma participation et que l'on m'a répondu de manière satisfaisante. Je comprends que je peux me retirer du projet en tout temps, sans pénalité d'aucune forme ni justification à donner. Je consens volontairement à participer à ce projet de recherche.

Signature :

Date :

Nom (lettres moulées) et adresse courriel :

SIGNATURE DE LA PERSONNE QUI A OBTENU LE CONSENTEMENT

J'ai expliqué au participant à la recherche les termes du présent formulaire d'information et de consentement et j'ai répondu aux questions qu'il m'a posées.

Signature :

Date :

Nom et signature de la personne qui obtient le consentement

SIGNATURE ET ENGAGEMENT DU CHERCHEUR RESPONSABLE DU PROJET

Je certifie avoir moi-même, ou un membre autorisé de l'équipe de recherche, expliqué au participant les termes du présent formulaire d'information et de consentement, répondu aux questions qu'il a posées et lui avoir clairement indiqué qu'il pouvait à tout moment mettre un terme à sa participation, et ce, sans préjudice. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au formulaire d'information et de consentement et à en remettre une copie signée au participant à cette recherche.

Signature :

Date :

Nom et signature du chercheur responsable du projet de recherche

Cette page doit être remise au participant

12 CONSENTEMENT DU PARTICIPANT (Copie de l'équipe de recherche)

Dans le cadre du projet intitulé *Multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC Maria-Chapdelaine*, je reconnais avoir lu le présent formulaire d'information et de consentement. Je comprends les objectifs du projet et ce que ma participation implique. Je confirme avoir disposé du temps nécessaire pour réfléchir à ma décision de participer. Je reconnais avoir eu la possibilité de contacter le responsable du projet (ou son délégué) afin de poser toutes les questions concernant ma participation et que l'on m'a répondu de manière satisfaisante. Je comprends que je peux me retirer du projet en tout temps, sans pénalité d'aucune forme ni justification à donner. Je consens volontairement à participer à ce projet de recherche.

Signature :

Date :

Nom (lettres moulées) et adresse courriel :

SIGNATURE DE LA PERSONNE QUI A OBTENU LE CONSENTEMENT

J'ai expliqué au participant à la recherche les termes du présent formulaire d'information et de consentement et j'ai répondu aux questions qu'il m'a posées.

Signature :

Date :

Nom et signature de la personne qui obtient le consentement

SIGNATURE ET ENGAGEMENT DU CHERCHEUR RESPONSABLE DU PROJET

Je certifie avoir moi-même, ou un membre autorisé de l'équipe de recherche, expliqué au participant les termes du présent formulaire d'information et de consentement, répondu aux questions qu'il a posées et lui avoir clairement indiqué qu'il pouvait à tout moment mettre un terme à sa participation, et ce, sans préjudice. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au formulaire d'information et de consentement et à en remettre une copie signée au participant à cette recherche.

Signature :

Date :

Nom et signature du chercheur responsable du projet de recherche

Cette page doit être conservée par l'équipe de recherche

13 CONSENTEMENT DU PARTICIPANT (Copie de l'équipe de recherche)

Dans le cadre du projet intitulé *Multifonctionnalité de l'agriculture dans la MRC Maria-Chapdelaine*, je reconnais avoir lu le présent formulaire d'information et de consentement. Je comprends les objectifs du projet et ce que ma participation implique. Je confirme avoir disposé du temps nécessaire pour réfléchir à ma décision de participer. Je reconnais avoir eu la possibilité de contacter le responsable du projet (ou son délégué) afin de poser toutes les questions concernant ma participation et que l'on m'a répondu de manière satisfaisante. Je comprends que je peux me retirer du projet en tout temps, sans pénalité d'aucune forme ni justification à donner. Je consens volontairement à participer à ce projet de recherche.

Signature :

Date :

Nom (lettres moulées) et adresse courriel :

SIGNATURE DE LA PERSONNE QUI A OBTENU LE CONSENTEMENT

J'ai expliqué au participant à la recherche les termes du présent formulaire d'information et de consentement et j'ai répondu aux questions qu'il m'a posées.

Signature :

Date :

Nom et signature de la personne qui obtient le consentement

SIGNATURE ET ENGAGEMENT DU CHERCHEUR RESPONSABLE DU PROJET

Je certifie avoir moi-même, ou un membre autorisé de l'équipe de recherche, expliqué au participant les termes du présent formulaire d'information et de consentement, répondu aux questions qu'il a posées et lui avoir clairement indiqué qu'il pouvait à tout moment mettre un terme à sa participation, et ce, sans préjudice. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au formulaire d'information et de consentement et à en remettre une copie signée au participant à cette recherche.

Signature :

Date :

Nom et signature du chercheur responsable du projet de recherche

Cette page doit être conservée par l'équipe de recherche